



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens -

Mai 2024

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 20 juin 2024

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Mai 2024

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le premier cycle de la deuxième année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans et plus), qui ont été menés entre le 7 mai 2024 et le 30 mai 2024.

This publication is also available in English under the title « Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - May 2024 ».

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

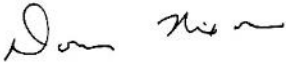
CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9360

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 20 juin 2024

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel



Table des matières

Sommaire	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations.....	7
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (région de la Montérégie [Québec], membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal, Lower Mainland de la C.-B., région des Laurentides au Québec, Hamilton)	7
Priorités et performance du gouvernement du Canada (région de la Montérégie [Québec], membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal, Lower Mainland de la C.-B., région des Laurentides au Québec, Hamilton)	7
Budget 2024 (Saskatchewan, Lower Mainland de la C.-B.)	10
Emploi (région de la Montérégie au Québec, Hamilton).....	13
Changement climatique (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador)	15
Tarification du carbone (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador)	16
Mise à l'essai d'une vidéo sur la tarification du carbone (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador).....	18
Fabrication de véhicules électriques (région de la Montérégie, au Québec).....	20
Immigration (région de la Montérégie au Québec, région des Laurentides au Québec).....	20
Problèmes touchant la communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Montréal)	21
Opioïdes (Lower Mainland de la C.-B.)	23
Protection et promotion de la langue française (région des Laurentides au Québec).....	24
Sécurité communautaire (Hamilton)	24
Vol de véhicules (Hamilton)	25
Résultats détaillés.....	27
Chronologie des annonces en mai 2024.....	28



Le gouvernement du Canada dans l'actualité (région de la Montérégie au Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal, Lower Mainland de la C.-B., région des Laurentides au Québec, Hamilton).....	30
Priorités et performance du gouvernement du Canada (région de la Montérégie au Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal région des Laurentides au Québec, Hamilton).....	31
Logement (région des Laurentides au Québec, Hamilton).....	33
Soins de santé (région des Laurentides au Québec).....	34
Coût de la vie (membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal).....	35
Enjeux locaux (région de la Montérégie au Québec).....	35
Budget 2024 (Saskatchewan, Lower Mainland de la C.-B.).....	36
Impressions générales (Saskatchewan).....	36
Feux de forêt (Lower Mainland de la C.-B.).....	38
Gains en capital (Lower Mainland de la C.-B.).....	40
Initiatives en matière de logement (Saskatchewan, Lower Mainland de la C.-B.).....	40
Emploi (région de la Montérégie au Québec, Hamilton).....	44
Changement climatique (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador).....	46
Tarification du carbone (Saskatchewan, millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador).....	49
Mise à l'essai de la tarification du carbone (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador).....	55
Fabrication de véhicules électriques (région de la Montérégie au Québec).....	59
Immigration (région de la Montérégie, au Québec, région des Laurentides, au Québec).....	60
Problèmes touchant les membres de la communauté 2ELGBTQI+ (personnes.....	61
2ELGBTQI+ résidant à Montréal).....	61
Opioides (Lower Mainland de la C.-B.).....	64



Protection et promotion du français (région des Laurentides au Québec).....	66
Sécurité communautaire (Hamilton).....	68
Vol de véhicules (Hamilton).....	69
Annexes.....	71
Annexe A - Questionnaires de recrutement	72
Questionnaire de recrutement anglais.....	73
Questionnaire de recrutement français.....	84
Annexe B – Guides de discussion.....	93
Guide du modérateur anglais.....	94
Guide du modérateur français.....	123
Annexe C – Concepts publicitaires	154
Mise à l’essai de la tarification du carbone	155



Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 7 mai 2024 et le 30 mai 2024, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche pour le présent cycle se sont essentiellement centrés sur le changement climatique, la tarification du carbone, et la mise à l'essai de concepts créés pour une vidéo informative sur la tarification du carbone par le gouvernement du Canada. Certains groupes ont également entamé des discussions portant sur le budget 2024 et diverses initiatives liées aux feux de forêt, aux gains en capital, et au logement qui avaient été annoncées.

Au nombre des autres sujets abordés dans le cadre du présent cycle figurait ce que les participants avaient récemment vu, entendu ou lu au sujet du gouvernement du Canada, ainsi que leurs impressions concernant la performance du Canada dans un vaste éventail de domaines, dont le logement, les soins de santé, le coût de la vie, ainsi que les difficultés auxquelles sont confrontées leurs collectivités respectives. Les participants ont également entamé des discussions portant sur l'emploi, les véhicules électriques, la sécurité communautaire, le vol de véhicules, les opioïdes et l'immigration. Les participants d'un groupe composé de personnes s'identifiant comme membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal ont entamé des discussions portant sur la communauté



2ELGBTQI+, tandis que ceux résidant dans la région des Laurentides au Québec ont fait part de leurs réflexions concernant la protection et la promotion du français au Canada.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Les discussions de certains groupes se sont centrées sur certaines cohortes de la population en particulier, dont des membres de la génération Z, des climatofervents et climatosceptiques et des membres de la communauté 2ELGBTQI+.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Six groupes ont été organisés au sein de la population générale résidant en Saskatchewan, dans la région de la Montérégie au Québec, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique (B.C.), dans la région des Laurentides, au Québec, ainsi qu'à Hamilton.
- Les six autres groupes de discussion étaient composés de sous-groupes clés, notamment :
 - De millénariaux résidant au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et dans l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.);
 - De membres de la génération Z résidant à Calgary;
 - De participants climatofervents et climatosceptiques (trois groupes respectivement issus de centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et du secteur du centre de l'Ontario);
 - De membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal.
- Les trois groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans tous les lieux, 86 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 dollars.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Saskatchewan	1	ANGLAIS	Mardi 7 mai	20 h à 22 h	Population générale	5
Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard	2	ANGLAIS	Mercredi 8 mai	17 h à 19 h	Millénariaux âgés de 28 à 43 ans	8
Calgary	3	ANGLAIS	Jeudi 9 mai	20 h à 22 h	Membres de la génération Z âgés de 18 à 27 ans	7
Centres de taille moyenne et grands centres du Manitoba	4	ANGLAIS	Mardi 14 mai	19 h à 21 h	Climatofervents Et climatosceptiques	7
Région de la Montérégie au Québec	5	FRANÇAIS	Mercredi 15 mai	18 h à 20 h	Population générale	6
Grands centres de l'Alberta	6	ANGLAIS	Jeudi 16 mai	20 h à 22 h	Climatofervents et climatosceptiques	7
Secteur du centre de l'Ontario	7	ANGLAIS	Mardi 21 mai	18 h à 20 h	Climatofervents et climatosceptiques	8
Montréal	7	FRANÇAIS	Mercredi 22 mai	18 h à 20 h	Personnes 2ELGBTQI+	7
Terre-Neuve-et-Labrador	8	ANGLAIS	Jeudi 23 mai	16 h 30 à 18 h 30	Population générale	7
Lower Mainland de la Colombie-Britannique	10	ANGLAIS	Mardi 28 mai	21 h à 23 h	Population générale	8
Région des Laurentides au Québec	11	FRANÇAIS	Mercredi 29 mai	18 h à 20 h	Population générale	8
Hamilton	12	ANGLAIS	Jeudi 30 mai	18 h à 20 h	Population générale	8
Nombre total de participants						86



Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (région de la Montérégie [Québec], membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal, Lower Mainland de la C.-B., région des Laurentides au Québec, Hamilton)

Les participants de quatre groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une série de mesures et d'initiatives ont été rappelées, notamment l'annonce du gouvernement fédéral selon laquelle ce dernier prendrait des mesures visant à accroître l'offre de logements abordables au sein des collectivités canadiennes, une proposition visant à augmenter le taux d'inclusion des gains en capital (également appelé impôt sur les gains en capital) payé par les Canadiens les plus fortunés, ainsi que des initiatives visant à stabiliser le coût des produits alimentaires, notamment en prenant des mesures pour accroître la concurrence au sein du secteur alimentaire. Les participants ont également rappelé une annonce d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) selon laquelle le ministère entendait fixer un plafond d'admission pour les demandes de permis d'étude d'étudiants étrangers, ainsi qu'une annonce du gouvernement du Canada selon laquelle il augmenterait de 1 000 à 5 000 le nombre de demandes de visa de résident temporaire acceptées de la part de Palestiniens dont des membres de leur famille sont au Canada.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (région de la Montérégie [Québec], membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal, Lower Mainland de la C.-B., région des Laurentides au Québec, Hamilton)

Les participants de quatre groupes ont entamé des discussions portant sur les problèmes auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement au regard de ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils considéraient qu'il y avait matière à amélioration.

Ces derniers ont formulé un éventail de points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient la protection et la promotion de populations vulnérables ainsi que des mesures devant être prises pour protéger l'environnement et atténuer les effets du changement climatique. Les participants ont également mentionné des domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, dont la fourniture d'un vaste éventail de soutiens et de prestations destinés aux Canadiens ainsi que la réponse du Canada à la pandémie de COVID-19. Les participants ont en outre énuméré une série de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Ceux-ci comprenaient le coût actuel des produits d'épicerie qu'ils percevaient comme étant élevé, la pénurie de logements abordables dans plusieurs régions du pays, l'éducation et l'importance d'engager davantage

d'enseignants du primaire et du secondaire (qu'on proposait de financer, du moins en partie, à l'aide de fonds fédéraux), ainsi que la dette publique en hausse.

Lorsqu'on leur a demandé de nommer les principales priorités sur lesquelles devrait, à leurs yeux, se concentrer le gouvernement fédéral, bon nombre de participants ont réaffirmé l'importance de rendre la vie des Canadiens plus abordable, en prenant notamment des mesures pour stabiliser le coût des biens de première nécessité, dont le logement et les produits d'épicerie. Un grand nombre d'entre eux ont également mentionné la nécessité d'augmenter les investissements dans le domaine des soins de santé, et notamment d'accroître les ressources consacrées aux enjeux liés à la santé mentale. Au nombre des autres domaines prioritaires mentionnés par les participants figurent la protection de l'environnement et l'atténuation des effets du changement climatique, la réconciliation avec les peuples autochtones ainsi que la nécessité de mieux soutenir et protéger les droits des populations vulnérables, dont les Canadiens racialisés, les personnes vivant avec un handicap et les personnes 2ELGBTQI+.

Logement (région des Laurentides au Québec, Hamilton)

Les participants de deux groupes résidant respectivement dans la région des Laurentides au Québec et à Hamilton se sont vu poser des questions complémentaires au sujet de mesures qu'avait récemment prises le gouvernement du Canada en matière de logement. À la question de savoir quelles étaient, selon eux, les principales problématiques liées au logement sur lesquelles devrait se focaliser le gouvernement fédéral, bon nombre d'entre eux ont répondu que l'abordabilité du logement constituait un problème majeur. De l'avis général, le marché du logement, tant locatif que commercial, était devenu de plus en plus cher au Canada au cours des dernières années, si bien qu'il était devenu difficile pour de nombreuses familles à faible et moyen revenu de se procurer un logement sûr et abordable au sein de leur collectivité. Plusieurs participants estimaient que l'offre de logements était insuffisante pour répondre à la demande actuelle dans leurs régions respectives et que tous les paliers de gouvernement devaient redoubler d'efforts pour construire davantage de logements.

Quant à savoir s'ils étaient au courant de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral en matière de logement, plusieurs participants ont mentionné la création du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP). Si la plupart d'entre eux voyaient cette initiative comme un pas dans la bonne direction, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'à moins que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour réduire de manière substantielle le coût global du logement, des programmes comme celui-ci n'auraient que peu d'impact pour ce qui est d'améliorer les perspectives d'accession à la propriété des candidats à l'achat d'une première propriété.

Soins de santé (région des Laurentides au Québec)

Les participants de la région des Laurentides au Québec ont également entamé une brève discussion portant sur les soins de santé au sein de leurs collectivités respectives ainsi que dans l'ensemble du Canada. Presque tous les participants estimaient que les soins de santé constituaient un problème majeur auquel le gouvernement du Canada devait accorder une plus grande priorité. Si la plupart d'entre eux étaient d'avis que la qualité des soins de santé dans leur région était relativement élevée,



tous estimaient qu'il existait à l'heure actuelle d'importants problèmes liés à la capacité des habitants de leur région à accéder à des services de soins de santé en temps voulu. Bon nombre de participants se souvenaient avoir connu de longs temps d'attente et d'autres difficultés à accéder à des soins primaires et d'urgence, tandis que d'autres décrivaient les difficultés auxquelles ils avaient été confrontés pour obtenir un médecin de famille, obtenir des rendez-vous ou subir une intervention chez un spécialiste, ou obtenir un rendez-vous de suivi avec un professionnel de la santé précédemment consulté. Plusieurs d'entre eux considéraient qu'un des principaux facteurs à l'origine des nombreuses problématiques en matière de soins de santé auxquels était actuellement confrontée leur région avait été la pénurie généralisée de professionnels de la santé (notamment de médecins et d'infirmières).

Tous les participants disaient croire que le gouvernement fédéral faisait fausse route pour ce qui est d'améliorer les soins de santé dans l'intérêt des Canadiens. En discutant des éventuelles mesures qui pourraient à l'avenir être prises à cet égard, bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire plus pour inciter des Canadiens à faire carrière dans le secteur de la santé et pour augmenter le nombre de places disponibles dans les programmes de médecine et de sciences infirmières partout au pays. Les participants estimaient également que des mesures supplémentaires devaient être prises pour inciter médecins de famille et spécialistes à exercer dans des collectivités de plus petite taille ou plus rurales, un certain nombre d'entre eux estimant que l'accès à des soins dans des régions moins peuplées était souvent bien plus difficile que dans les grands centres urbains.

Coût de la vie (membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal)

Les participants du groupe composé de membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal ont pris part à une discussion complémentaire portant sur le coût de la vie. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le coût de la vie, qu'ils considéraient comme étant élevé à l'heure actuelle, constituait un problème fondamental, estimant qu'un grand nombre de Canadiens (et plus particulièrement ceux appartenant à des populations vulnérables) avaient du mal à assumer le coût de produits de première nécessité, et notamment des aliments et du logement. Les participants estimaient que l'augmentation du coût de la vie avait disproportionnellement impacté les ménages à faible et moyen revenu par rapport aux Canadiens les plus fortunés, et qu'à défaut de remédier à ce problème, les inégalités socioéconomiques seraient susceptibles de se creuser à l'avenir.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que le coût de la vie augmente, diminue ou reste le même au cours de l'année à venir, les participants étaient à peu près aussi nombreux à ce qu'il augmenterait que ceux qui étaient d'avis qu'il demeurerait relativement inchangé. Parmi ceux qui estimaient que la hausse du coût de la vie était susceptible de s'aggraver, un certain nombre de participants ont exprimé des préoccupations concernant le changement climatique et s'attendaient à ce que la vie au Canada devienne probablement de plus en plus chère dans les années à venir si ce problème devait s'aggraver. Quelques participants se sont également dit préoccupés par les perturbations du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement qui pourraient résulter de l'augmentation perçue des tensions géopolitiques dans certaines parties du monde, estimant qu'elles pourraient à terme se traduire par une hausse des prix à la consommation.



Enjeux locaux (région de la Montérégie au Québec)

Les participants résidant dans la région de la Montérégie, au Québec, ont engagé une brève conversation sur les défis auxquels leurs collectivités respectives sont actuellement confrontées. En discutant des secteurs et des industries les plus essentiels à leurs collectivités respectives, plusieurs d'entre eux ont défini l'agriculture et la production alimentaire comme étant des industries clés dans leur région. Si un certain nombre de participants estimaient que le transport (p. ex., de produits alimentaires et d'autres marchandises) constituait un secteur de premier plan dans leur région, quelques-uns d'entre eux estimaient toutefois que, dans l'intérêt de leurs collectivités, la fabrication de véhicules électriques (VE) était de plus en plus essentielle d'un point de vue économique.

À la question de savoir quels étaient les industries ou les secteurs qui, selon eux, nécessitaient le plus grand soutien dans leur région, un grand nombre d'entre eux ont à nouveau mentionné l'agriculture et le transport. Concernant ce dernier, les répondants estimaient que le gouvernement fédéral devait déployer des efforts pour construire et réparer les infrastructures de transport essentielles que constituent les autoroutes et autres voies de circulation, partout dans la région de la Montérégie. Lorsqu'on leur a demandé comment le gouvernement fédéral pourrait mieux venir en aide à ces secteurs (et au secteur de l'agriculture en particulier), un certain nombre d'entre eux estimaient que davantage d'efforts devaient être consentis pour augmenter le nombre de terres agricoles disponibles au Québec (et au Canada en général) et pour inciter davantage de Canadiens à envisager de faire carrière dans le secteur de l'agriculture et de la production alimentaire.

Budget 2024 (Saskatchewan, Lower Mainland de la C.-B.)

Les participants de deux groupes de résidents de la Saskatchewan et du Lower Mainland de la C.-B. respectivement ont entamé des discussions portant sur le budget 2024 déposé par le gouvernement fédéral le 16 avril 2024. Les participants résidant en Saskatchewan ont fait part de leurs impressions générales concernant une série de mesures prévues dans le budget, tandis que ceux résidant en C.-B. se sont concentrés sur des initiatives spécifiquement liées à la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt ainsi qu'à des mesures visant à augmenter l'impôt sur les gains en capital au-delà d'un certain seuil. Les deux groupes ont en outre discuté d'une série d'initiatives liées au logement faisant partie du budget annoncé.

Impressions générales (Saskatchewan)

À la question de savoir ce qui leur venait à l'esprit en pensant au budget de cette année, un grand nombre de participants se sont montrés incertains, déclarant qu'ils n'en savaient pas assez au sujet des initiatives qui avaient été annoncées pour pouvoir en faire une évaluation convenable. Quelques-uns d'entre eux se souvenaient avoir entendu dire que le budget avait accordé une grande importance au fait de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, ce qui, de l'avis de nombreux participants, constituait un objectif important sur lequel devait se concentrer le gouvernement fédéral.

En se prêtant à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter de l'information concernant un certain nombre de mesures annoncées dans le budget et ont été invités à désigner celles qui



auraient, à leur avis, l'impact le plus important, les participants estimaient pour la plupart qu'une stabilisation du coût des produits alimentaires aurait un impact positif sur le plus grand nombre de Canadiens. Certains d'entre eux se sont également dit favorables à la création d'un programme national d'alimentation scolaire, estimant qu'il était important que le gouvernement fédéral veille à ce que tous les enfants, et en particulier ceux issus de familles à faible revenu, puissent avoir accès à des repas équilibrés pendant leur journée scolaire, sans avoir à se préoccuper de leur coût. Un certain nombre de participants ont également sélectionné l'initiative visant à mettre en œuvre des accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire afin d'améliorer l'accès aux soins primaires et de réduire les temps d'attente, estimant que cela profiterait à un grand nombre de Canadiens qui peinent actuellement à accéder à des services de soins de santé dans leurs collectivités.

En abordant plus particulièrement la proposition du gouvernement fédéral consistant à demander aux Canadiens les plus fortunés de payer leur juste part d'impôt, si la plupart des participants se sont dit en faveur d'augmenter l'impôt des Canadiens les plus fortunés, plusieurs d'entre eux doutaient de l'efficacité que pourrait avoir cette mesure. On était d'avis que, compte tenu du fait que les Canadiens les plus fortunés disposaient de ressources financières plus importantes et qu'ils avaient les moyens d'engager des professionnels et notamment des comptables pour les aider à minimiser leur revenu imposable, il était peu probable que les Canadiens les mieux rémunérés paient leur juste part d'impôts, même une fois cette mesure instaurée. En discutant de l'emploi éventuel des recettes fiscales supplémentaires générées par le gouvernement fédéral dans le cadre de cette initiative, certains participants estimaient que ces fonds devraient être consacrés à des initiatives axées sur la protection de l'environnement et l'atténuation des effets du changement climatique.

Feux de forêt (Lower Mainland de la C.-B.)

Les participants résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique ont engagé une discussion complémentaire sur la réponse du gouvernement fédéral aux feux de forêt de grande ampleur survenus dans leur province au cours des dernières années, ainsi que sur les mesures budgétaires récemment annoncées en vue de résoudre ce problème. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral pour se préparer et répondre aux feux de forêt, aucun des participants n'a répondu par l'affirmative.

Après s'être vu présenter de l'information concernant les récentes mesures annoncées dans le cadre du budget 2024 liées aux feux de forêt, tous les participants y ont réagi positivement, plusieurs d'entre eux estimant que ces initiatives constituaient une étape importante du soutien apporté aux communautés pour les préparer aux feux de forêt et les aider à intervenir. Un certain nombre d'entre eux jugeaient particulièrement importantes les initiatives consistant à doubler les crédits d'impôt accordés aux pompiers bénévoles et aux bénévoles en recherche et sauvetage, ainsi qu'à renforcer les partenariats relatifs à la lutte contre les incendies et aux interventions d'urgence avec les peuples autochtones. En discutant de ce que pourrait encore faire le gouvernement fédéral en matière de lutte contre les feux de forêt, les participants ont suggéré d'augmenter le recours à des pratiques de prévention des incendies comme le brûlage contrôlé et de continuer à sensibiliser les Canadiens quant aux meilleurs moyens de se préparer et de répondre à d'éventuels feux de forêt dans leurs régions respectives.



Gains en capital (Lower Mainland de la C.-B.)

Le groupe basé dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique a également pris part à une brève discussion portant sur les initiatives budgétaires relatives aux gains en capital. À la question de savoir s'ils avaient entendu parler des changements proposés concernant l'imposition des gains en capital, quelques participants ont répondu par l'affirmative, sans toutefois se souvenir de détails précis à ce sujet.

La plupart des participants se sont dit favorables à la proposition du gouvernement du Canada d'augmenter le taux d'inclusion des gains en capital de plus de 250 000 dollars, estimant qu'il s'agissait d'une approche équitable qui profiterait probablement à un grand nombre de ménages. On estimait que, compte tenu de l'impact perçu comme étant négatif de la spéculation immobilière sur l'offre de logements disponibles dans de nombreuses régions du pays, l'augmentation de l'impôt sur les gains en capital pour les transactions de grande ampleur (comme la vente d'une maison) pourrait contribuer à décourager ce type de pratique. Quelques participants se demandaient si le seuil de 250 000 dollars n'était pas trop bas, certains craignant que cette mesure n'affecte également les Canadiens peu fortunés qui pourraient hériter d'une propriété ou qui prévoient de vendre des investissements pour financer leur retraite.

Initiatives en matière de logement (Saskatchewan, Lower Mainland de la C.-B.)

Les deux groupes ont en outre discuté d'une série d'initiatives en matière de logement faisant partie du budget 2024 annoncé par le gouvernement du Canada. Les participants se sont vu informer que, dans le cadre de son plan de lutte contre la crise du logement, le gouvernement du Canada avait annoncé une stratégie sur le logement en trois volets visant à débloquer la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici à 2031.

Les groupes se sont ensuite vu présenter de l'information concernant les mesures particulières prises par le gouvernement du Canada dans le cadre de ce plan. La première série d'initiatives, mettant en avant certaines des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour aider à construire davantage de logements, a suscité des réactions positives de la part des participants. Plusieurs d'entre eux s'attendaient à ce qu'en s'efforçant d'augmenter l'offre de logements abordables à la fois destinés à l'achat et à la location, le gouvernement fédéral contribue à garantir qu'un plus grand nombre de Canadiens soient en mesure d'accéder à un logement tout en ayant les moyens de faire face à d'autres dépenses importantes au cours de leur vie. En se concentrant sur les ententes conclues dans le cadre du Fonds visant à accélérer la construction de logements dans le but d'encourager les municipalités à réduire leurs formalités administratives, quelques participants se demandaient si cela n'entraînerait pas une réduction des normes de construction et de sécurité et, par conséquent, la construction de logements de moins bonne qualité.

Les participants se sont ensuite vu présenter une deuxième série d'initiatives, cette fois-ci centrées sur des mesures visant à faciliter l'accès des Canadiens à un logement locatif ou à la propriété. Les réactions à ces initiatives ont été une fois de plus extrêmement positives, tous les participants estimant que ces mesures s'avéreraient utiles aux locataires et aux candidats à l'achat d'une première propriété. Un grand nombre d'entre eux ont mentionné la mesure visant à inciter les prêteurs à prendre en



compte les loyers payés à temps dans le calcul des cotes de crédit, estimant que pour les jeunes ou les nouveaux arrivants au Canada, il pourrait s'agir d'un moyen efficace d'établir des antécédents de crédit tout en épargnant en vue de l'achat d'un logement. L'initiative visant à autoriser des prêts hypothécaires amortis sur 30 ans pour les candidats à l'achat d'une première propriété nouvellement construite était également considérée comme pouvant être très efficace, un certain nombre de participants estimant que, pour de nombreuses familles à faible et moyen revenu, une période de prêt prolongée rendrait la perspective de contracter un prêt hypothécaire beaucoup plus abordable. Plusieurs d'entre eux ont également salué les mesures visant à étendre l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens et à restreindre l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de très grandes sociétés d'investissement.

La dernière série d'initiatives présentée aux participants portait essentiellement sur certaines mesures proposées par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux personnes peinant actuellement à faire face au coût du logement. Un certain nombre de participants se sont dit favorables à l'investissement d'un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable et ont indiqué préférer que davantage de fonds soient dorénavant alloués aux pourvoyeurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics plutôt qu'à des promoteurs à but lucratif. L'initiative visant à créer un Fonds de protection des loyers a également été bien accueillie par les participants, plusieurs d'entre eux estimant qu'il s'agirait d'un moyen efficace de protéger les locataires et de veiller à ce que les collectivités canadiennes disposent en permanence d'options de location abordables.

À la question complémentaire de savoir si l'une ou l'autre des mesures discutées serait utile aux jeunes Canadiens et aux générations futures, en ce qu'elle leur garantirait l'accès à un grand choix de logements abordables, plusieurs participants du groupe basé en Saskatchewan ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois réaffirmé qu'à moins que des mesures ne soient prises pour réduire le coût global du logement et faire baisser le prix des maisons, la plupart des jeunes Canadiens n'auraient probablement pas les moyens d'acheter une propriété dans un avenir prévisible.

Emploi (région de la Montérégie au Québec, Hamilton)

Les participants de deux groupes ont engagé des discussions portant sur l'économie canadienne et le marché de l'emploi actuels. Avant d'entamer la discussion, on a demandé aux participants résidant à Hamilton comment ils qualifieraient la gestion économique du gouvernement du Canada. Un grand nombre d'entre eux estimaient que la gestion de l'économie canadienne n'avait pas été satisfaisante ces dernières années, citant des problèmes comme les taux d'intérêt élevés, l'augmentation du coût de la vie, l'accroissement de la dette nationale et les dépenses déficitaires continues du gouvernement fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'en matière de gestion économique, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. En discutant des enjeux économiques les plus importants auxquels sont actuellement confrontés les Canadiens, les participants ont mentionné le coût élevé des produits de première nécessité et notamment des produits d'épicerie et de l'essence, le manque de logements abordables, une dépendance de l'économie canadienne au marché du logement qu'ils considéraient comme étant

excessive, ainsi que les taux d'imposition qu'ils jugeaient élevés, assumés par de nombreux ménages canadiens.

Les participants des deux groupes ont été invités à partager leurs points de vue sur l'état actuel du marché de l'emploi au Canada. Sur le plan régional, un certain nombre de participants résidant à Hamilton ont exprimé des opinions partagées, estimant que s'il était facile de trouver un emploi à temps partiel ou faiblement rémunéré, il était souvent très difficile d'obtenir un emploi gratifiant offrant un bon salaire. Plusieurs participants du groupe basé dans la région de la Montérégie au Québec ont décrit le marché de l'emploi comme étant plus ou moins cyclique dans leur région. On estimait que plusieurs entreprises, et plus particulièrement celles des secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, avaient actuellement de la difficulté à recruter des travailleurs et faisaient face à d'importantes pénuries de main-d'œuvre.

Invités à formuler des hypothèses sur ce que sera la situation du marché du travail canadien dans les 5 à 10 prochaines années, la plupart d'entre eux prévoyaient qu'elle demeurerait relativement inchangée. Bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce qu'une croissance de l'emploi soit observée dans les secteurs liés à la technologie, à la robotique et à l'automatisation, à l'intelligence artificielle (IA), aux technologies vertes et aux énergies renouvelables, aux soins de santé et aux métiers spécialisés (en particulier ceux liés à la construction résidentielle). Plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés quant à la perspective de voir l'IA ou l'automatisation remplacer certains emplois actuellement occupés par des humains.

Quant à savoir si, dans ses efforts pour s'assurer que les travailleurs reçoivent la formation dont ils ont besoin pour demeurer concurrentiels, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, les participants ont exprimé des points de vue très variés. Sur le plan régional, la plupart des participants de la Montérégie estimaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route à cet égard, estimant qu'il ne fournissait pas de fonds suffisants aux employeurs pour leur permettre d'offrir une formation professionnelle supplémentaire à leurs travailleurs. Un grand nombre de participants résidant à Hamilton étaient d'un autre avis, la plupart d'entre eux estimant que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie dans ce domaine. Plusieurs d'entre eux disaient croire que le gouvernement fédéral avait effectué des investissements substantiels en matière de formation professionnelle et pour aider les travailleurs canadiens à mettre à niveau leurs compétences.

À la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en ce qui concerne la création d'emplois intéressants au Canada, plusieurs participants des deux groupes ont répondu par l'affirmative. En décrivant les mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement pour favoriser la création d'emplois bien rémunérés dans l'intérêt des Canadiens, les participants ont formulé un certain nombre de suggestions. Au nombre de celles-ci figuraient l'octroi de subventions aux personnes suivant une formation pour travailler dans des secteurs à forte demande, la création de programmes de formation professionnelle pour les nouveaux immigrants au Canada et l'instauration de mesures incitant les entreprises à fabriquer davantage de produits au Canada (afin d'augmenter le nombre d'embauches dans le secteur manufacturier).



Changement climatique (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions portant sur les effets du changement climatique et sur les mesures qui pourraient être prises individuellement ou collectivement pour contribuer à résoudre ce problème. À la question de savoir s'ils estimaient que le changement climatique figurait parmi les principales priorités du gouvernement du Canada, les participants ont exprimé des avis partagés. Si la plupart d'entre eux considéraient le changement climatique comme un enjeu important et estimaient qu'il valait la peine d'en faire une priorité, de l'avis général, d'autres défis comme ceux du coût élevé de la vie, du manque de logements abordables et les problèmes liés aux soins de santé (p. ex., les longs délais d'attente et la pénurie de personnel de la santé) constituaient des priorités plus urgentes dont devait tenir compte le gouvernement fédéral.

À la question de savoir si le changement climatique avait eu une incidence sur le coût de la vie, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. On estimait que les dommages causés par les phénomènes météorologiques extrêmes de ces dernières années avaient coûté très cher à de nombreuses collectivités canadiennes et que la réponse à ces catastrophes naturelles avait nécessité une aide financière considérable de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Plusieurs participants ont cité d'autres répercussions négatives du changement climatique sur le coût de la vie, et notamment les difficultés croissantes auxquelles sont confrontés les agriculteurs en matière de production alimentaire en raison de problèmes causés par les sécheresses et les chaleurs extrêmes, les difficultés en matière de transport de biens et de produits en raison des dommages et des perturbations causés par des catastrophes naturelles, et notamment par des incendies de forêt, ainsi qu'une hausse des coûts qui sera probablement reportée sur les consommateurs du fait de ces difficultés.

En discutant des pires impacts (actuels et anticipés) du changement climatique, les participants ont cité un large éventail de problématiques. Au nombre de celles-ci, citons une baisse de la production alimentaire et une insécurité alimentaire potentielle dans certaines régions du pays, des dommages causés aux biens publics et privés par des inondations et des feux de forêt, une détérioration de la qualité de l'air due à la fumée des feux de forêt, les potentielles pertes de vies humaines en raison de températures extrêmes et de phénomènes météorologiques violents, ainsi que les dommages irréversibles causés à l'environnement et aux écosystèmes dans l'ensemble du Canada.

Invités à nommer les obstacles qu'ils considéraient comme étant les plus importants à la lutte contre le changement climatique, bon nombre d'entre eux ont indiqué que, compte tenu d'autres problèmes comme l'inflation et le coût élevé de la vie, il était difficile de se focaliser sur des enjeux plus vastes comme le changement climatique lorsqu'on tente de joindre les deux bouts à chaque fin de mois. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont indiqué que le coût élevé du passage à des technologies plus respectueuses de l'environnement comme l'achat d'un véhicule électrique (VE) et l'amélioration de l'efficacité énergétique de leur résidence grâce à l'installation de



panneaux solaires ou de thermopompes, constituait un autre obstacle de taille. À la question de savoir s'il était important que les Canadiens et le Canada dans son ensemble prennent des mesures pour lutter contre le changement climatique, bon nombre de participants estimaient qu'il était plus important que cette lutte s'inscrive dans le cadre d'un effort collectif dirigé par le gouvernement du Canada, plutôt que de compter principalement sur des mesures prises individuellement.

Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure il était important, à leur avis, pour le Canada de faire figure de leader mondial en matière d'action climatique, la plupart des participants estimaient qu'il s'agissait là d'une réputation importante à préserver. Plusieurs participants étaient d'avis que si la lutte contre le changement climatique constituait une priorité majeure pour le gouvernement du Canada, il était important qu'il prêche par l'exemple dans ce domaine. En discutant de la mesure dans laquelle ils se sentaient personnellement responsables d'agir pour lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement, bon nombre d'entre eux ont réaffirmé que le changement climatique constituait un problème important et ont indiqué qu'ils faisaient ce qu'ils pouvaient à titre individuel pour adopter des comportements respectueux de l'environnement, comme le fait de recycler, de réduire leur consommation d'énergie et d'éviter d'utiliser des articles à usage unique.

Tarification du carbone (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de sept groupes ont entamé des discussions portant sur la tarification du carbone et sur les mesures récemment prises par le gouvernement du Canada à cet égard. La quasi-totalité d'entre eux se souvenait avoir entendu parler de la tarification de la pollution (que certains appellent la taxe carbone) et beaucoup savaient que le système fédéral de tarification du carbone était actuellement appliqué dans leurs provinces respectives. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir entendu dire que le prix du carbone avait récemment augmenté, estimant que cela aurait probablement pour effet d'augmenter davantage le coût de la vie avec lequel doivent composer de nombreux ménages. À la question de savoir s'ils connaissent l'existence de la remise canadienne sur le carbone (RCC), la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, un certain nombre d'entre eux ayant compris qu'il s'agissait d'un montant versé par le gouvernement fédéral aux ménages canadiens dans un effort pour compenser l'augmentation des coûts que l'on disait croire résulter de la tarification du carbone.

Après s'être vu fournir de l'information sur le système fédéral de tarification du carbone et sur les montants remboursés aux Canadiens par le truchement de la RCC, plusieurs participants se demandaient pourquoi les ménages se voyaient restituer de l'argent. On estimait que l'octroi de la RCC allait à l'encontre de l'objectif premier consistant à encourager les Canadiens à réduire leurs comportements en tant qu'émetteurs. Les participants étaient d'avis que si la plupart des ménages savaient qu'ils se verraient éventuellement rembourser les montants qu'ils avaient payés au titre de la tarification du carbone sous forme de remises, peu d'entre eux se sentiraient financièrement

encouragés à réduire leurs émissions. Plusieurs d'entre eux n'étaient pas certains que les montants versés suffiraient à compenser les impacts financiers de la tarification du carbone, estimant que cette initiative avait eu pour effet d'augmenter considérablement le coût de la vie et des produits de première nécessité, et notamment de l'essence et du chauffage domestique.

Bien que peu de participants se soient directement opposés à la mise en place d'une tarification de la pollution par le carbone par le gouvernement du Canada, plusieurs d'entre eux mettaient en doute l'efficacité de cette approche pour lutter contre le changement climatique. En centrant leur discussion sur la RCC, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que, plutôt que d'accorder des remises aux Canadiens, il conviendrait plutôt de consacrer les produits recueillis par le biais du système de tarification du carbone au financement de projets visant à promouvoir un développement durable et à atténuer les effets du changement climatique.

Tous les groupes (à l'exception de ceux de la Saskatchewan) ont été invités à faire part de leur sentiment au sujet de la restitution des revenus, par le biais de la RCC, aux particuliers aux entreprises et aux communautés autochtones, et questionnés à savoir si, grâce à cette mesure, les Canadiens auraient, selon eux, davantage les moyens de subvenir à leurs besoins. Dans l'ensemble, peu d'entre eux étaient d'avis que les montants versés au titre de la RCC suffiraient à améliorer la situation de la plupart des Canadiens peinant actuellement à faire face à la hausse du coût de la vie. En faisant part de leurs réactions à l'information selon laquelle 8 ménages sur 10 reçoivent plus qu'ils ne dépensent au titre de la taxe carbone, bon nombre de participants ont réaffirmé leur souhait d'obtenir de plus amples renseignements concernant le calcul de ces montants ainsi que les paramètres utilisés pour déterminer combien les ménages dépensent au titre de la tarification de la pollution par le carbone.

Dans l'ensemble, très peu d'entre eux estimaient que l'approche du gouvernement fédéral en matière de tarification de la pollution serait efficace pour réduire les émissions. À la question de savoir s'ils jugeaient cette approche équitable, les participants ont exprimé des opinions partagées. Un certain nombre d'entre eux l'estimaient relativement équitable dans la mesure où des paiements égaux au titre de la RCC étaient versés à tous les ménages. Toutefois, on estimait en outre qu'en raison du coût actuellement élevé de la vie, il était quelque peu injuste que les ménages ayant déjà du mal à joindre les deux bouts aient à assumer les coûts supplémentaires liés à la tarification de la pollution par le carbone. On estimait que cela était particulièrement vrai dans le cas des particuliers résidant dans des collectivités offrant moins d'options de rechange (comme des transports en commun et des sources d'énergie renouvelables) pouvant les aider à réduire leurs propres émissions.



Mise à l'essai d'une vidéo sur la tarification du carbone (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de six groupes ont échangé leurs points de vue au sujet d'une vidéo publicitaire produite par le gouvernement fédéral visant à informer les Canadiens au sujet du système de tarification du carbone. La vidéo a été présentée en boucle à deux reprises aux participants.

Cette vidéo a suscité des réactions mitigées de la part des participants. Si certains d'entre eux estimaient qu'elle était claire, bien réalisée et qu'elle les avait aidés à mieux comprendre le fonctionnement du système de tarification du carbone, un nombre à peu près égal de participants s'est dit d'un autre avis. Ces derniers estimaient que la vidéo n'expliquait pas clairement en quoi un système de tarification du carbone était avantageux pour les Canadiens. Certains participants jugeaient également quelque peu irréaliste la notion selon laquelle les paiements au titre de la remise canadienne sur le carbone (RCC) aideraient les ménages à pouvoir acheter ce dont ils ont besoin, estimant que les montants remboursés ne compenseraient guère le coût des produits de première nécessité, dont les produits d'épicerie et l'essence. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que la durée de la vidéo était un peu trop longue, estimant que bon nombre d'auditeurs, et plus particulièrement ceux qui tomberaient sur cette vidéo en naviguant sur leur appareil mobile, ne la visionneraient probablement pas en entier.

Lorsqu'on leur a demandé si la vidéo leur avait fourni des renseignements au sujet de la tarification du carbone qu'ils n'avaient pas entendus auparavant, plusieurs participants ont déclaré ne pas savoir que les montants reçus au titre de la RCC variaient en fonction de la province ou du territoire de résidence. Un certain nombre d'entre eux ont également indiqué ignorer quels provinces ou territoires appliquaient le système fédéral de tarification du carbone et lesquels (comme la Colombie-Britannique [C.-B.] et le Québec) avaient instauré leur propre système.

Les participants du secteur du centre de l'Ontario et ceux de Terre-Neuve-et-Labrador se sont vu poser une question complémentaire à savoir si les mesures de rechange respectueuses de l'environnement mises en exergue dans la vidéo (comme la pratique du vélo, la conduite d'une voiture électrique et un chauffage résidentiel plus écoénergétique) constituaient les exemples les plus efficaces des mesures pouvant être adoptées pour réduire les émissions ou si d'autres exemples devraient être fournis. Si bon nombre d'entre eux étaient d'avis que les Canadiens pouvaient réduire leurs émissions en adoptant des solutions plus respectueuses du climat, des activités telles que le vélo ont été jugées irréalistes pour les résidents de collectivités rurales devant souvent parcourir des distances beaucoup plus grandes dans le cadre de leurs activités quotidiennes. Les participants estimaient également que, pour un grand nombre de Canadiens, les mesures consistant à acheter un véhicule électrique ou à rénover sa maison pour la rendre plus écoénergétique risquaient d'être trop onéreuses. En discutant d'autres exemples auxquels on pourrait avoir recours, les participants ont mentionné des mesures comme la culture de sa propre nourriture, la plantation d'arbres, le recours aux transports en commun



(pour ceux vivant au sein de collectivités dans lesquelles cette option est réaliste) et l'adoption d'ampoules à diodes électroluminescentes (DEL).

Les participants de tous les groupes ont été invités à répondre à la question de savoir si, compte tenu de tout ce dont ils avaient discuté jusqu'à présent, ils estimaient que la tarification du carbone constituait un moyen efficace, en tant qu'incitatif financier, pour motiver les Canadiens à moins polluer. Dans l'ensemble, seul un petit nombre d'entre eux estimait que cette approche serait efficace, la plupart étant d'avis qu'il était peu probable que les ménages soient disposés à réduire leurs émissions ou qu'ils soient en mesure de le faire. En discutant des mesures de rechange qui pourraient être prises, les participants ont suggéré d'offrir davantage d'incitatifs financiers et de remises à ceux qui feraient l'acquisition d'un véhicule électrique ou qui participeraient à des programmes impliquant l'installation de panneaux solaires ou de thermopompes dans leurs foyers. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que des mesures devraient être prises pour mieux informer les Canadiens des moyens de réduire leurs émissions et de faire en sorte qu'il leur soit plus facile et plus abordable d'adopter les comportements susmentionnés.

À la question de savoir s'ils croyaient pouvoir modifier leurs habitudes quotidiennes afin de réduire leurs émissions et le montant qu'ils paient dans le cadre de la taxe carbone, la plupart des participants estimaient que tous les Canadiens pouvaient probablement trouver les moyens de faire leur part pour atteindre cet objectif. Au nombre des mesures suggérées figuraient un réglage du thermostat à une température moins élevée en été et en hiver, l'achat d'aliments cultivés localement et l'installation d'appareils électroménagers plus écoénergétiques. Quant à savoir si les Canadiens envisageraient des solutions de rechange à la conduite d'un véhicule, comme le covoiturage, l'utilisation des transports publics ainsi que les déplacements à vélo afin de réduire leur redevance au titre de la tarification de la pollution, la plupart d'entre eux étaient d'avis que cela varierait probablement d'une personne à l'autre. On estimait que si certains (et en particulier les personnes à faible revenu) se voyaient contraints de recourir à ces options plus abordables si elles leur étaient offertes, pour d'autres, la conduite de leur propre véhicule faisait partie intégrante de leurs activités quotidiennes et constituait une habitude qu'ils ne souhaitaient pas ou ne pouvaient pas modifier.

En discutant des raisons pour lesquelles certaines provinces appliquent leur propre système de tarification du carbone alors que d'autres ont recours au système fédéral, les participants ont fourni diverses explications potentielles. Un certain nombre d'entre eux estimaient que certaines provinces appliquant leur propre système, comme la Colombie-Britannique et le Québec, avaient peut-être déjà mis en place des infrastructures plus efficaces sur le plan énergétique ou déjà pris des mesures pour réduire leurs émissions avant que le gouvernement du Canada n'instaure son propre système de tarification du carbone. D'aucuns estimaient en outre qu'il pouvait s'agir d'une décision essentiellement économique, certaines provinces (en fonction de la quantité d'émissions qu'elles produisent) jugeant plus rentable d'utiliser leur propre système que celui du gouvernement fédéral.



Fabrication de véhicules électriques (région de la Montérégie, au Québec)

Les participants résidant dans la région de la Montérégie, au Québec, ont entamé une brève discussion au sujet d'une annonce récente du gouvernement fédéral concernant la construction d'une nouvelle usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques (VE) dans leur région. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du gouvernement du Canada et des VE, plusieurs d'entre eux se souvenaient d'avoir entendu dire que le Canada avait augmenté ses investissements pour la construction et la fabrication de VE et de pièces détachées pour VE au pays.

Presque tous les participants ont positivement réagi à l'information qui leur a été fournie concernant l'investissement conjoint de 7 milliards de dollars des gouvernements du Canada et du Québec pour la construction d'une nouvelle usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques à Saint-Basile-le-Grand et à McMasterville, au Québec, qui sera exploitée par Northvolt Batteries North America. Plusieurs d'entre eux ont indiqué que la création escomptée de 3 000 emplois s'avérerait très bénéfique pour le bien-être économique des résidents de ces collectivités et aurait des retombées positives sur l'ensemble de l'économie provinciale et canadienne. Un certain nombre d'entre eux se sont toutefois dit préoccupés par les potentiels problèmes environnementaux liés à l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des batteries des VE et les difficultés anticipées pour recycler en toute sécurité ces batteries une fois qu'elles auront atteint la fin de leur durée de vie utile. Quelques-uns d'entre eux se demandaient également si l'offre de logements dans leur région serait suffisante pour accueillir des milliers de travailleurs supplémentaires et si la construction de cette usine entraînerait une hausse du prix des logements.

Immigration (région de la Montérégie au Québec, région des Laurentides au Québec)

Les participants de deux groupes composés de résidents des régions de la Montérégie et des Laurentides ont amorcé une discussion portant sur l'immigration. Invités à décrire l'état actuel du système d'immigration au Canada, plusieurs participants considéraient que des processus et des contrôles plus clairs devaient être mis en place pour gérer le flux d'immigration et garantir que les collectivités accueillant de nouveaux immigrants disposent des ressources nécessaires pour faire face à une augmentation de la population.

En discutant des principaux avantages que comportait, selon eux, l'immigration, bon nombre d'entre eux ont mentionné la capacité du Canada à attirer des travailleurs étrangers qualifiés, et plus particulièrement des médecins et des professionnels de la santé au Canada. Plusieurs d'entre eux ont mentionné que, s'ils étaient favorables à une augmentation du taux d'immigration de travailleurs qualifiés, ils espéraient que le gouvernement fédéral réduirait le taux d'immigration de travailleurs étrangers temporaires ou non qualifiés, estimant que ces derniers n'avaient que peu de retombées positives sur l'économie canadienne.

Il a ensuite été demandé aux participants dans quelle mesure ils étaient d'accord ou non avec l'énoncé selon lequel « *le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants pour combler les pénuries de main-d'œuvre et donner de l'essor à l'économie* ». Si la plupart d'entre eux se sont dit d'accord avec cet



énoncé, certains d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait avant tout s'attacher à recruter des immigrants hautement qualifiés pour travailler dans des secteurs clés actuellement considérés comme étant confrontés à des pénuries de main-d'œuvre, dont ceux des soins de santé et de l'agriculture. Parmi le petit nombre de participants en désaccord avec cet énoncé, certains estimaient que les avantages économiques liés à l'immigration seraient éclipsés par ce qu'ils percevaient comme étant une exacerbation des enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens à plusieurs autres égards, notamment au coût élevé de la vie, au manque de logements abordables ainsi qu'à la pression exercée sur les infrastructures et services existants (p. ex., les soins de santé, l'éducation et les transports). Dans le même ordre d'idées, certains participants se sont dit préoccupés par le fait qu'à défaut de pouvoir accéder à ces ressources, certains nouveaux immigrants pourraient se retrouver en situation d'extrême pauvreté, ce qui aurait pour conséquence de les placer dans une situation extrêmement précaire.

À la question de savoir ce que devrait faire le gouvernement du Canada pour répondre aux préoccupations liées à l'immigration, bon nombre d'entre eux ont rappelé l'importance d'une immigration ciblée, visant à faire venir des immigrants dotés de compétences susceptibles de contribuer sans délai à l'économie canadienne. À cet égard, quelques participants estimaient que davantage pouvait être fait pour rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin de s'assurer que les nouveaux immigrants sont en mesure de travailler dans leur domaine d'expertise dès leur arrivée au Canada. Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada devait, à leur avis, augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration à un niveau relativement identique, les participants estimant qu'il devait être diminué étaient un peu plus nombreux que les participants estimant qu'il devait demeurer stable. Presque aucun participant n'était d'avis que le taux d'immigration devait être augmenté.

Problèmes touchant la communauté 2ELGBTQI+ (membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Montréal)

Les participants du groupe basé à Montréal composé de personnes s'identifiant comme membres de la communauté 2ELGBTQI+ ont exprimé leurs points de vue concernant les problèmes auxquels cette communauté est actuellement confrontée au Canada. Lorsqu'on leur a demandé de citer les défis qu'ils considéraient comme les plus urgents en ce qui a trait aux personnes 2ELGBTQI+, plusieurs participants estimaient qu'il fallait davantage sensibiliser la population aux personnes transgenres et favoriser leur acceptation partout au Canada. Un certain nombre d'entre eux étaient également d'avis que des investissements plus importants devaient être consentis pour garantir aux personnes 2ELGBTQI+ un accès suffisant à des soins de santé et à des services de santé mentale, ainsi qu'à des lieux sûrs où elles pourraient se sentir protégées contre toute discrimination.

En décrivant le niveau d'acceptation, de soutien et d'inclusion de la communauté 2ELGBTQI+ au sein de la société canadienne, la plupart des participants estimaient que les Canadiens faisaient généralement preuve de tolérance à l'égard de ces personnes, surtout si on les comparait aux citoyens de nombreuses autres régions du monde. Quant à savoir si ce niveau d'acceptation avait évolué au fil du temps, plusieurs participants disaient croire que les Canadiens étaient devenus généralement plus



tolérants à l'égard de cette communauté au cours des dernières décennies. Cela dit, certains d'entre eux considéraient qu'avec l'avènement des médias sociaux, il était devenu beaucoup plus facile de diffuser de la haine anti-2ELGBTQI+ en ligne, si bien que les membres de cette communauté sont plus susceptibles d'être confrontés à des propos haineux aujourd'hui qu'à d'autres époques.

À la question de savoir quelles mesures supplémentaires le gouvernement fédéral devrait prendre pour promouvoir l'acceptation, le soutien et l'inclusion des personnes 2ELGBTQI+ au Canada, bon nombre d'entre elles estimaient qu'il était important de favoriser une plus grande sensibilisation des Canadiens aux problèmes auxquels leurs communautés sont confrontées. Parmi les autres suggestions, citons la mise en place de mesures de protection accrues pour les jeunes 2ELGBTQI+ ainsi que des consultations plus actives avec des personnes et des organisations 2ELGBTQI+ lors de l'élaboration d'initiatives destinées à leurs communautés.

Si la plupart des participants estimaient que les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+ s'étaient améliorés au cours des dernières décennies, notamment en ce qui concerne la légalisation du mariage entre personnes de même sexe et le droit à l'adoption pour les couples de même sexe, nombreux étaient ceux qui estimaient que certains problèmes persistaient encore à cet égard. Certains d'entre eux étaient d'avis que les personnes 2ELGBTQI+ continuaient à faire l'objet d'une plus grande discrimination que les autres Canadiens en cherchant à obtenir des soins de santé ou lors d'interactions avec les forces de l'ordre. Certains avaient également le sentiment que les personnes 2ELGBTQI+ se heurtaient à des obstacles importants pour accéder à divers services de santé (y compris à des services de soutien en santé mentale), et notamment à l'hormonothérapie.

En discutant des mesures que devrait prendre le gouvernement du Canada pour assurer une meilleure protection des droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+, plusieurs participants estimaient qu'une plus grande attention devait être accordée à l'application des lois en vigueur visant à protéger leurs communautés, et ce, partout au Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en matière de protection des droits des personnes 2ELGBTQI+, les participants étaient plus nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui étaient d'un autre avis.

En décrivant les mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour améliorer ses relations avec la communauté 2ELGBTQI+, bon nombre de participants estimaient qu'une plus grande attention devrait être accordée à augmenter la représentation des personnes 2ELGBTQI+ dans toutes les sphères de la vie canadienne. Ces derniers ont également réaffirmé que le gouvernement fédéral devait davantage consulter les personnes et les organismes 2ELGBTQI+ et veiller à ce que les voix des personnes de cette communauté soient prises en compte au sein de groupes d'experts, de conseils d'administration, de groupes et de comités se consacrant plus particulièrement à des questions relatives aux personnes 2ELGBTQI+. Lors de discussions visant à déterminer s'ils étaient optimistes quant à leur avenir en tant que personnes 2ELGBTQI+ vivant au Canada, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative, estimant que leurs communautés étaient généralement beaucoup plus sûres et mieux soutenues au Canada que dans la plupart des autres régions du monde.

Opioides (Lower Mainland de la C.-B.)

Les participants résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique ont pris part à une discussion sur la consommation d'opioïdes et les dépendances au sein de leur collectivité. Tous estimaient que la dépendance aux opioïdes constituait une préoccupation majeure à l'heure actuelle et que ce problème s'était considérablement aggravé au cours des dernières années. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique, un certain nombre d'entre eux ont dit croire qu'il avait financé des initiatives visant à en réduire les méfaits, dont la création de sites de consommation supervisée.

En discutant de ce qui leur venait à l'esprit en entendant les termes « approvisionnement sûr » et « site de consommation supervisée », la plupart des participants estimaient que ces expressions étaient liées à l'objectif global consistant à réduire les méfaits et à veiller à ce que les consommateurs de drogues consomment des substances « propres » sous la supervision de professionnels de la santé. Si la plupart des participants jugeaient important que de telles initiatives de réduction des méfaits soient mises en œuvre, de l'avis général, elles devaient toutefois s'accompagner de ressources accrues pour le traitement des personnes aux prises avec des dépendances. On estimait qu'à moins que des mesures soient prises pour aider ces personnes à cesser définitivement de consommer des drogues, les problèmes de consommation de substances et de dépendance continueraient à se multiplier dans les années à venir.

Après s'être vu fournir de l'information concernant les mesures prises par le gouvernement du Canada dans le cadre du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS) pour s'attaquer à ce problème, plusieurs participants estimaient qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, mais un grand nombre d'entre eux ont réaffirmé qu'il fallait accorder davantage d'importance à éliminer complètement l'usage de substances illicites et à fournir aux consommateurs de drogues les outils et les traitements dont ils ont besoin pour vaincre leur dépendance.

Bon nombre d'entre eux se sont dit favorables à la décision du gouvernement fédéral d'approuver la demande du gouvernement de la Colombie-Britannique de recriminaliser l'usage de drogues illicites dans les espaces publics. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment qu'à la suite de la décision précédente de décriminaliser ces substances, la consommation de drogues en public était devenue beaucoup plus répandue dans le Lower Mainland. Un certain nombre d'entre eux ont fait part de leurs préoccupations quant à l'impact qu'aurait sur les enfants et les jeunes le fait d'être témoins de la consommation de substances en public et estimaient inapproprié qu'on puisse consommer ces substances dans les espaces publics.

À la question de savoir quelles mesures supplémentaires ils souhaiteraient que prenne le gouvernement du Canada pour lutter contre la consommation de substances illicites et les dépendances, tous les participants ont réaffirmé qu'ils souhaitaient que le traitement des dépendances et la sensibilisation à leur égard soient davantage considérés comme des priorités et que les centres de traitement et les ressources en matière de santé mentale bénéficient d'un financement plus important. Un plus petit nombre d'entre eux étaient d'avis qu'une plus grande priorité devait être accordée à prévenir l'afflux, au Canada, de substances en provenance d'autres parties du monde. Ces



participants estimaient qu'une attention disproportionnée était accordée à modifier les comportements des consommateurs de drogues plutôt qu'à cibler les personnes impliquées dans le trafic et la distribution de ces substances au Canada.

Protection et promotion de la langue française (région des Laurentides au Québec)

Les participants d'un groupe composé de résidents de la région des Laurentides, au Québec, ont fait part de leurs points de vue concernant diverses initiatives en matière de protection et de promotion du français au Canada qui avaient été annoncées par le gouvernement fédéral. À la question de savoir dans quelle mesure ils estimaient important de protéger et de promouvoir l'usage du français au Canada, plusieurs participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'une priorité majeure et se disaient préoccupés par une éventuelle diminution importante de l'usage du français parmi les générations futures si aucune mesure n'était prise à cet égard. En discutant de l'état actuel de la langue française au Canada, si la plupart des participants estimaient que celle-ci était parlée par une grande partie de la population québécoise et que de nombreuses ressources éducatives étaient offertes en français au Québec, ils étaient toutefois d'avis que le français n'était que très peu utilisé dans le reste du pays.

À la question de savoir s'ils avaient entendu parler du nouveau Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement canadien, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Après s'être vu présenter les principaux objectifs de ce plan et les mesures précises qui seraient prises pour les atteindre, presque tous y ont réagi de manière positive. Les participants ont tout particulièrement salué les initiatives visant à accroître le financement des garderies francophones au Canada, à accorder des subventions aux artistes francophones, à créer un centre de la langue française au sein de Patrimoine canadien et à encourager l'augmentation des taux d'immigration en provenance de pays francophones. Concernant ce dernier point, on estimait que pour accroître la prévalence de la langue française, cette approche s'avérerait beaucoup plus efficace que les efforts visant à enseigner le français aux nouveaux immigrants après leur arrivée.

Sécurité communautaire (Hamilton)

Les participants résidant à Hamilton ont amorcé une discussion portant sur le taux de criminalité dans leur région et sur leur perception générale de la sécurité au sein de leur collectivité. Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure ils estimaient sécuritaire la ville de Hamilton à l'heure actuelle, les participants la considérant comme relativement sécuritaire étaient à peu aussi nombreux que ceux se disant d'un autre avis. Les participants considérant leur communauté comme peu sécuritaire ont mentionné des problèmes liés à ce qu'ils considéraient comme étant une augmentation de l'activité criminelle, notamment des cambriolages et des effractions, des voies de fait (y compris des fusillades), de l'usage de drogues illicites, des dommages matériels, ainsi que des problèmes croissants liés à l'itinérance.

La quasi-totalité des participants était d'avis que leur collectivité avait connu une hausse de la criminalité ces derniers temps. À la question de savoir quels facteurs pouvaient, selon eux, être à l'origine de cette hausse, les participants ont cité un certain nombre de raisons. Au nombre de celles-ci



figuraient ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation du nombre de personnes aux prises avec des dépendances et des troubles mentaux et les difficultés auxquelles celles-ci étaient confrontées pour pouvoir accéder à un traitement approprié, l'augmentation du crime organisé au Canada résultant de l'absence de sanctions pour les personnes se livrant à des activités criminelles, et le désespoir accru de certains en raison du coût élevé de la vie à l'heure actuelle.

À la question de savoir à qui revenait principalement, selon eux, la responsabilité de lutter contre la criminalité, un grand nombre de participants étaient d'avis que les autorités policières et les responsables municipaux en avaient la principale responsabilité surtout pour ce qui est du financement et de la supervision qu'ils assurent en appui aux services de police locaux. En discutant du rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada dans la lutte contre la criminalité, les participants estimaient qu'il devait avant tout assurer la sécurité des frontières, réprimer le trafic de stupéfiants au Canada, financer des programmes de lutte contre les dépendances et de santé mentale, et imposer des sanctions à ceux qui commettent des infractions pénales. À la question de savoir si la criminalité constituait, à leur avis, une priorité importante sur laquelle le gouvernement du Canada devait se focaliser, presque tous participants ont répondu par l'affirmative.

Vol de véhicules (Hamilton)

Les participants résidant à Hamilton ont entamé une discussion portant sur le vol de véhicules et les mesures que le gouvernement fédéral avait récemment prises visant à lutter contre ce problème. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler d'initiatives du gouvernement canadien à cet effet, plusieurs ont mentionné l'annonce du Plan d'action national de lutte contre le vol de véhicules (sans toutefois pouvoir précisément le nommer). Un certain nombre de participants ont également dit croire que le gouvernement fédéral avait pris des mesures pour encourager l'industrie automobile à améliorer les fonctions de sécurité des véhicules qu'ils fabriquent, afin de les rendre plus difficiles à voler.

Après s'être vu fournir de l'information sur diverses mesures annoncées par le gouvernement pour lutter contre le vol de véhicules, tous les participants les ont favorablement accueillies, plusieurs d'entre eux mentionnant comme étant particulièrement efficace la mesure visant à augmenter la capacité des agents de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à détecter et inspecter des conteneurs dont on a raison de croire qu'ils contiennent des véhicules volés. Au nombre des initiatives auxquelles les participants étaient favorables figuraient l'octroi de 15 millions de dollars aux corps policiers provinciaux, territoriaux et municipaux pour les aider à lutter contre le vol de véhicules ainsi que l'instauration de nouvelles infractions pénales relatives au vol de véhicules, dont un nouveau facteur aggravant lors de la détermination de la peine pour les délinquants ayant impliqué un jeune dans la perpétration d'un vol de véhicule.

À la question de savoir s'ils estimaient que l'impact de ces mesures serait majeur, mineur ou nul dans la lutte contre le vol de véhicules, tous les participants s'attendaient à ce qu'il soit mineur. Toutefois, de l'avis général, si ces mesures étaient correctement mises en œuvre, elles constitueraient une assise solide pour l'adoption future de mesures plus exhaustives visant à contrer ce problème.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en mai 2024

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement du présent rapport, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois de mai 2024.

- Du 1er au 7 mai
 - Le 1er mai. Le gouvernement du Canada annonce qu'à compter du 1er mai, le premier million de personnes âgées peut maintenant avoir accès aux services offerts dans le cadre du Régime canadien de soins dentaires.
 - Le 2 mai. Le gouvernement du Canada publie son *Rapport d'inventaire national 2024* dont les données révèlent qu'à l'exception des premières années de la pandémie de COVID-19 (2020 et 2021), les émissions de carbone enregistrées en 2022 n'avaient jamais été aussi basses depuis 25 ans.
 - Le 3 mai. Le gouvernement du Canada annonce un don de 5 millions de dollars en guise d'aide humanitaire au Liban.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Saskatchewan \(7 mai\).](#)
- Du 8 au 14 mai
 - [Groupe de discussion avec des millénariaux du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard](#)
 - [Groupe de discussion avec des membres de la génération Z résidant à Calgary \(8 mai\).](#)
 - Le 10 mai. Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 76 millions de dollars à l'initiative d'action immédiate en matière de défense aérienne de l'Allemagne pour aider à protéger l'Ukraine.
 - Le 10 mai. Le gouvernement du Canada annonce l'imposition de sanctions supplémentaires contre cinq individus en réponse aux attentats terroristes perpétrés par le Hamas contre Israël.
 - [Groupe de discussion avec des climatofervents et des climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba \(14 mai\).](#)
- Du 15 au 21 mai
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la région de la Montérégie au Québec \(15 mai\).](#)
 - Le 16 mai. Le gouvernement du Canada annonce une contribution de plus de 71 millions de dollars à 3 541 projets communautaires dans le cadre du programme Nouveaux Horizons pour les aînés (PNHA).
 - Le 16 mai. Le gouvernement du Canada annonce qu'il impose des sanctions aux colons israéliens extrémistes en réponse à leurs actions violentes contre des civils palestiniens et leurs biens en Cisjordanie.



- Le 16 mai. Le gouvernement du Canada annonce une contribution de 65 millions de dollars en aide humanitaire destinée aux civils palestiniens réfugiés dans la ville de Rafah.
- [Groupe de discussion avec des climatofervents et des climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta \(16 mai\).](#)
- Le 20 mai. Le gouvernement du Canada annonce la publication de son plan national de lutte contre le vol de véhicules, qui prévoit des modifications législatives et réglementaires, l'amélioration de l'échange de renseignements et d'informations, ainsi que l'accroissement des capacités d'intervention et d'interception de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) en ce qui concerne les véhicules volés.
- [Groupe de discussion avec des climatofervents et des climatosceptiques du secteur du centre de l'Ontario \(21 mai\).](#)
- Du 22 au 28 mai
 - Le 22 mai. Le gouvernement du Canada publie sa stratégie intégrée de cybersécurité décrivant l'approche du gouvernement pour lutter contre les cybermenaces.
 - Le 22 mai. Le gouvernement du Canada propose de nouveaux règlements visant à soutenir le lancement du programme de rachat d'armes à feu de style arme d'assaut. Ces nouveaux règlements permettront à des entreprises d'envoyer des armes à feu par la poste à des centres de collecte afin de recevoir une indemnisation pour retirer de la circulation toute arme à feu de style armes d'assaut.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la communauté 2ELGBTQI+ de Montréal \(22 mai\).](#)
 - Le 23 mai. Le gouvernement du Canada présente le projet de loi C-71, *Loi modifiant la Loi sur la citoyenneté* qui, s'il est adopté, permettra à un parent canadien né à l'étranger qui a des liens manifestes avec le Canada de transmettre la citoyenneté à son enfant né à l'étranger au-delà de la première génération.
 - Le 23 mai. Le gouvernement du Canada annonce des mesures temporaires pour soutenir les membres de la famille de citoyens et de citoyennes du Canada touchés par la crise en Haïti. Ces mesures permettraient aux Haïtiens et Haïtiennes ayant un statut de résident temporaire de demander gratuitement un permis de travail ouvert, un permis d'études ou une prolongation de leur statut.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population de Terre-Neuve-et-Labrador \(23 mai\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Lower Mainland de la C.-B. \(28 mai\).](#)
- Du 29 au 31 mai
 - Le gouvernement du Canada annonce l'attribution d'un contrat d'une durée de 25 ans et d'une valeur de 11,2 milliards de dollars à SkyAlyne Canada Limited Partnership afin d'investir dans l'équipement et la formation des membres des Forces armées canadiennes (FAC).
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la région des Laurentides, au Québec \(29 mai\).](#)
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de Hamilton \(30 mai\).](#)

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (région de la Montérégie au Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal, Lower Mainland de la C.-B., région des Laurentides au Québec, Hamilton)

Les participants de quatre groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu concernant le gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Diverses annonces et initiatives ont été rappelées, à savoir :

- Une annonce du gouvernement fédéral selon laquelle ce dernier prendrait des mesures pour augmenter l'offre de logements abordables au sein des collectivités canadiennes, dans le but de répondre à la pénurie de logements perçue dans de nombreuses régions du pays à l'heure actuelle;
- Une proposition du gouvernement du Canada d'augmenter le taux d'inclusion des gains en capital (également appelé impôt sur les gains en capital) sur la portion des gains en capital réalisés annuellement et dépassant 250 000 dollars pour les particuliers;
- Des mesures visant à stabiliser le coût des produits d'épicerie au profit des Canadiens, notamment en prenant des mesures pour accroître la concurrence dans le secteur de l'alimentation et en surveillant les grandes chaînes d'épicerie pour s'assurer qu'elles ne se livrent pas à des majorations de prix abusives;
- Une annonce faite par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) selon laquelle, à compter de 2024, le gouvernement du Canada fixerait un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers pendant une période de deux ans;
- Une annonce selon laquelle, dans le cadre de sa réponse humanitaire au conflit qui fait rage à Gaza, le gouvernement du Canada augmenterait de 1 000 à 5 000 le nombre de demandes de visa de résident temporaire accordées aux Palestiniens ayant des membres de leur famille au Canada.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (région de la Montérégie au Québec, membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal région des Laurentides au Québec, Hamilton)

Quatre groupes ont entamé des discussions portant sur les problèmes auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement au regard de ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé une variété de points de vue à la fois positifs et négatifs concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Les soins de santé — plusieurs ont identifié les soins de santé comme un domaine dans lequel le gouvernement du Canada avait obtenu de bons résultats, certains d'entre eux exprimant une opinion particulièrement positive à propos du Régime canadien de soins dentaires (RCSD) récemment mis en place. Un certain nombre d'entre eux estimaient que la capacité à accéder à des soins de santé de haute qualité et universellement abordables constituait un aspect important de la vie au Canada et un domaine dans lequel le gouvernement fédéral avait obtenu de meilleurs résultats que nombre de ses pairs à travers le monde. Certains participants étaient toutefois d'avis qu'il fallait en faire davantage pour résoudre les problèmes en matière de soins de santé, à savoir les longs délais d'attente pour pouvoir obtenir des soins primaires et d'urgence, la pénurie de travailleurs de la santé (médecins et infirmières) et ce qu'ils percevaient comme étant un manque de ressources pour traiter des problèmes liés à la santé mentale et aux dépendances.
- La protection et la promotion des populations vulnérables — un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral avait fait preuve d'efficacité en ce qui a trait à la protection et à la promotion de la diversité et du multiculturalisme, ainsi que des droits des populations vulnérables, dont les femmes, les personnes âgées et les personnes 2ELGBTQI+. Un certain nombre de participants du groupe composé de membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal ont tout particulièrement mentionné les mesures prises par le gouvernement fédéral pour limiter les pratiques préjudiciables (p. ex. les thérapies de conversion) comme domaine dans lequel ils estimaient que le gouvernement du Canada avait fait preuve d'une bonne performance. Toutefois, certains membres de ce groupe estimaient en outre que davantage devait être fait pour mieux assurer la sécurité des personnes 2ELGBTQI+, un certain nombre d'entre eux ayant le sentiment que les membres de ces communautés étaient actuellement beaucoup plus vulnérables que d'autres Canadiens à des problèmes d'itinérance, de santé mentale et de dépendance;
- Le changement climatique — bien que quelques participants aient salué les mesures prises par le gouvernement fédéral (comme l'instauration d'une taxe carbone) pour réduire les émissions

et atténuer les effets du changement climatique, un certain nombre d'entre eux estimaient que, compte tenu de l'urgence de ce problème et des dangers qu'il posait pour les Canadiens d'aujourd'hui et de demain, il fallait en faire plus à ce sujet.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir :

- Aides destinées aux Canadiens — plusieurs participants considéraient que la performance du gouvernement fédéral avait été satisfaisante en ceci qu'il avait fourni un large éventail d'aides et de prestations aux Canadiens. Au nombre des programmes et initiatives mentionnés par les participants figuraient l'Allocation canadienne pour enfants, le crédit pour la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH) ainsi que les soutiens financiers destinés aux personnes âgées, dont la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Régime de pensions du Canada;
- La réponse à la pandémie — un certain nombre de participants étaient d'avis que la réponse du gouvernement du Canada à la pandémie de COVID-19 avait été efficace. On estimait que le gouvernement fédéral avait réagi rapidement pour répondre à une situation évoluant rapidement et venir en aide aux Canadiens pendant cette période éprouvante en mettant en œuvre des programmes comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU).

Les participants ont en outre énuméré une série de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Le coût des produits d'épicerie — plusieurs participants ont qualifié d'enjeu majeur le coût des produits d'épicerie qu'ils percevaient comme étant de plus en plus élevé. On était d'avis que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour rendre les produits d'épicerie plus abordables dans l'intérêt des Canadiens et pour apporter un soutien financier plus important aux agriculteurs et aux autres acteurs du secteur de l'agriculture afin de les aider à produire davantage de denrées alimentaires;
- Le logement — un grand nombre de participants ont mentionné le manque de logements abordables au sein de leurs collectivités, estimant que le coût des logements avait fortement augmenté tant à l'achat qu'à la location au cours des dernières années. Plusieurs d'entre eux ont également cité l'itinérance comme constituant un problème de plus en plus important dans leurs régions respectives. On estimait que l'insécurité entourant la question du logement était devenue un problème de plus en plus important pour de nombreux Canadiens ces dernières années et que le gouvernement du Canada devait désormais en faire une priorité absolue;
- L'éducation — certains participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait davantage se concentrer sur l'éducation, notamment en augmentant le financement accordé aux provinces et territoires pour les écoles primaires et secondaires dans l'ensemble du pays, et en construisant de nouvelles écoles pour pallier l'augmentation de la population dans de nombreuses collectivités canadiennes. On était d'avis qu'une attention particulière devait être accordée au recrutement et à la formation d'un plus grand nombre d'enseignants, notamment



en cherchant des moyens d'inciter les jeunes Canadiens à envisager l'enseignement comme parcours de carrière.

- La dette nationale — un certain nombre de participants se sont également dit préoccupés par la dette nationale, estimant qu'il fallait davantage s'attacher à maintenir un équilibre budgétaire afin d'éviter que celle-ci n'augmente encore plus.

Lorsqu'on leur a demandé de nommer les principales priorités sur lesquelles devrait, à leurs yeux, se concentrer le gouvernement fédéral, bon nombre de participants ont réaffirmé l'importance de rendre la vie des Canadiens plus abordable, en prenant notamment des mesures pour stabiliser le coût des biens de première nécessité, dont le logement et les produits d'épicerie. Un grand nombre d'entre eux ont également mentionné la nécessité d'augmenter les investissements dans le domaine des soins de santé, et notamment d'accroître les ressources consacrées aux enjeux liés à la santé mentale. Parmi les autres domaines prioritaires mentionnés figuraient la protection de l'environnement et l'atténuation des effets du changement climatique, la réconciliation avec les peuples autochtones ainsi que la nécessité de mieux soutenir et protéger les droits des populations vulnérables, dont les Canadiens racialisés, les personnes vivant avec un handicap et les personnes 2ELGBTQI+. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il fallait accorder plus d'importance à la défense nationale et aux Forces armées canadiennes (FAC), tandis qu'un petit nombre de participants résidant dans la région des Laurentides, au Québec, estimaient qu'il fallait davantage mettre l'accent sur la protection et la promotion du français et sur la consolidation de son usage d'un bout à l'autre du Canada.

Logement (région des Laurentides au Québec, Hamilton)

Les participants de deux groupes résidant respectivement dans la région des Laurentides au Québec, et à Hamilton se sont vu poser des questions complémentaires au sujet de mesures qu'avait récemment prises le gouvernement du Canada en matière de logement. Tous étaient d'avis que le logement constituait une priorité majeure sur laquelle devait se focaliser le gouvernement du Canada.

À la question de savoir quelles étaient, selon eux, les principales problématiques liées au logement, bon nombre d'entre eux ont mentionné l'abordabilité du logement comme enjeu majeur. De l'avis général, le marché du logement, tant locatif que commercial, était devenu de plus en plus cher au Canada au cours des dernières années, si bien qu'il était devenu difficile pour de nombreuses familles à faible et moyen revenu de se procurer un logement sûr et abordable. Plusieurs participants estimaient que l'offre de logements était insuffisante pour répondre à la demande actuelle dans leurs régions respectives et que davantage devait être fait à tous les échelons de gouvernement pour construire un plus grand nombre de logements. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que la demande accrue sur le marché du logement, due à l'augmentation du taux d'immigration au Canada ces dernières années, avait exacerbé le prix des logements, tandis que d'autres estimaient que l'offre de logements disponibles avait également été affectée par la prévalence de services de location à court terme (dont Airbnb) au sein de nombreuses collectivités canadiennes. Quelques-uns d'entre eux estimaient que la hausse des taux d'intérêt avait également entraîné des difficultés accrues dans ce domaine. Parmi ces participants, on estimait que la hausse des taux d'intérêt avait rendu l'obtention d'un prêt hypothécaire plus difficile pour les candidats à l'achat d'une propriété et avait également



contribué à ce qui était perçu comme étant une forte augmentation des paiements hypothécaires mensuels versés par de nombreux propriétaires actuels.

Quant à savoir s'ils étaient au courant de mesures récentes prises par le gouvernement fédéral en matière de logement, plusieurs participants ont mentionné la création du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP). Si la plupart d'entre eux voyaient cette initiative comme un pas dans la bonne direction, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'à moins que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour réduire de manière substantielle le coût global du logement, des programmes comme celui-ci n'auraient que peu d'impact pour ce qui est d'améliorer les perspectives d'accession à la propriété des candidats à l'achat d'une première propriété.

Soins de santé (région des Laurentides au Québec)

Les participants de la région des Laurentides au Québec ont également entamé une brève discussion portant sur les soins de santé au sein de leur collectivité ainsi que dans l'ensemble du Canada. Presque tous les participants estimaient que les soins de santé constituaient un problème majeur auquel le gouvernement du Canada devait accorder une plus grande priorité. Si la plupart d'entre eux étaient d'avis que la qualité des soins de santé dans leur région était relativement élevée, tous estimaient qu'il existait à l'heure actuelle d'importants problèmes liés à la capacité des résidents de leur région à accéder à des services de soins de santé en temps voulu. Bon nombre de participants se souvenaient avoir connu de longs temps d'attente et d'autres difficultés à accéder à des soins primaires et d'urgence, tandis que d'autres décrivaient les difficultés auxquelles ils avaient été confrontés pour trouver un médecin de famille, prendre des rendez-vous ou subir une intervention chez un spécialiste, ou obtenir des rendez-vous de suivi avec des professionnels de la santé précédemment consultés. Quelques-uns d'entre eux se rappelaient avoir dû parcourir de longues distances pour se rendre dans une autre région afin d'y recevoir les soins dont ils avaient besoin. Plusieurs d'entre eux considéraient qu'un des principaux facteurs à l'origine des nombreuses problématiques en matière de soins de santé auxquelles était actuellement confrontée leur région avait été la pénurie généralisée de professionnels de la santé (notamment de médecins et d'infirmières).

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant d'engagements ou d'annonces du gouvernement du Canada en matière de soins de santé, un petit nombre de participants ont mentionné l'instauration récente du Régime canadien de soins dentaires (RCSD). À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de négociations récentes entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux concernant le financement des soins de santé, aucun n'a répondu par l'affirmative.

La quasi-totalité d'entre eux considérait que le gouvernement fédéral faisait actuellement fausse route en ce qui concerne l'aide apportée à la classe moyenne. En discutant des éventuelles mesures qui pourraient dorénavant être prises à cet égard, bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire plus pour inciter des Canadiens à faire carrière dans le secteur de la santé et pour augmenter le nombre de places disponibles dans les programmes de médecine et de sciences infirmières partout au pays. Les participants estimaient également que des mesures supplémentaires devaient être prises pour inciter des médecins de famille et des spécialistes à



exercer dans des collectivités plus petites et plus rurales, un certain nombre d'entre eux estimant que l'accès à des soins dans des régions moins peuplées était souvent bien plus difficile que dans les grands centres urbains. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que des fonds supplémentaires devaient être alloués aux provinces et territoires pour la construction d'infrastructures supplémentaires (notamment des hôpitaux) afin de s'assurer de pouvoir répondre aux besoins d'une population croissante dans les années à venir.

Coût de la vie (membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal)

Les participants du groupe composé de membres de la communauté 2ELGBTQI+ résidant à Montréal ont pris part à une discussion complémentaire portant sur le coût de la vie. Bon nombre d'entre eux considéraient que le coût de la vie constituait un enjeu fondamental, estimant qu'un grand nombre de Canadiens (et surtout ceux appartenant à des populations vulnérables) avaient du mal à assumer le coût de produits de première nécessité, dont les denrées alimentaires et le logement. Les participants estimaient que l'augmentation du coût de la vie avait disproportionnellement impacté les ménages à faible et moyen revenu par rapport aux Canadiens les plus fortunés et qu'à défaut de remédier à ce problème, les inégalités socioéconomiques seraient à l'avenir susceptibles de se creuser.

Les participants n'avaient aucun souvenir de mesures ou d'initiatives récentes du gouvernement fédéral en lien avec le coût de la vie. Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que le coût de la vie augmente, diminue ou demeure inchangé au cours de l'année à venir, les participants étaient à peu près aussi nombreux à estimer qu'il augmenterait que ceux qui étaient d'avis qu'il demeurerait relativement inchangé. Parmi ceux qui estimaient que la hausse du coût de la vie était susceptible de s'aggraver, un certain nombre de participants ont exprimé des préoccupations concernant le changement climatique et s'attendaient à ce que, si ce problème s'amplifiait, la vie au Canada devienne probablement de plus en plus chère dans les années à venir. Quelques participants se sont également dit préoccupés par les perturbations du commerce mondial et des chaînes d'approvisionnement qui pourraient résulter de l'augmentation perçue des tensions géopolitiques dans certaines parties du monde, estimant qu'elles pourraient à terme se traduire par une hausse des prix à la consommation. Pour ceux qui s'attendaient à ce que le coût de la vie demeure pratiquement inchangé, on estimait que, même si des problèmes comme l'inflation continuaient à s'atténuer au cours de l'année à venir, les prix à la consommation demeureraient élevés.

Enjeux locaux (région de la Montérégie au Québec)

Les participants résidant dans la région de la Montérégie, au Québec, ont engagé une brève conversation sur les défis auxquels leurs collectivités respectives sont actuellement confrontées. En discutant des secteurs et des industries les plus essentiels à leurs collectivités respectives, plusieurs d'entre eux ont défini l'agriculture et la production alimentaire comme étant des industries clés dans leur région. Si un certain nombre de participants estimaient que le transport (de produits alimentaires et d'autres marchandises) constituait un secteur de premier plan dans leur région, quelques-uns



d'entre eux estimaient toutefois que, dans l'intérêt de leurs collectivités, la fabrication de véhicules électriques (VE) était de plus en plus essentielle d'un point de vue économique.

À la question de savoir quels étaient les industries ou les secteurs qui, selon eux, nécessitaient le plus grand soutien dans leur région, un grand nombre d'entre eux ont à nouveau mentionné l'agriculture et le transport. Concernant ce dernier, les répondants estimaient que le gouvernement fédéral devait déployer des efforts pour construire et réparer les infrastructures de transport essentielles que constituent les autoroutes et autres voies de circulation, partout dans la région de la Montérégie. Au nombre des autres secteurs désignés comme ayant besoin de soutien supplémentaire, mentionnons les secteurs de la restauration et de l'hôtellerie, et plus généralement, les petites entreprises. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide à ces secteurs, quelques-uns d'entre eux avaient le sentiment qu'il avait offert des aides financières à de petites entreprises au cours des dernières années, mais sans toutefois pouvoir se souvenir d'autres initiatives. Lorsqu'on leur a demandé comment le gouvernement fédéral pourrait mieux venir en aide ces industries (et le secteur agricole en particulier), un certain nombre d'entre eux estimaient que davantage d'efforts devaient être consentis pour augmenter le nombre de terres agricoles disponibles au Québec (et au Canada en général) et pour inciter davantage de Canadiens à envisager de faire carrière dans le secteur de l'agriculture et de la production alimentaire.

Budget 2024 (Saskatchewan, Lower Mainland de la C.-B.)

Les participants de deux groupes composés de résidents de la Saskatchewan et du Lower Mainland de la C.-B. ont respectivement entamé des discussions portant sur le budget 2024. Les participants résidant en Saskatchewan ont fait part de leurs impressions générales concernant une série de mesures prévues dans le budget, tandis que ceux résidant en C.-B. se sont focalisés sur des initiatives spécifiquement liées à la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt, ainsi qu'à des mesures visant à augmenter l'impôt sur les gains en capital au-delà d'un certain seuil. Les deux groupes ont en outre discuté d'une série d'initiatives en matière de logement faisant partie du budget annoncé.

Impressions générales (Saskatchewan)

Pour faciliter la discussion, les participants résidant en Saskatchewan se sont vu présenter l'information suivante :

Chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir. C'est à cette occasion que le gouvernement décrit les investissements qu'il entend réaliser et les nouveaux programmes qu'il envisage de mettre en place. Le gouvernement fait également des projections concernant le déficit et l'évolution de l'économie. Le budget fédéral prévu pour cette année a été annoncé le 16 avril 2024.



À la question de savoir ce qui leur venait à l'esprit en pensant au budget de cette année, un grand nombre de participants se sont dit incertains, déclarant qu'ils n'en savaient pas assez au sujet des initiatives qui avaient été annoncées pour pouvoir en faire une évaluation convenable. Quelques-uns d'entre eux se souvenaient avoir entendu dire que le budget avait accordé une grande importance au fait de rendre le logement plus abordable dans l'intérêt des Canadiens, ce qui, de l'avis de nombreux participants, constituait un objectif important sur lequel devait se focaliser le gouvernement fédéral. Un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par le coût qu'ils jugeaient élevé des initiatives annoncées et par l'impact qu'elles auraient à long terme sur la dette nationale.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter de l'information sur un certain nombre de mesures annoncées dans le cadre du budget et ont été invités à cerner celles qui, selon eux, auraient les retombées les plus positives pour les Canadiens. Au nombre de ces initiatives, mentionnons :

- *La stabilisation du coût des produits d'épicerie en encadrant les grands épiciers, en augmentant la concurrence et en s'attaquant à la réinflation;*
- *La création d'un programme national d'alimentation scolaire visant à fournir des repas à 400 000 enfants de plus chaque année;*
- *L'instauration de mesures visant à sévir contre les frais indésirables et rendre plus abordables les services Internet et de téléphonie cellulaire;*
- *Le lancement d'un régime national d'assurance médicaments, en commençant par une couverture universelle pour les contraceptifs ainsi que pour les médicaments et appareils pour le traitement du diabète;*
- *La mise en œuvre d'accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire visant à améliorer l'accès à des soins primaires et à réduire les temps d'attente;*
- *L'application de mesures relatives à la reconnaissance des titres de compétences étrangers visant à aider un plus grand nombre de professionnels de la santé à exercer au Canada;*
- *L'instauration de mesures visant à s'assurer que les Canadiens les plus fortunés paient leur juste part, en demandant aux 0,1 % de Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus.*

La stabilisation du prix des produits d'épicerie était généralement considérée comme l'initiative qui aurait l'impact le plus positif sur le plus grand nombre de Canadiens. On estimait que le coût élevé des produits alimentaires était un problème qui affectait actuellement tous les Canadiens et que davantage devait être fait pour garantir que tous les ménages aient accès à des produits alimentaires abordables et nutritifs. Certains d'entre eux se sont également dit favorables à la création d'un programme national d'alimentation scolaire, estimant qu'il était important que le gouvernement fédéral veille à ce que tous les enfants, et en particulier ceux issus de familles à faible revenu, puissent avoir accès à des repas équilibrés pendant leur journée scolaire, sans avoir à se préoccuper de leur coût. Un certain nombre de participants ont également sélectionné l'initiative visant à mettre en œuvre des accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire afin d'améliorer l'accès aux soins primaires et de réduire les temps d'attente, estimant que cela profiterait à un grand nombre de Canadiens peinant actuellement à accéder à des services de soins de santé dans leurs collectivités. Seul un petit nombre d'entre eux ont sélectionné les mesures visant à lancer un régime d'assurance médicaments national et à adopter des mesures relatives à la reconnaissance des titres de compétence étrangers en



matière de soins de santé, tandis qu'aucun participant n'a sélectionné les initiatives visant à sévir contre les frais cachés et à faire en sorte que les 0,1 % de Canadiens les plus fortunés paient leur juste part d'impôts.

En se focalisant sur la proposition du gouvernement fédéral de demander aux Canadiens les plus fortunés de payer leur juste part d'impôts, la citation suivante tirée de l'exposé budgétaire présenté à la Chambre des communes leur a été lue.

« Au Canada et ailleurs dans le monde, l'économie du 21^e siècle, fondée sur la loi du plus fort, a pour effet d'enrichir davantage les plus riches, tandis qu'un bien trop grand nombre de gens de la classe moyenne se battent pour garder la tête hors de l'eau. Notre régime fiscal a pour fonction de réduire cette inégalité structurelle, notamment en finançant des investissements dans la classe moyenne, en particulier auprès de la jeunesse canadienne, et en faisant payer un peu plus ceux qui profitent du système économique au sein duquel règne cette loi du plus fort. Aujourd'hui, notre système fiscal ne le fait pas. Aujourd'hui, il est possible qu'un charpentier ou qu'une infirmière paie un taux d'imposition marginal plus élevé qu'un multimillionnaire. Cela n'est pas équitable. Il faut que cela change. Et cela va changer. Notre gouvernement porte le taux d'inclusion aux deux tiers sur les gains en capital supérieurs à 250 000 dollars réalisés en une année pour les particuliers. Ce nouveau revenu aidera à réduire le coût de la vie pour des millions de Canadiennes et de Canadiens, surtout les millénariaux et les membres de la génération Z. Cette mesure aidera à financer nos efforts pour dynamiser la construction d'un plus grand nombre de logements. Elle appuiera les investissements dans la croissance et la productivité qui porteront des fruits pour les années à venir. »

Si la plupart des participants étaient d'accord avec la notion d'augmenter l'impôt des Canadiens les plus fortunés, plusieurs d'entre eux doutaient de l'efficacité de cette mesure. On était d'avis que, compte tenu du fait que les Canadiens les plus riches disposent de ressources financières plus importantes et qu'ils sont en mesure d'engager des professionnels et notamment des comptables pour les aider à minimiser leur revenu imposable, il était peu probable que les Canadiens les mieux rémunérés paient leur juste part d'impôts, même une fois cette mesure instaurée. En discutant de l'emploi éventuel des recettes fiscales supplémentaires générées par le gouvernement fédéral dans le cadre de cette initiative, certains participants estimaient que ces fonds devraient être consacrés à des initiatives axées sur la protection de l'environnement et l'atténuation des effets du changement climatique.

Feux de forêt (Lower Mainland de la C.-B.)

Les participants résidant dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique ont engagé une discussion complémentaire sur la réponse du gouvernement fédéral aux feux de forêt de grande ampleur ayant sévi dans leur province au cours des dernières années, ainsi que sur les mesures budgétaires récemment annoncées visant à résoudre ce problème. À la question de savoir s'ils étaient au courant de quelconques mesures du gouvernement fédéral en matière de préparation et de réponse aux feux de forêt, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :



La démarche du gouvernement du Canada en matière de gestion des feux de forêt consiste à aider les communautés à se préparer, à fournir des informations par le biais d'une surveillance en temps réel et à offrir un soutien aux communautés et aux personnes impactées par les feux de forêt.

Dans le budget 2024, le gouvernement du Canada s'est engagé à prendre plusieurs mesures supplémentaires pour venir en aide aux personnes impactées par les feux de forêt, à savoir :

- *Doubler les crédits d'impôt accordés aux pompiers volontaires et aux bénévoles en recherche et sauvetage, qui passeront de 3 000 dollars à 6 000 dollars en 2024, ce qui permettra aux pompiers volontaires d'économiser jusqu'à 450 dollars supplémentaires par année;*
- *Investir 800 000 dollars de plus pour renforcer la capacité de lutte contre les feux de forêt et contribuer à élargir le programme de formation aux pompiers afin que ces derniers puissent lutter contre les feux de forêt affectant des zones urbaines; ce financement s'ajoute aux fonds déjà alloués pour soutenir l'engagement du gouvernement fédéral à former 1 000 pompiers forestiers;*
- *Travailler en partenariat avec les Autochtones dans le but de sauver des vies et mieux protéger les collectivités contre les feux de forêt en plus des mesures suivantes :*
 - *Investir plus de 145 millions de dollars pour aider les communautés des Premières Nations à se préparer à des situations d'urgence.*
 - *Investir 20,9 millions de dollars pour la prévention des incendies au sein de communautés autochtones.*
 - *Engager 9 millions de dollars pour venir en aide aux gouvernements autochtones directement touchés par les feux de forêt survenus en 2023 dans les Territoires du Nord-Ouest.*

Tous ont réagi positivement à ces informations, et plusieurs d'entre eux ont déclaré que ces initiatives constituaient un grand pas en avant dans le soutien proactif apporté aux collectivités en matière de préparation et de réponse aux incendies de forêt. Un certain nombre d'entre eux jugeaient particulièrement importantes les initiatives consistant à doubler les crédits d'impôt accordés aux pompiers bénévoles et aux bénévoles en recherche et sauvetage, ainsi qu'à renforcer les partenariats relatifs à la lutte contre les incendies et aux interventions d'urgence avec les peuples autochtones. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que le gouvernement du Canada en faisait assez pour aider les collectivités touchées par les feux de forêt, beaucoup se sont montrés incertains, estimant que leur réponse dépendrait en fin de compte de l'efficacité avec laquelle ces initiatives seraient mises en œuvre au cours de la prochaine saison des feux de forêt. En discutant de ce que pourrait encore faire le gouvernement fédéral en matière de lutte contre les feux de forêt, les participants ont suggéré d'augmenter le recours à des pratiques de prévention des incendies comme le brûlage contrôlé et de continuer à sensibiliser les Canadiens quant à la meilleure façon de se préparer et de répondre à d'éventuels feux de forêt dans leurs régions respectives.



Gains en capital (Lower Mainland de la C.-B.)

Le groupe basé dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique a également pris part à une brève discussion sur les initiatives budgétaires relatives aux gains en capital. À la question de savoir s'ils avaient entendu parler des modifications proposées en ce qui a trait au mode d'imposition des gains en capital, quelques participants ont répondu par l'affirmative, sans toutefois se souvenir de détails précis à ce sujet. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Les gains en capital sont les profits que réalisent des particuliers en vendant des actifs de valeur pour un montant supérieur à celui qu'ils ont initialement payé pour les acquérir. Des gains en capital peuvent être réalisés suivant la vente ou l'achat de biens de valeur, comme des biens immobiliers, des actions et obligations, des fonds communs de placement, des métaux précieux, des œuvres d'art et objets de collection, des cryptomonnaies, des véhicules ainsi que des biens personnels, entre autres.

Au Canada, les gains en capital sont imposables. Toute personne qui vend un bien de valeur à un prix supérieur à son coût initial doit payer de l'impôt sur le gain en capital. Il convient de noter que la vente d'une résidence principale n'est pas assujettie à l'impôt sur les gains en capital; en d'autres termes, l'impôt sur les gains en capital ne s'applique que lorsqu'une personne possède plusieurs biens immobiliers et vend ceux qu'elle n'habite pas.

Le gouvernement du Canada propose de taxer davantage certains des Canadiens les plus fortunés en augmentant l'impôt sur les gains en capital supérieurs à 250 000 dollars. Le gouvernement estime que cette modification ne concernerait que 0,1 % des Canadiens chaque année.

La plupart des participants ont positivement réagi à cette initiative, estimant qu'elle constituait une approche équitable susceptible d'être avantageuse pour un grand nombre de Canadiens. On estimait que, compte tenu de l'impact perçu comme étant négatif de la spéculation immobilière sur l'offre de logements disponibles dans de nombreuses régions du pays, l'augmentation de l'impôt sur les gains en capital pour les transactions de grande ampleur (comme la vente d'une maison) pourrait contribuer à décourager ce type de pratique. Quelques-uns d'entre eux se demandaient si le seuil de 250 000 dollars n'était pas trop bas, certains craignant que cette mesure n'affecte également les Canadiens peu fortunés qui pourraient hériter d'une propriété ou qui prévoient de vendre des investissements pour financer leur retraite. Bien que généralement favorables à l'augmentation des impôts sur les Canadiens les plus fortunés, un petit nombre d'entre eux ont dit craindre que cette mesure n'ait pour effet négatif de décourager les personnes à hauts revenus (notamment les médecins) de résider au Canada et n'incite les grands investisseurs à envisager de retirer tous leurs capitaux de l'économie canadienne. À la question de savoir s'ils s'attendaient à ce que cette mesure les touche personnellement, les participants ont répondu par la négative.

Initiatives en matière de logement (Saskatchewan, Lower Mainland de la C.-B.)

Les deux groupes ont en outre discuté d'une série d'initiatives en matière de logement faisant partie du budget 2024 annoncé par le gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient



connaissance de récentes mesures prises par le gouvernement fédéral pour remédier à la pénurie et rendre les logements plus abordables, les participants ont mentionné un certain nombre d'initiatives. Au nombre de celles-ci figuraient le Fonds pour le logement abordable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), les mesures visant à libérer des terrains publics au profit de constructions résidentielles ainsi que les ententes conclues avec de nombreuses municipalités au titre du Fonds pour accélérer la construction de logements (bien qu'il n'ait pas été mentionné nommément) visant à augmenter le taux de construction de nouveaux logements abordables.

Les participants se sont vu informer que, dans le cadre de son plan de lutte contre la crise du logement, le gouvernement du Canada avait annoncé une stratégie sur le logement en trois volets visant à débloquer la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici à 2031. Les groupes se sont ensuite vu présenter de l'information concernant les mesures particulières prises par le gouvernement du Canada dans le cadre de ce plan. La première série d'initiatives, mettant en avant certaines des mesures proposées par le gouvernement du Canada pour aider à construire davantage de logements, a suscité des réactions positives de la part des participants.

- *La signature de 179 ententes jusqu'à présent dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements afin de réduire les formalités administratives et d'accélérer la construction d'un nombre total approximatif de 750 000 logements au cours de la prochaine décennie;*
- *Consacrer des biens fonciers fédéraux, et notamment ceux mis à disposition par Postes Canada, le ministère de la Défense nationale, et les immeubles de bureaux du gouvernement fédéral, à la construction d'un plus grand nombre de logements, plus rapidement;*
- *Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements visant à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets;*
- *Modifier la façon dont les logements sont construits au Canada en investissant dans des technologies comme les usines de logements préfabriqués et les catalogues de conception de logements préapprouvée;*
- *Des initiatives visant à rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction et à aider les travailleurs qualifiés à construire davantage de logements.*

La quasi-totalité des participants a favorablement accueilli ces initiatives, estimant qu'elles constituaient un pas dans la bonne direction. Plusieurs d'entre eux savaient le sentiment qu'en s'efforçant d'augmenter l'offre de logements abordables à la fois destinés à l'achat et à la location, le gouvernement fédéral contribuerait à garantir qu'un plus grand nombre de Canadiens soient en mesure d'accéder à un logement tout en ayant les moyens de faire face à d'autres dépenses essentielles au cours de leur vie. S'ils étaient favorables à ces mesures, plusieurs participants se demandaient quels règlements seraient appliqués pour garantir que les logements construits en vertu de ces initiatives demeurent abordables sur le long terme. Un certain nombre de participants estimaient également qu'il fallait plus précisément définir ce qui pouvait être considéré comme « logement abordable ». Ces derniers étaient d'avis que l'abordabilité était un terme quelque peu



subjectif et que cette notion pouvait varier considérablement d'une collectivité à l'autre au Canada. En se concentrant sur les ententes conclues dans le cadre du Fonds visant à accélérer la construction de logements dans le but d'encourager les municipalités à réduire leurs formalités administratives, quelques participants se demandaient si cela n'entraînerait pas une réduction des normes de construction et de sécurité et, par conséquent, la construction de logements de moins bonne qualité. À la question de savoir si ces initiatives seraient efficaces pour augmenter l'offre de logements abordables au sein des collectivités canadiennes, si plusieurs ont répondu par l'affirmative, d'autres estimaient toutefois que tant que d'autres problèmes (dont le taux d'immigration qu'ils percevaient comme étant élevé) ne seraient pas résolus, la demande de logements demeurerait probablement élevée dans de nombreuses régions du pays.

Les participants se sont ensuite vu présenter une deuxième série d'initiatives, cette fois-ci centrées sur des mesures visant à faciliter l'accès des Canadiens à un logement locatif ou à la propriété. Au nombre de celles-ci figuraient :

- *Sévir contre les locations illégales de courte durée (p. ex., Airbnb);*
- *Convier les entreprises de technologie financière, les agences d'évaluation du crédit et les prêteurs à élaborer l'écosystème qui donnera aux locataires la possibilité d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer dans leur cote de crédit, pour les aider à se qualifier pour un prêt hypothécaire et à obtenir de meilleurs taux d'intérêt;*
- *Établir une Charte canadienne des droits des locataires afin de protéger les locataires, exiger des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair des loyers d'un appartement, sévir contre les rénovictions et établir un contrat de location standard à l'échelle nationale;*
- *Permettre une période d'amortissement de 30 ans pour les acheteurs d'une première propriété nouvellement construite.*
- *Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des étrangers.*
- *Restreindre l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de très grands investisseurs. Le gouvernement tiendra des consultations au cours des prochains mois sur les moyens d'y parvenir.*

Ces initiatives ont une fois de plus suscité des réactions extrêmement positives, tous les participants estimant que ces mesures s'avéreraient utiles aux locataires et aux candidats à l'achat d'une première propriété. Un grand nombre d'entre eux ont mentionné la mesure visant à inciter les prêteurs à prendre en compte les loyers payés à temps dans le calcul des cotes de crédit, estimant qu'il pourrait s'agir d'un moyen efficace pour les jeunes ou les nouveaux arrivants au Canada d'établir des antécédents de crédit tout en épargnant en vue de l'achat d'un logement. L'initiative visant à autoriser des prêts hypothécaires sur 30 ans pour les candidats à l'achat d'une première propriété nouvellement construite a également été considérée comme pouvant être très efficace, un certain nombre de participants estimant que, pour de nombreuses familles à faible et moyen revenu, une période de prêt prolongée rendrait la perspective de contracter un prêt hypothécaire beaucoup plus abordable. Plusieurs d'entre eux ont également salué les mesures visant à étendre l'interdiction d'achat d'immeubles résidentiels par des non-Canadiens et à restreindre l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de très grandes sociétés d'investissement. On était d'avis que ces mesures contribueraient à dissuader des particuliers et des entreprises d'acheter des logements résidentiels



comme moyen de placement plutôt que comme lieu de vie. Si la plupart des participants étaient en faveur de mesures visant à sévir contre les locations de courte durée illégales (et notamment contre les annonces d'Airbnb non conformes), quelques-uns d'entre eux ont dit craindre que cela ne limite les options offertes aux voyageurs dans les destinations touristiques canadiennes et n'entraîne un ralentissement de l'activité touristique dans son ensemble.

La dernière série d'initiatives présentée aux participants portait essentiellement sur certaines mesures proposées par le gouvernement fédéral pour venir en aide aux personnes peinant actuellement à faire face au coût du logement. Au nombre de celles-ci figuraient :

- *L'investissement d'un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable afin de venir en aide aux fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics et répondre aux besoins des personnes les plus affectées par la crise du logement;*
- *La création d'un Fonds canadien de protection des loyers pour aider les fournisseurs de logements abordables à acheter des logements et à préserver leur abordabilité à long terme pour éviter qu'ils ne soient reconvertis en condominiums de luxe;*
- *L'augmentation du financement alloué en appui à des organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance.*

Tous les participants étaient d'avis que ces initiatives auraient probablement un impact positif dans la vie de ceux qui peinaient à faire face au coût du logement. Un certain nombre d'entre eux se sont dit favorables à l'investissement d'un milliard de dollars dans le Fonds pour le logement abordable et ont indiqué qu'ils préféreraient que davantage de fonds soient dorénavant alloués aux fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics plutôt qu'à des promoteurs à but lucratif. L'initiative visant à créer un Fonds de protection des loyers a également été bien accueillie par les participants, plusieurs d'entre eux estimant qu'il s'agirait d'un moyen efficace de protéger les locataires et de veiller à ce que les collectivités canadiennes disposent en permanence d'options de location abordables. Quelques participants se demandaient quel serait le financement supplémentaire accordé aux organisations axées sur la prévention et la réduction de l'itinérance et ont dit souhaiter obtenir plus de détails au sujet de cette initiative. Ces derniers estimaient que l'itinérance constituait un défi important et croissant au sein de leurs collectivités et que davantage devait être fait à tous les échelons du gouvernement pour remédier à ce problème.

En se prêtant à un exercice dans le cadre duquel ils ont été invités à choisir un mot ou une expression pour décrire leur opinion générale sur le budget 2024, y compris sur les initiatives liées au logement, plusieurs participants ont choisi des termes à connotation positive comme « porteur d'espoir », « formidable », « proactif » et « innovant ». Quelques-uns ont choisi des expressions telles que « en retard » ou « trop peu, trop tard », estimant que nombre de ces mesures (et plus particulièrement celles liées au logement) auraient dû être adoptées plus tôt, avant que la situation du logement ne prenne l'ampleur d'une crise.

À la question complémentaire de savoir si l'une ou l'autre des mesures discutées serait utile aux jeunes Canadiens et aux futures générations en ce qu'elle leur garantirait l'accès à une grande variété d'options abordables en matière de logement, plusieurs participants du groupe basé en Saskatchewan ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois réaffirmé qu'à moins que



des mesures ne soient prises pour réduire le coût global du logement et faire baisser le prix des maisons, la plupart des jeunes Canadiens n'auraient probablement pas les moyens d'acheter une propriété dans un avenir prévisible.

Emploi (région de la Montérégie au Québec, Hamilton)

Les participants de deux groupes ont engagé des discussions portant sur l'économie canadienne et le marché de l'emploi actuels. Avant d'entamer la discussion, on a demandé aux participants résidant à Hamilton comment ils qualifieraient la gestion économique du gouvernement du Canada. Un grand nombre d'entre eux estimaient que cette dernière n'avait pas été satisfaisante ces dernières années, citant des problèmes comme les taux d'intérêt élevés, l'augmentation du coût de la vie, l'accroissement de la dette nationale et les dépenses déficitaires continues du gouvernement fédéral. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait accordé une trop grande priorité à la prestation d'une aide financière ou humanitaire à d'autres pays et qu'il devait davantage s'attacher à remédier aux difficultés économiques auxquelles est confrontée la population canadienne. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'en matière de gestion économique, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative.

En discutant des principaux problèmes économiques auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés, les participants ont mentionné les coûts élevés des produits de première nécessité, dont les produits d'épicerie et l'essence, le manque de logements abordables, ce qu'ils percevaient comme une dépendance excessive de l'économie canadienne au marché du logement, ainsi que les taux d'imposition, qu'ils considéraient comme étant élevés, assumé par de nombreux ménages canadiens. À la question de savoir s'ils estimaient que leurs revenus avaient suivi l'évolution du coût de la vie et du taux d'inflation, peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative, et un certain nombre d'entre eux ont indiqué que leurs revenus étaient demeurés relativement stables, alors que leurs dépenses avaient considérablement augmenté ces dernières années.

Les participants des deux groupes ont été invités à partager leurs points de vue sur l'état actuel du marché de l'emploi au Canada. Sur le plan régional, un certain nombre de participants résidant à Hamilton ont exprimé des opinions partagées, estimant que s'il était facile de trouver un emploi à temps partiel ou faiblement rémunéré, il était souvent très difficile d'obtenir un emploi gratifiant et bien rémunéré. Plusieurs personnes du groupe basé dans la région de la Montérégie, au Québec, ont décrit le marché de l'emploi comme étant plus ou moins cyclique dans leur région. On estimait que plusieurs entreprises, et plus particulièrement celles des secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, avaient actuellement de la difficulté à recruter des travailleurs et faisaient face à d'importantes pénuries de main-d'œuvre. Lorsqu'on leur a demandé de décrire les difficultés ou les obstacles auxquels ils avaient été confrontés en cherchant de l'emploi, un certain nombre de participants de la région de la Montérégie ont déclaré avoir eu de la difficulté à obtenir un emploi dans leur domaine d'intérêt et considéraient que la plupart des emplois offerts au sein de leurs collectivités étaient mal rémunérés et



relevaient de secteurs comme ceux de l'industrie manufacturière, des services et du commerce de détail. D'aucuns considéraient en outre que bon nombre des emplois disponibles n'offraient que peu de possibilités d'avancement.

Invités à formuler des hypothèses sur ce que sera la situation du marché du travail canadien dans les 5 à 10 prochaines années, la plupart d'entre eux s'attendaient à ce qu'elle demeure à peu près inchangée. Bon nombre d'entre eux s'attendent à voir une croissance de l'emploi dans les secteurs liés à la technologie, à la robotique et à l'automatisation, à l'intelligence artificielle (IA), aux technologies vertes et aux énergies renouvelables, ainsi qu'aux soins de santé et aux métiers spécialisés (en particulier ceux liés à la construction résidentielle). Plusieurs d'entre eux se sont dit préoccupés quant à la possibilité que l'IA et la robotique éliminent certains emplois actuellement occupés par des humains. À la question de savoir dans quelle mesure ils étaient confiants de pouvoir continuer à avoir un bon emploi à l'avenir, bon nombre de participants ont se sont dit optimistes, estimant que les postes qu'ils occupaient ne risquaient pas d'être remplacés par l'IA.

Lors de discussions portant sur la question de savoir si, dans ses efforts pour s'assurer que les travailleurs reçoivent la formation dont ils ont besoin pour demeurer concurrentiels, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, les participants ont exprimé des points de vue très variés. Sur le plan régional, la plupart des participants résidant dans la région de la Montérégie estimaient que le gouvernement fédéral faisait fausse route à cet égard, estimant qu'il ne fournissait pas un financement suffisant pour permettre aux employeurs d'offrir à leurs travailleurs une formation professionnelle supplémentaire. On était également d'avis qu'en raison du coût élevé des programmes d'éducation et de formation, de nombreux Canadiens à faible et moyen revenu pouvaient difficilement se permettre de parfaire leurs compétences à leurs propres frais. Un grand nombre de participants résidant à Hamilton étaient d'un autre avis, la plupart d'entre eux estimant que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie dans ce domaine. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le gouvernement fédéral avait effectué des investissements considérables en matière de formation professionnelle et de perfectionnement des compétences des travailleurs canadiens.

À la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en ce qui concerne la création d'emplois gratifiants et bien rémunérés au Canada, plusieurs participants des deux groupes ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont plus particulièrement mentionné les mesures qu'avait prises le gouvernement du Canada ces dernières années pour attirer des investissements étrangers et financer la création d'emplois dans d'importants secteurs émergents, comme celui de la fabrication de véhicules électriques (VE) et de composantes associées. Quelques participants se sont dit incertains quant à la performance du gouvernement fédéral sur ce point, déclarant que bien qu'ils aient entendu parler d'engagements pris par le gouvernement en matière de création d'emplois, ils ne savaient pas si des progrès tangibles avaient été réalisés en ce sens. En discutant d'autres mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour encourager la création d'emplois bien rémunérés au profit des Canadiens, les participants ont formulé un certain nombre de suggestions, dont l'octroi de subventions aux personnes suivant une formation pour occuper des postes dans des secteurs à forte demande, des programmes de formation professionnelle pour les nouveaux immigrants arrivés au Canada, et des mesures incitant les entreprises à fabriquer davantage de produits au Canada (afin d'augmenter le taux d'embauche dans ce secteur).

Changement climatique (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de six groupes ont pris part à des discussions portant sur les effets du changement climatique et sur les mesures qui pourraient être prises individuellement ou collectivement pour contribuer à la résolution de ce problème. À la question de savoir s'ils estimaient que le changement climatique figurait parmi les principales priorités du gouvernement du Canada, les participants ont exprimé des avis partagés. Si la plupart d'entre eux considéraient le changement climatique comme un enjeu important et estimaient qu'il valait la peine d'en faire une priorité, de l'avis général, d'autres défis comme ceux du coût élevé de la vie, du manque de logements abordables et les problèmes liés aux soins de santé (p. ex., les longs délais d'attente et la pénurie de personnel de la santé) constituaient des priorités plus urgentes pour le gouvernement fédéral. Parmi les participants estimant qu'il était urgent que le gouvernement du Canada s'efforce d'atténuer les effets du changement climatique, certains considéraient que ce problème avait déjà des répercussions négatives sur les Canadiens. Plusieurs d'entre eux considéraient que l'augmentation perçue des catastrophes naturelles de grande ampleur (feux de forêt, tempêtes de vent et inondations) au cours des dernières années était directement liée au changement climatique et estimaient que, si rien n'était fait, ce problème entraînerait des répercussions négatives sur un nombre croissant de collectivités au cours des années à venir.

À la question de savoir si le changement climatique avait eu une incidence sur le coût de la vie, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. On estimait que les dommages causés par les phénomènes météorologiques extrêmes de ces dernières années avaient coûté très cher à de nombreuses collectivités canadiennes et que la réponse à ces catastrophes naturelles avait nécessité une aide financière considérable de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. On était d'avis qu'il deviendrait de plus en plus coûteux de lutter contre le changement climatique dans les années à venir si les phénomènes météorologiques continuaient à se multiplier. Plusieurs participants ont cité d'autres effets négatifs du changement climatique sur le coût de la vie, notamment les difficultés croissantes auxquelles étaient confrontés les agriculteurs en matière de production alimentaire en raison de problèmes causés par des sécheresses et des chaleurs extrêmes, les difficultés en matière de transport de biens et de produits en raison des dommages et des



perturbations causés par des catastrophes naturelles comme les incendies de forêt, ainsi que l'augmentation des coûts qui sera probablement reportée sur les consommateurs du fait de ces difficultés. Parmi le petit nombre de participants se disant d'un autre avis, on estimait que les mesures gouvernementales axées sur le climat, notamment l'instauration d'un système de tarification du carbone, étaient davantage responsables de l'augmentation du coût de la vie au cours des dernières années que le changement climatique proprement dit.

En discutant des plus graves impacts (actuels et anticipés) du changement climatique, les participants ont cité un large éventail de problèmes. Au nombre de ceux-ci, la diminution de la production alimentaire et de l'insécurité alimentaire potentielle dans certaines régions du pays, les dommages causés aux biens publics et privés par les inondations et les feux de forêt, la détérioration de la qualité de l'air due à la fumée dégagée par les feux de forêt, le risque de perte de vies humaines en raison de températures extrêmes et de phénomènes météorologiques violents, ainsi que les dommages irréversibles causés à l'environnement et aux écosystèmes dans l'ensemble du Canada. Un certain nombre de participants se sont dit particulièrement préoccupés par l'impact que pourrait avoir le changement climatique sur de futures générations de Canadiens. Ces participants s'attendaient à ce que ces dernières aient à composer avec une multitude de problématiques, dont l'élévation du niveau de la mer, la fréquence et l'intensité accrue des catastrophes naturelles, ainsi que l'instabilité socioéconomique qui, selon eux, résulterait de conditions climatiques de plus en plus instables et dangereuses.

Invités à nommer les obstacles qu'ils considéraient comme étant les plus importants à la lutte contre le changement climatique, bon nombre d'entre eux ont indiqué que, compte tenu d'autres problèmes comme l'inflation et le coût élevé de la vie, il était difficile de se concentrer sur des enjeux plus vastes comme le changement climatique lorsqu'on tente de joindre les deux bouts à chaque fin de mois. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont indiqué que le coût élevé du passage à des technologies plus respectueuses de l'environnement comme l'achat d'un véhicule électrique (VE) et l'amélioration de l'efficacité énergétique de leur demeure grâce à l'installation de panneaux solaires ou de thermopompes, constituait un autre obstacle de taille. Quelques-uns d'entre eux ont également fait part de leur sentiment d'impuissance à lutter contre le changement climatique de manière individuelle, compte tenu de la portée mondiale de ce problème et des niveaux élevés d'émissions produits dans d'autres parties du monde.

À la question de savoir s'il était important que les individus et le Canada dans son ensemble prennent des mesures pour lutter contre le changement climatique, bon nombre de participants étaient d'avis qu'il était plus important que cette lutte s'inscrive dans le cadre d'un effort collectif mené par le gouvernement du Canada, plutôt que de s'appuyer principalement sur des mesures prises individuellement. Plusieurs d'entre eux considéraient qu'à cet égard, le gouvernement fédéral devait avoir pour principal objectif l'instauration de règlements plus contraignants concernant le comportement des grandes entreprises industrielles en matière d'émissions, estimant que le changement climatique était davantage le fait de ces entreprises que celui des citoyens canadiens.



Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure il était important pour le Canada de faire figure de leader mondial en matière d'action climatique, la plupart des participants estimaient qu'il s'agissait là d'une réputation importante à préserver. Plusieurs participants étaient d'avis que si la lutte contre le changement climatique constituait bel et bien une priorité majeure pour le gouvernement du Canada, il était important qu'il prêche par l'exemple dans ce domaine. Un certain nombre d'entre eux ont dit croire que le Canada jouissait actuellement d'une excellente réputation dans ce domaine et qu'il était perçu par de nombreux pays comme un de chef de file dans la lutte contre le changement climatique. En discutant de la mesure dans laquelle ils se sentaient personnellement responsables d'agir pour lutter contre le changement climatique et protéger l'environnement, bon nombre d'entre eux ont réaffirmé que ce dernier constituait un problème important et ont indiqué qu'ils faisaient ce qu'ils pouvaient à titre individuel pour adopter des comportements respectueux de l'environnement, comme le fait de recycler, de réduire leur consommation d'énergie et d'éviter d'utiliser des articles à usage unique.

En se focalisant davantage sur le niveau d'émissions des Canadiens à l'échelle mondiale, les participants des groupes basés dans les Maritimes, à Calgary, dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, ainsi que dans de grands centres de l'Alberta, se sont vu informer que, par habitant, les Canadiens figuraient parmi les dix principaux émetteurs de pollution par le carbone dans le monde. Les participants résidant dans le secteur du centre de l'Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador se sont vu fournir de l'information légèrement différente selon laquelle, parmi les principaux pollueurs par le carbone dans le monde, le Canada produisait la deuxième plus grande quantité d'émissions de gaz à effet de serre par personne. Un grand nombre de participants se sont dit surpris d'apprendre que les émissions des Canadiens étaient si élevées par habitant et plusieurs d'entre eux se demandaient comment ces calculs avaient été effectués. Certains d'entre eux estimaient logique que les émissions individuelles des Canadiens soient si élevées, compte tenu de la population relativement faible du pays, du fait que le Canada était un pays fortement industrialisé et que les maisons et les bâtiments devaient constamment être chauffés dans de nombreuses régions du pays pendant les mois d'hiver. Quelques-uns d'entre eux ont réaffirmé trouver cette information frustrante, considérant que les Canadiens avaient en général à cœur de protéger l'environnement. Un petit nombre d'entre eux ont déclaré que cette information les confortait dans l'idée que davantage devait être fait pour infléchir les comportements de grands émetteurs si l'on voulait que des progrès soient à l'avenir réalisés en matière de réduction des émissions de carbone.



Tarification du carbone (Saskatchewan, millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de sept groupes ont entamé des discussions portant sur la tarification du carbone et sur les mesures récemment prises par le gouvernement du Canada à cet égard. La quasi-totalité d'entre eux se souvenait avoir entendu parler de la tarification de la pollution (que certains appellent la taxe carbone) et bon nombre d'entre eux ont déclaré savoir que le système fédéral de tarification du carbone était actuellement appliqué dans leurs provinces respectives. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré avoir entendu dire que le prix du carbone avait récemment augmenté, estimant que cela aurait probablement pour effet d'augmenter davantage le coût de la vie avec lequel doivent composer de nombreux ménages. À la question de savoir s'ils connaissent l'existence de la remise canadienne sur le carbone (RCC), la plupart ont répondu par l'affirmative, certains d'entre eux ayant compris qu'il s'agissait d'un montant versé par le gouvernement fédéral aux ménages canadiens pour compenser l'augmentation des coûts que l'on croyait résulter de la tarification du carbone.

Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir de l'information au sujet du système de tarification du carbone et de la RCC. L'information présentée aux participants variait d'un groupe à l'autre. Les participants des groupes composés de millénariaux résidant dans les Maritimes (excluant Terre-Neuve-et-Labrador) et de membres de la génération Z résidant à Calgary se sont vu fournir l'information suivante :

La tarification de la pollution, également connue sous le nom de tarification du carbone, consiste à imposer une taxe ou une redevance sur les émissions de carbone.

Cela signifie par conséquent qu'un coût est associé à la pollution dans le but d'encourager les particuliers et les entreprises à rechercher des solutions plus propres, notamment en matière de production énergétique, de chauffage domestique et de transport.

Les fonds recueillis dans le cadre de la tarification de la pollution sont reversés aux Canadiens chaque trimestre par l'intermédiaire de la remise canadienne sur le carbone (RCC).



Les participants résidant à Terre-Neuve-et-Labrador ainsi que les groupes composés de climatofervents ou de climatosceptiques résidant respectivement au Manitoba, en Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario se sont vu présenter une version plus complète de cette information, à savoir que :

- *Le gouvernement du Canada a tarifé la pollution par le carbone.*
- *Certaines personnes réduiront leurs émissions de carbone pour éviter de payer la redevance, tandis que d'autres continueront à émettre comme avant.*
- *Tous les produits recueillis dans le cadre de cette tarification, y compris auprès d'entreprises sont regroupés et répartis à parts égales entre tous les ménages d'une province, par l'intermédiaire de la remise canadienne sur le carbone (RCC).*
- *Cela signifie que ceux qui réduisent leurs émissions de carbone en profitent davantage, puisque le montant de la remise qu'ils reçoivent est le même que pour tous les autres résidents de leur province, tout en ayant payé moins en redevances.*
- *Ceux qui ne réduiront pas leurs émissions finiront par payer plus, mais le montant de la remise obtenue est le même que pour tous les autres résidents de leur province.*
- *Une fois tous les produits (y compris ceux provenant d'entreprises) regroupés et répartis à parts égales, environ huit ménages canadiens sur dix obtiennent plus d'argent au titre de la remise canadienne sur le carbone qu'ils n'en paient en redevances.*
- *Au fil du temps, alors que de plus en plus de gens chercheront à payer moins en réduisant leurs émissions de carbone, la pollution par le carbone diminuera dans son ensemble.*

Bien que peu de participants se soient directement opposés à la mise en place d'un prix sur la pollution par le carbone par le gouvernement du Canada, plusieurs d'entre eux mettaient en doute l'efficacité de cette approche pour lutter contre le changement climatique. En se focalisant sur la RCC, bon nombre d'entre eux se sont dit d'avis que, plutôt que d'accorder des remises aux Canadiens, les produits recueillis par le biais du système de tarification du carbone devraient plutôt servir à financer des projets visant à promouvoir un développement durable et à atténuer les effets du changement climatique. Un certain nombre de participants se sont dit découragés en prenant connaissance de cette information, ajoutant que, même s'ils désiraient passer à des options plus propres et plus durables dans des domaines comme ceux du transport et du chauffage domestique, les coûts financiers, qu'ils percevaient comme étant élevés, liés à l'achat ou l'installation de technologies vertes représentaient un obstacle majeur à la mise en œuvre de cette mesure. Un certain nombre de participants s'étant vu fournir une version augmentée de cette information se sont dit d'avis que cette explication du système de tarification du carbone était claire et qu'elle permettait de bien comprendre le fonctionnement du programme. Lorsqu'on leur a demandé si certains éléments d'information étaient nouveaux pour eux, plusieurs ont déclaré ne pas avoir été au courant du fait que tous les produits recueillis auprès de particuliers et d'entreprises étaient mis en commun et répartis à parts



égales entre tous les ménages de la province. À la question de savoir s'ils avaient des doutes quant à certains éléments de l'information qu'ils avaient reçus, certains se demandaient s'il y aurait un seuil de revenu à ne pas dépasser pour pouvoir bénéficier d'une remise. Quelques-uns d'entre eux se demandaient également si les entreprises recevraient également des remboursements, ou si les RCC ne seraient destinés qu'à des ménages individuels.

Les participants résidant en Saskatchewan ont entamé une longue discussion au sujet de la RCC et se sont vu présenter l'information suivante :

La tarification de la pollution par le carbone crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à moins polluer.

La remise canadienne sur le carbone est un montant non imposable versé pour aider les particuliers et les familles à compenser le coût de la tarification fédérale de la pollution.

Cette année, le montant que peut s'attendre à recevoir une famille de quatre personnes en Saskatchewan est de [montant] dollars. Les résidents de petites collectivités ou de collectivités rurales reçoivent un supplément de 10 % s'ajoutant au montant de base de la remise. À compter d'avril 2024, le gouvernement doublera le supplément rural, qui passera à 20 %, en raison des besoins énergétiques accrus des populations rurales et de leur accès limité à des moyens de transport.

En réagissant à cette information, plusieurs participants de ce groupe se demandaient pourquoi les ménages se voyaient rembourser de l'argent par le biais des RCC. On estimait que la RCC allait à l'encontre de l'objectif premier consistant à encourager les Canadiens à réduire leurs comportements en tant qu'émetteurs. Les participants estimaient que si la plupart des ménages savaient qu'ils finiraient par se voir rembourser les montants qu'ils avaient payés dans le cadre du système de tarification du carbone sous forme de remises, peu d'entre eux se sentiraient financièrement encouragés à réduire leurs émissions. Plusieurs d'entre eux ont dit douter que les montants versés fussent à compenser les impacts financiers de la tarification du carbone, estimant que cette initiative avait eu pour effet d'augmenter considérablement le coût de la vie et des produits de première nécessité, dont l'essence et le mazout de chauffage domestique. En discutant plus particulièrement du supplément rural, les participants s'accordaient à dire qu'il s'agissait d'une initiative importante, bien qu'un certain nombre d'entre eux aient fait remarquer qu'ils ne connaissaient personne vivant en milieu rural ayant reçu un paiement plus élevé au titre de la RCC.

Lorsqu'on leur a demandé si, compte tenu de ce qu'ils savaient au sujet de la tarification de la pollution par le carbone et de la RCC, ils étaient pour ou contre le système de tarification du carbone du gouvernement du Canada, les participants résidant en Saskatchewan étaient beaucoup plus nombreux à s'y opposer que ceux qui le soutenaient ou que ceux dont les opinions étaient plus neutres. De l'avis général des participants opposés à cette approche, il fallait expliquer de façon plus claire comment les recettes de la RCC étaient calculées et à quoi étaient affectés les revenus supplémentaires perçus au titre du système de tarification du carbone. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il fallait accorder une plus grande importance à la réduction des émissions des grandes entreprises, estimant qu'elles étaient davantage responsables de problèmes comme celui du changement climatique que les ménages canadiens. Le petit nombre de participants favorables à cette

initiative estimait que toute mesure visant à lutter contre le changement climatique était importante, surtout si l'on considérait l'impact que ce problème était susceptible d'avoir sur les générations futures.

Les participants de ce groupe se sont ensuite vu informer que le ministère des Finances du Canada avait calculé qu'en 2024, le ménage moyen en Saskatchewan recevrait des centaines de dollars de plus que ce qu'il paie au titre de la tarification du carbone. Tous se sont montrés sceptiques à ce sujet, certains d'entre eux réaffirmant leur désir de savoir comment ces montants sont calculés. De l'avis général, les montants supplémentaires qu'ils versaient chaque année en redevances en vertu de ce système étaient probablement plus importants que les montants qui leur étaient remboursés par le biais de la RCC. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu informer de ce qui suit :

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est une personne neutre, non partisane et indépendante du gouvernement. Le DPB est chargé de fournir au Parlement des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une transparence et une responsabilité budgétaire. Le DPB a estimé qu'environ 80 % des ménages recevront plus en transferts que la taxe carbone qu'ils auront payée.

Quant à savoir si cette explication changeait leur point de vue, si la plupart des participants estimaient que cet énoncé était à première vue très satisfaisant, plusieurs d'entre eux estimaient qu'il leur faudrait faire leurs propres calculs financiers et examiner cette initiative plus en détail afin de s'assurer de l'exactitude de cette information.

Les participants des groupes composés de millénariaux résidant dans les Maritimes et de membres de la génération Z résidant à Calgary ont été invités à répondre à une question complémentaire sur le sens que revêtaient selon eux les termes « tarification du carbone » et « tarification de la pollution ». Si la plupart d'entre eux considéraient que ces énoncés étaient assez comparables, plusieurs participants étaient d'avis que si la tarification du carbone pouvait concerner les comportements responsables d'émissions de gaz à effet de serre, la tarification de la pollution pouvait avoir un sens plus large, englobant d'autres formes de pollution, notamment la production d'ordures et d'autres formes de déchets matériels.

Il a également été demandé aux participants des deux groupes susmentionnés ainsi qu'à ceux résidant en Saskatchewan, si, à leur connaissance, eux-mêmes ou un membre de leur foyer avaient reçu une RCC. Les participants déclarant avoir reçu une RCC étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui ne croyaient pas en avoir reçu. À la question de savoir si le montant qu'ils s'étaient vu rembourser était supérieur à celui qu'ils avaient payé au titre de la tarification de la pollution par le carbone, la plupart se sont dit incertains, estimant qu'il était difficile de calculer les coûts supplémentaires qu'ils avaient dû assumer une fois cette initiative mise en œuvre.

Les participants de tous les groupes (à l'exception de ceux de la Saskatchewan) ont été invités à faire part de leurs vues au sujet de la restitution des produits de la RCC aux particuliers, aux entreprises et aux communautés autochtones, et à indiquer si, grâce à cette mesure, les Canadiens auraient, selon eux, davantage les moyens de se procurer ce dont ils ont besoin. Dans l'ensemble, peu d'entre eux étaient d'avis que les montants versés au titre de la RCC suffiraient à améliorer la situation de la



plupart des Canadiens peinant actuellement à faire face à la hausse du coût de la vie. En faisant part de leurs réactions à l'information selon laquelle 8 ménages sur 10 reçoivent plus qu'ils ne dépensent au titre de la taxe carbone, bon nombre de participants ont réitéré leur souhait d'obtenir de plus amples renseignements concernant le calcul de ces montants, ainsi que les paramètres utilisés pour déterminer combien les ménages dépensent au titre de la tarification de la pollution par le carbone.

Dans l'ensemble, très peu d'entre eux estimaient que l'approche du gouvernement fédéral relative à la tarification de la pollution serait efficace pour réduire les émissions. On était d'avis qu'en raison de la vaste majorité de ménages recevant autant, voire plus, en retour par le biais des paiements de la RCC que ce qu'ils avaient payé dans le cadre de cette initiative, les particuliers n'étaient guère incités financièrement à adopter des comportements plus durables. À la question de savoir s'ils jugeaient cette approche équitable, les participants ont exprimé des opinions diverses et variées. Un certain nombre d'entre eux l'estimaient relativement équitable dans la mesure où des paiements égaux au titre de la RCC étaient versés à tous les ménages. Toutefois, on estimait en outre qu'en raison du coût actuellement élevé de la vie, il était quelque peu injuste que les ménages ayant déjà du mal à joindre les deux bouts aient à assumer les coûts supplémentaires liés à la tarification de la pollution par le carbone. On estimait que cela était particulièrement vrai dans le cas de personnes résidant dans des collectivités offrant moins d'options de rechange (comme des transports en commun et des sources d'énergie renouvelables) pouvant les aider à réduire leurs propres émissions.

Les participants de tous les groupes (à l'exception du groupe basé en Saskatchewan) ont été invités à faire part de leur point de vue concernant deux arguments différents en faveur de la tarification du carbone. Le premier argument présenté aux participants était le suivant :

La tarification du carbone est un moyen efficace et rentable de lutter contre le changement climatique, tout en laissant aux entreprises et aux Canadiens la possibilité de décider comment opérer leur transition vers des solutions moins polluantes.

L'idée étant que lorsque les entreprises et les Canadiens commenceront à effectuer cette transition, ils créeront une demande en technologies propres, ce qui finira par attirer de nouveaux investissements au sein de notre économie, et contribuera ainsi à la création d'emplois et à une croissance économique plus forte.

Diverses organisations internationales affirment que la tarification de la pollution constitue le moyen le plus rentable et le plus facilement applicable pour réduire les émissions, et plus de 200 économistes basés au Canada appuient ce système.

Si un certain nombre de participants estimaient que cet argument était clairement exposé et facile à comprendre, la plupart d'entre eux ne le percevaient pas comme étant efficace pour démontrer les avantages d'un système de tarification de la pollution par le carbone. Il a été rappelé que de nombreux Canadiens n'étaient pas en mesure d'adopter des solutions et des technologies plus propres (soit en raison du coût financier, soit en raison d'un accès insuffisant dans leur région) et que, par conséquent, la demande dans ces domaines n'atteindrait pas le niveau escompté. Un certain nombre de participants estimaient en outre qu'une meilleure explication des raisons pour lesquelles 200 économistes basés au Canada appuyaient ce système, ainsi que des opinions des économistes qui,



le cas échéant, n'étaient pas d'accord avec ce raisonnement, était nécessaire. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que cet argument pourrait être renforcé en l'accompagnant d'exemples d'autres pays dans lesquels cette approche avait déjà permis la réduction d'émissions. Certains d'entre eux étaient d'avis que cet argument pourrait être renforcé en l'accompagnant d'exemples d'autres pays dans lesquels cette approche en matière de réduction des émissions avait déjà été couronnée de succès. À la question de savoir si cet argument leur donnait une meilleure impression, une moins bonne impression ou s'il n'avait aucun impact sur leur impression de la tarification du carbone, très peu de participants ont déclaré qu'il avait changé leur opinion de quelque façon que ce soit.

Le deuxième argument présenté était le suivant :

La tarification du carbone peut contribuer à protéger notre environnement et le bien-être de générations à venir.

Elle est une composante essentielle du plan climatique du Canada et représente un tiers des objectifs du Canada en matière de réduction des émissions. La tarification du carbone vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), qui sont les principales responsables des feux de forêt, des sécheresses et des inondations de plus en plus intenses.

Si bon nombre de participants estimaient important que le gouvernement du Canada s'emploie à réduire les émissions, peu d'entre eux étaient d'avis que l'instauration d'un système de tarification du carbone avait été efficace à cet égard. Dans cette optique, un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par le fait que cette initiative ne représente qu'un tiers des objectifs de réduction des émissions du Canada, estimant que cela indiquait probablement que le gouvernement fédéral n'était pas en mesure d'atteindre ces objectifs. Dans le même ordre d'idées, certains d'entre eux se demandaient quelles mesures avaient été adoptées pour atteindre les deux autres tiers des objectifs de réduction des émissions du Canada et dans quelle mesure ces initiatives avaient été efficaces pour résoudre ce problème. Quelques-uns d'entre eux ont exprimé une opinion plus positive à cet argument, estimant que le fait qu'il soit centré sur la protection de l'environnement dans l'intérêt de générations futures, sur l'atténuation de phénomènes météorologiques extrêmes, dont les feux de forêt, les sécheresses et les inondations, était convaincant et les interpellait. Bien qu'un grand nombre d'entre eux aient déclaré ne pas avoir eu connaissance de cet argument auparavant, très peu d'entre eux ont indiqué qu'il avait changé leur point de vue concernant la tarification du carbone.

Mise à l'essai de la tarification du carbone (millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l'Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador)

Les participants de six groupes ont échangé leurs points de vue au sujet d'une vidéo publicitaire produite par le gouvernement fédéral visant à informer les Canadiens au sujet du système de tarification du carbone. La vidéo a été présentée aux participants à deux reprises, en boucle.



Tarification du carbone.mp4

Le vidéoclip ci-dessus consiste en une animation vidéo d'une durée de 1 minute et 23 secondes. La transcription textuelle de la vidéo est la suivante :

La tarification du carbone. En quoi consiste-t-elle? Comment fonctionne-t-elle? L'émission de gaz à effet de serre ou d'oxyde de carbone a pour effet d'emprisonner de la chaleur dans l'atmosphère. Cette chaleur entraîne un réchauffement de la planète ainsi que des changements climatiques. La tarification de la pollution par le carbone crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à moins polluer. Plusieurs provinces et territoires ont instauré leur propre système de tarification de la pollution conformément aux normes canadiennes et en fonction de leurs besoins particuliers. Dans d'autres provinces et territoires, le système fédéral est appliqué seul ou en combinaison avec un autre système. Tout l'argent recueilli dans le cadre du système de redevance sur les combustibles est directement remboursé à la province ou au territoire où il a été recueilli, au profit des Canadiens, de leurs familles, d'entreprises et de gouvernements autochtones.

Là où le système fédéral est appliqué, huit ménages sur dix récupèrent en fait plus d'argent qu'ils n'en dépensent conformément à la redevance sur les combustibles, les ménages à faible revenu étant ceux qui en bénéficient le plus. Des exemptions et soutiens financiers sont également prévus pour les agriculteurs, ainsi qu'un supplément pour les populations vivant en région rurale ou éloignée.

En se déplaçant à vélo, en voiture électrique ou en adoptant un mode de chauffage domestique plus efficace, les Canadiens peuvent en bénéficier encore plus. La tarification de la pollution au Canada; pour remettre de l'argent dans les poches des particuliers et des familles tout en luttant contre le changement climatique. Pour en savoir plus, consulter le site suivant : <https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique.html>.



Les participants ont eu des réactions contradictoires à l'égard de cette vidéo. Si certains d'entre eux estimaient qu'elle était claire, bien réalisée et qu'elle les avait aidés à mieux comprendre le fonctionnement du système de tarification du carbone, un nombre à peu près égal de participants étaient d'un autre avis. Ces derniers estimaient que la vidéo n'expliquait pas clairement en quoi un système de tarification du carbone était avantageux pour les Canadiens. Un certain nombre de participants ont fait remarquer que, bien que la vidéo ait proposé un certain nombre de pratiques plus écologiques que pourraient adopter les Canadiens pour réduire leurs émissions (comme d'utiliser les transports en commun, de se déplacer à vélo ou d'équiper leur maison de nouvelles technologies, et notamment de panneaux solaires ou de thermopompes), ces solutions de rechange étaient souvent trop coûteuses ou difficiles d'accès pour de nombreux Canadiens. Certains participants jugeaient également quelque peu irréaliste la notion selon laquelle les paiements au titre de la remise canadienne sur le carbone (RCC) aideraient les ménages à pouvoir acheter ce dont ils ont besoin, estimant que les montants remboursés ne compenseraient guère le coût des produits de première nécessité, dont les produits d'épicerie et l'essence. Quelques-uns d'entre eux estimaient plutôt longue la durée de la vidéo, estimant que de nombreux membres du public, et plus particulièrement ceux qui découvraient cette vidéo en naviguant sur leur appareil mobile, ne la visionneraient probablement pas en entier.

Lorsqu'on leur a demandé si la vidéo leur avait fourni des renseignements au sujet de la tarification du carbone dont ils n'avaient pas eu connaissance auparavant, plusieurs participants ont déclaré ignorer que les montants reçus au titre de la RCC variaient en fonction de la province ou du territoire de résidence. Un certain nombre d'entre eux ont également indiqué ignorer quels provinces et territoires appliquaient le système de tarification du carbone fédéral et lesquels (comme la Colombie-Britannique [B.C.] et le Québec) avaient instauré leur propre système. À la question de savoir si, avant de visionner cette vidéo, ils étaient au courant des exemptions accordées aux agriculteurs, peu ont répondu par l'affirmative, à l'exception du groupe de participants résidant dans de grands centres de l'Alberta, dont la plupart se souvenaient d'en avoir entendu parler. De même, seul un petit nombre de participants, tous groupes confondus, étaient au courant du supplément de 20 % à la RCC accordé aux particuliers résidant dans des collectivités rurales ou éloignées. Dans l'ensemble, la plupart d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une approche équitable, et que, compte tenu du rôle important que jouent les agriculteurs en ce qui a trait à la production de denrées alimentaires destinées à la population canadienne, et des difficultés et du manque d'options en matière de réduction des émissions auxquels font face les résidents de collectivités rurales, il était logique que ces mesures soient instaurées. Concernant l'exemption accordée aux agriculteurs, un petit nombre de participants étaient d'un avis quelque peu différent. Ces derniers étaient d'avis qu'étant donné que les agriculteurs étaient déjà largement subventionnés par les gouvernements fédéral et provinciaux, il était injuste qu'ils soient également exemptés du système de tarification du carbone.

Les participants du secteur du centre de l'Ontario et ceux de Terre-Neuve-et-Labrador se sont vu poser une question complémentaire à savoir si les mesures de rechange respectueuses de l'environnement mises en lumière dans la vidéo (comme les déplacements à vélo, la conduite d'une voiture électrique et un chauffage résidentiel plus efficace) constituaient les exemples les plus efficaces des mesures pouvant être prises pour réduire les émissions ou si d'autres exemples devraient être fournis. Si bon



nombre d'entre eux étaient d'avis que les Canadiens pouvaient réduire leurs émissions en adoptant des solutions de rechange plus respectueuses du climat, on était d'avis que les déplacements à vélo étaient irréalistes pour les résidents de collectivités rurales devant souvent parcourir des distances beaucoup plus grandes. Les participants ont de nouveau affirmé que, pour un grand nombre de Canadiens, les mesures consistant à acheter un véhicule électrique ou à rénover sa maison pour la rendre plus écoénergétique risquaient d'être excessivement coûteuses. En discutant d'autres exemples de mesures qui pourraient être adoptées, les participants ont mentionné la culture de sa propre nourriture, la plantation d'arbres, le recours aux transports en commun (pour ceux vivant au sein de collectivités dans lesquelles cette option est réaliste) et l'adoption d'ampoules à diodes électroluminescentes (DEL). À la question de savoir si cette vidéo devrait démontrer les mesures que pourraient prendre des particuliers pour consommer moins d'énergie à la maison (comme de remplacer les vieilles portes et fenêtres, d'optimiser l'isolation et d'acheter des appareils ménagers plus écoénergétiques), si la plupart des participants estimaient qu'il s'agirait de mesures positives à prendre, un certain nombre d'entre eux ont à nouveau mentionné le coût financier associé à l'adoption de ces mesures. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que ces dernières ne concerneraient que les propriétaires et ne seraient donc pas applicables à ceux qui sont actuellement locataires. Quant à la question de savoir si la vidéo devrait recommander de consommer moins de viande comme moyen d'améliorer l'efficacité énergétique, la plupart des participants estimaient que, bien que cela puisse représenter un moyen de réduire les émissions, l'inclusion de cet exemple risquait d'aliéner une grande partie du public.

Les participants de tous les groupes ont été invités à répondre à la question de savoir si, compte tenu de tout ce dont ils avaient discuté jusqu'à présent, ils estimaient que la tarification du carbone constituait un incitatif financier efficace pour motiver les Canadiens à moins polluer. Dans l'ensemble, seul un petit nombre d'entre eux estimait que cette approche serait efficace, la plupart étant d'avis qu'il était peu probable que les ménages soient désireux de réduire leurs émissions ou qu'ils soient en mesure de le faire. En discutant des mesures de rechange qui pourraient être prises, les participants ont suggéré d'offrir davantage d'incitatifs financiers et de remises à ceux qui feraient l'acquisition d'un véhicule électrique ou qui participeraient à des programmes impliquant l'installation de panneaux solaires ou de thermopompes dans leur foyer. Un certain nombre d'entre eux estimaient également que des mesures devaient être prises pour mieux informer les Canadiens des moyens de réduire leurs émissions et de faire en sorte qu'il leur soit plus facile et plus abordable d'adopter les comportements susmentionnés. Quelques participants ont également suggéré que plutôt que de rembourser les revenus générés par le système de tarification du carbone par le biais des RCC, ces fonds devraient servir à financer des initiatives visant essentiellement à promouvoir la durabilité et à lutter contre le changement climatique.

À la question de savoir s'ils pensaient pouvoir modifier leurs habitudes quotidiennes dans le but de réduire leurs émissions et le montant qu'ils paient dans le cadre de la taxe carbone, la plupart des participants estimaient que tous les Canadiens pouvaient probablement trouver les moyens de faire leur part pour atteindre cet objectif. Au nombre des mesures suggérées figuraient un réglage du thermostat à une température moins élevée en été et en hiver, l'achat d'aliments produits localement et l'installation d'appareils électroménagers plus écoénergétiques. Quant à savoir si les Canadiens



seraient prêts à envisager des solutions de rechange à la conduite, dont le covoiturage, l'utilisation des transports publics ou le fait de se déplacer le vélo afin de réduire leur contribution au prix de la pollution, la plupart d'entre eux étaient d'avis que cela varierait probablement d'une personne à l'autre. On estimait que si certains (et en particulier les personnes à faible revenu) se verraient contraints de recourir à ces options plus abordables si elles leur étaient offertes, pour d'autres, la conduite de leur propre véhicule faisait partie intégrante de leurs activités quotidiennes et constituait une habitude qu'ils ne souhaitaient pas ou ne pouvaient pas modifier.

Si la plupart des participants étaient d'avis que le recours à un système de chauffage domestique plus efficace contribuerait à réduire les montants qu'ils versaient au titre du système de tarification du carbone, un certain nombre d'entre eux ont à nouveau mentionné les difficultés auxquelles sont confrontés les ménages à faible et moyen revenu ainsi que les locataires désireux d'adopter ces mesures. À la question de savoir s'ils étaient au courant de l'existence de programmes fédéraux visant à optimiser l'efficacité du chauffage domestique, les répondants étaient plus nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui ignoraient l'existence de ces initiatives. En décrivant les soutiens particuliers qui, selon eux, étaient offerts, les participants ont mentionné (sans toutefois les nommer) des initiatives comme la Subvention canadienne pour des maisons plus vertes et le Programme d'incitatifs pour les véhicules à zéro émission (iVZE). Lorsqu'on leur a demandé si le fait de savoir que le gouvernement du Canada offrait des soutiens de ce type avait modifié leur opinion du système de tarification du carbone, si quelques participants se sont déclarés plus favorables, plusieurs d'entre eux ne considéraient pas ces initiatives comme étant liées et estimaient que les incitatifs offerts aux Canadiens pourraient l'être sans qu'il soit nécessaire de mettre en place un système de tarification du carbone. Quelques-uns d'entre eux ont fait remarquer que le gouvernement fédéral devrait redoubler d'efforts pour faire connaître ces programmes aux Canadiens, estimant qu'un grand nombre d'entre eux n'étaient pas actuellement au courant de l'existence de ces aides.

En discutant des raisons pour lesquelles certaines provinces appliquaient leur propre système alors que d'autres avaient recours au système fédéral de tarification de la pollution, les participants ont fourni diverses explications potentielles. Un certain nombre d'entre eux estimaient que certaines provinces appliquant leur propre système, dont la Colombie-Britannique et le Québec, avaient peut-être déjà mis en place des infrastructures plus efficaces sur le plan énergétique ou avaient déjà adopté des mesures pour réduire leurs émissions avant que le gouvernement du Canada ne mette en place son propre système de tarification du carbone. D'aucuns estimaient en outre qu'il pouvait s'agir d'une décision essentiellement économique, certaines provinces (en fonction de la quantité d'émissions qu'elles produisent) jugeant plus rentable d'utiliser leur propre système que celui du gouvernement fédéral. À la question de savoir s'ils préféreraient que leurs provinces respectives relèvent du système fédéral, d'un système provincial ou d'aucun système, les participants ont exprimé des opinions partagées. Bien que les participants de tous les groupes aient exprimé des opinions relativement contrastées, les participants des groupes basés au Manitoba, à Terre-Neuve-et-Labrador et dans de grands centres de l'Alberta étaient légèrement plus nombreux à privilégier un système provincial que ceux des groupes composés de millénariaux résidant dans les Maritimes, de membres de la génération Z résidant à Calgary et de participants résidant dans le secteur du centre de l'Ontario. Parmi ceux qui étaient en faveur d'un système provincial, on estimait que cette approche serait probablement mieux



adaptée aux besoins individuels de leur province qu'une approche fédérale, qu'ils percevaient comme étant plus universelle et uniforme.

Fabrication de véhicules électriques (région de la Montérégie au Québec)

Les participants résidant dans la région de la Montérégie, au Québec, ont amorcé une brève discussion au sujet d'une annonce récente du gouvernement fédéral concernant la construction d'une nouvelle usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques (VE) dans leur région. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu des nouvelles d'actualité concernant le gouvernement du Canada et les VE, plusieurs d'entre eux se souvenaient d'avoir entendu dire que le gouvernement avait augmenté ses investissements pour la construction et la fabrication de VE et de pièces détachées pour VE au Canada. Quelques-uns d'entre eux se souvenaient également du Programme d'incitatifs pour les véhicules zéro émission (iVZE), sans toutefois pouvoir le nommer. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

L'automne dernier, les gouvernements fédéral et du Québec annonçaient un investissement (conjoint) de 7 milliards de dollars dans l'entreprise Northvolt Batteries North America pour la construction d'une nouvelle usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques à Saint-Basile-le-Grand et à McMasterville, au Québec. Les batteries fabriquées dans cette usine compteront parmi les plus vertes au monde, et l'usine créera jusqu'à 3 000 emplois dans la région. On s'attend également à ce que cet investissement crée directement et indirectement plusieurs centaines d'emplois dans la région.

La quasi-totalité des participants a favorablement réagi à cette information, plusieurs d'entre eux s'attendant à ce que la création de 3 000 emplois soit très bénéfique pour le bien-être économique des personnes vivant au sein de ces collectivités. Plusieurs d'entre eux estimaient que ces investissements auraient un impact positif sur l'économie provinciale et canadienne et espéraient qu'ils encouragent d'autres investissements étrangers au Canada dans les années à venir. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois exprimé des inquiétudes concernant les potentiels problèmes environnementaux liés à l'extraction des matières premières nécessaires à la fabrication des batteries des VE et les difficultés perçues pour recycler en toute sécurité ces dernières une fois qu'elles auront atteint la fin de leur durée de vie utile. Quelques-uns d'entre eux se demandaient également s'il y aurait suffisamment de logements dans leur région pour accueillir des milliers de travailleurs supplémentaires et si la construction de cette usine entraînerait une augmentation du coût du logement au détriment des personnes résidant dans la région.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils s'attendaient à ce que cette mesure les impacte, ou impacte des personnes qu'elles connaissaient ou des membres de leur collectivité, la plupart d'entre eux ont répondu qu'elle aurait un impact direct. S'ils étaient d'avis que cet impact serait surtout positif d'un point de vue économique, certains d'entre eux ont à nouveau exprimé des doutes quant à la capacité de leur région à faire face à l'augmentation de la population locale qu'ils prévoyaient que cette initiative entraînerait. En ce sens, on espérait que le gouvernement fédéral privilégie des

investissements visant à augmenter l'offre de logement locale et à renforcer la capacité d'infrastructures vitales, et notamment de routes, afin d'accueillir les milliers de travailleurs du secteur des VE qui, selon eux, travailleraient dans cette installation.

Immigration (région de la Montérégie, au Québec, région des Laurentides, au Québec)

Les participants de deux groupes composés de résidents des régions de la Montérégie et des Laurentides ont amorcé une discussion portant sur l'immigration. Dans un premier temps, on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'immigration au Québec, et plus généralement, de l'immigration au Canada. Un certain nombre d'entre eux ont dit croire qu'un plafond avait été récemment imposé à l'immigration au Québec, bien qu'aucun d'entre eux ne se souvenait de détails précis à ce sujet. Si certains d'entre eux appuyaient cette mesure, estimant que la province avait accueilli plus d'immigrants qu'elle ne pouvait raisonnablement le faire au cours des dernières années, un nombre à peu près égal de participants se sont dit préoccupés par les répercussions économiques négatives que pourrait avoir cette mesure sur la main-d'œuvre et l'économie de la province. Invités à décrire l'état actuel du système d'immigration au Canada, plusieurs participants étaient d'avis que des processus et des contrôles plus clairs devaient être mis en place pour gérer le flux d'immigration et garantir que les collectivités accueillant les nouveaux immigrants disposent des ressources nécessaires pour faire face à une augmentation de la population. Quelques-uns d'entre eux ont qualifié de relativement ouvert et inclusif le système d'immigration, disant croire qu'il était possible, pour des personnes issues de nombreuses régions du monde, d'immigrer au Canada.

En discutant de ce qu'ils considéraient comme étant les principaux avantages de l'immigration, bon nombre d'entre eux ont mis en avant la capacité du gouvernement fédéral à attirer des travailleurs étrangers qualifiés, et plus particulièrement des médecins et des professionnels de la santé, pour qu'ils viennent travailler au Canada. Plusieurs d'entre eux ont mentionné que, s'ils étaient favorables à une augmentation du taux d'immigration de travailleurs qualifiés, ils espéraient que le gouvernement fédéral réduirait le taux d'immigration de travailleurs étrangers temporaires ou non qualifiés, estimant que ces derniers n'avaient que peu d'effets positifs sur l'économie canadienne. En discutant des autres avantages potentiels de l'immigration, certains considéraient cette dernière comme un moyen d'augmenter l'assiette fiscale et de mieux soutenir la population vieillissante du Canada, en veillant à disposer d'un nombre suffisant de personnes pour remplacer le grand nombre de travailleurs appelés à prendre leur retraite dans un avenir rapproché. Quelques participants du groupe de la région des Laurentides ont également souligné l'importance d'attirer des immigrants francophones afin de protéger et de promouvoir la culture et la langue françaises au Canada.

Il a ensuite été demandé aux participants dans quelle mesure ils étaient d'accord ou en désaccord avec l'énoncé selon lequel « *le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants pour combler les pénuries de main-d'œuvre et donner de l'essor à l'économie* ». Si la plupart des participants se sont dit



d'accord, un certain nombre d'entre eux estimait toutefois que le gouvernement fédéral devait avant tout s'attacher à recruter des immigrants hautement qualifiés pour travailler dans les secteurs prioritaires considérés comme étant confrontés à des pénuries de main-d'œuvre, dont ceux des soins de santé et de l'agriculture. Quelques-uns d'entre eux ont également fait remarquer que s'ils considéraient l'immigration comme étant importante, on devait toutefois en faciliter la gestion et prendre des mesures pour s'assurer de disposer de suffisamment de ressources (notamment de logements) pour répondre aux besoins d'une population croissante. Parmi le petit nombre de participants en désaccord avec cet énoncé, certains estimaient que les avantages économiques liés à l'immigration seraient éclipsés par ce qu'ils percevaient comme étant une exacerbation des enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens à plusieurs autres égards, notamment au coût élevé de la vie, au manque de logements abordables ainsi qu'à la pression exercée sur les infrastructures et services existants (p. ex., les soins de santé, l'éducation et les transports). Dans le même ordre d'idées, certains participants se sont dit préoccupés par le fait que si ces ressources n'étaient pas offertes, certains nouveaux immigrants pourraient se retrouver en situation d'extrême pauvreté, ce qui aurait pour conséquence de les placer dans une position des plus précaires.

À la question de savoir ce que devrait faire le gouvernement du Canada pour répondre aux préoccupations liées à l'immigration, bon nombre d'entre eux ont rappelé l'importance d'une immigration ciblée, visant à faire venir au pays des immigrants possédant des compétences susceptibles de contribuer sans délai à l'économie canadienne. À cet égard, quelques participants estimaient que davantage pouvait être fait pour rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin de s'assurer que les nouveaux immigrants sont en mesure de travailler dans leur domaine d'expertise dès leur arrivée au Canada. On estimait également que davantage de ressources devraient être fournies aux nouveaux immigrants pour les aider à s'établir au Canada et à s'acclimater à leur nouvelle communauté. Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada devait, à leur avis, augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration à un niveau relativement identique, les participants estimant qu'il devait être diminué étaient un peu plus nombreux que les participants estimant qu'il devait demeurer stable. Presque aucun participant n'était d'avis qu'une augmentation du taux d'immigration soit nécessaire.

Problèmes touchant les membres de la communauté 2ELGBTQI+ (personnes 2ELGBTQI+ résidant à Montréal)

Les participants du groupe basé à Montréal composé de particuliers s'identifiant comme membres de la communauté 2ELGBTQI+ ont exprimé leurs points de vue concernant les problèmes auxquels cette communauté était actuellement confrontée au Canada. Lorsqu'on leur a demandé de définir les problèmes les plus urgents à cet égard, les participants ont fourni une série de réponses variées. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que la sensibilisation aux personnes transgenres et l'acceptation de



ces dernières devaient être renforcées partout au Canada. On était d'avis que les personnes transgenres étaient souvent victimes de discrimination dans plusieurs régions du pays et que davantage devait être fait pour protéger leurs droits et assurer leur sécurité. Un certain nombre de participants étaient également d'avis que des investissements plus importants devaient être consentis pour garantir aux personnes 2ELGBTQI+ un accès suffisant à des soins de santé et à des services de santé mentale, ainsi qu'à des lieux sûrs où elles se sentiraient protégées contre toute discrimination. Quelques-uns d'entre eux estimaient que, si des pratiques comme la thérapie de conversion continuaient de poser problème dans certaines régions du pays, la récente mesure du gouvernement du Canada visant à interdire cette pratique avait fortement contribué à protéger les personnes 2ELGBTQI+, et plus particulièrement les jeunes membres de cette communauté.

À la question de savoir quel devrait être, selon eux, le rôle du gouvernement du Canada pour remédier à ces problèmes, les participants estimaient que davantage devait être fait pour protéger et promouvoir les droits des personnes 2ELGBTQI+ garantis par la *Charte canadienne des droits et libertés* et pour veiller à ce que ces personnes ne fassent pas l'objet de discriminations lorsqu'elles cherchent à obtenir un emploi ou à accéder à des services importants et notamment à des soins de santé. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral en ce sens, aucun participant ne se souvenait avoir entendu quoi que ce soit à ce sujet.

En décrivant le niveau d'acceptation, de soutien et d'inclusion dont jouit la communauté 2ELGBTQI+ au sein de la société canadienne, la plupart des participants estimaient que les Canadiens faisaient généralement preuve de tolérance à l'égard de cette communauté, comparativement aux citoyens de nombreuses autres régions du monde. Un certain nombre d'entre eux avait le sentiment que l'acceptation de ces communautés était considérablement plus grande dans les principaux centres urbains, et notamment à Montréal, que dans de plus petites localités ou dans des régions plus rurales. Quelques participants se disaient toutefois d'avis que certains groupes, dont les personnes transgenres ou intersexuées, étaient moins bien compris et faisaient l'objet d'une plus grande discrimination que d'autres groupes de la communauté 2ELGBTQI+.

Quant à savoir si le niveau d'acceptation des personnes 2ELGBTQI+ avait augmenté au fil du temps, plusieurs participants disaient croire que les Canadiens étaient devenus généralement plus tolérants à l'égard de cette communauté au cours des dernières décennies. Cela dit, certains d'entre eux considéraient qu'avec l'avènement des médias sociaux, il était devenu plus facile de diffuser des propos haineux et anti-2ELGBTQI+ en ligne, si bien que les membres de cette communauté étaient plus susceptibles d'être la cible de contenus haineux aujourd'hui que dans le passé. Un certain nombre d'entre eux estimaient que l'inclusion et la représentation accrues des personnes 2ELGBTQI+ dans de nombreux aspects de la vie et de la culture canadiennes avaient contribué à accroître l'acceptation de ces communautés et le soutien qui leur était apporté.

À la question de savoir quelles mesures supplémentaires le gouvernement fédéral devrait prendre pour promouvoir l'acceptation, le soutien et l'inclusion des personnes 2ELGBTQI+ au Canada, bon nombre d'entre elles estimaient qu'il était important de favoriser une plus grande sensibilisation des Canadiens aux problèmes auxquels sont confrontées leurs communautés. On espérait que grâce à une



meilleure connaissance et compréhension, les Canadiens finiraient par mieux accepter les personnes 2ELGBTQI+ et se montreraient plus ouverts à leur égard. Parmi les autres suggestions émises, citons la mise en place de mesures de protection accrues pour les jeunes 2ELGBTQI+ et des consultations plus actives avec les personnes et les organisations 2ELGBTQI+.

Si la plupart des participants estimaient que les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+ s'étaient améliorés au cours des dernières décennies, notamment en ce qui concerne la légalisation du mariage entre personnes de même sexe et le droit à l'adoption pour les couples de même sexe, nombreux étaient ceux qui estimaient que certains problèmes persistaient encore à cet égard. Certains d'entre eux étaient d'avis que les personnes 2ELGBTQI+ continuaient à être victimes d'une plus grande discrimination que les autres Canadiens lorsqu'elles cherchaient à obtenir des soins de santé ou lors d'interactions avec les forces de l'ordre. Certains d'entre eux avaient également le sentiment que les personnes 2ELGBTQI+ se heurtaient à des obstacles importants pour accéder à divers services de santé (y compris à des services de soutien en santé mentale), et notamment à des services d'hormonothérapie. En discutant des mesures que le gouvernement du Canada devrait prendre pour assurer une meilleure protection des droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+, plusieurs participants estimaient qu'une plus grande attention devait être accordée à l'application des lois déjà en vigueur visant à protéger leurs communautés et ce, partout au Canada.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie en matière de protection des droits des personnes 2ELGBTQI+, les participants ont été plus nombreux à répondre par l'affirmative que ceux qui se sont dit d'un autre avis. Ces personnes estimaient que la protection des droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+ avait constitué une des principales priorités du gouvernement fédéral et qu'il avait pris plusieurs mesures constructives à cet égard au cours des dernières années. Le petit nombre de personnes ayant exprimé une opinion différente a réaffirmé que certains groupes (dont les personnes transgenres) continuaient à faire l'objet de discriminations et que tant que ces problèmes ne seraient pas résolus, il leur serait difficile de considérer que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance de mesures particulières prises par le gouvernement du Canada dans ce domaine, les participants ont mentionné des initiatives comme l'installation de toilettes unisexes dans les édifices fédéraux ainsi qu'une sensibilisation accrue, en particulier des jeunes, aux expériences vécues par les personnes 2ELGBTQI+ au Canada. Les participants ont ensuite été invités à évaluer leur propre niveau de sensibilisation à un certain nombre de mesures qu'avait instaurées le gouvernement du Canada en matière de protection des droits et libertés des communautés 2ELGBTQI+. Au nombre de celles-ci figuraient :

- *Un investissement de 75 millions de dollars pour les organisations communautaires 2ELGBTQI+ qui desservent les communautés 2ELGBTQI+ et défendent leurs droits;*
- *L'adoption du projet de loi C-16, une loi visant à reconnaître l'expression et l'identité de genre comme un droit de la personne et à protéger les minorités diversifiées sur le plan du genre contre la discrimination et la propagande haineuse;*
- *L'adoption du projet de loi C-4, Loi modifiant le Code criminel pour interdire la thérapie de conversion;*

- *La mesure adoptée par Santé Canada pour lever l'interdiction de donner du sang visant les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes.*

De toutes ces initiatives, la décision de Santé Canada de lever l'interdiction des dons de sang des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes était la plus connue, tandis qu'un plus petit nombre de participants ont déclaré être au courant de l'adoption de lois, et notamment des projets de loi C-16 et C-4. Aucun participant ne se souvenait avoir entendu parler de l'investissement de 75 millions de dollars destiné aux organisations communautaires 2ELGBTQI+, certains disant croire que ce montant était probablement insuffisant pour améliorer concrètement la protection des droits et des libertés des communautés 2ELGBTQI+.

À la question de savoir ce que devrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer ses relations avec la communauté 2ELGBTQI+, bon nombre de participants estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à augmenter la représentation des personnes 2ELGBTQI+ dans toutes les sphères de la vie canadienne. Ces derniers ont également réaffirmé que le gouvernement fédéral devait davantage consulter les personnes et les organismes 2ELGBTQI+ et veiller à ce que les voix des personnes de cette communauté soient prises en compte au sein de groupes d'experts, de conseils d'administration, de groupes et de comités se consacrant plus particulièrement à des questions relatives aux personnes 2ELGBTQI+. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'accord avec l'énoncé selon lequel le gouvernement du Canada écoute, se préoccupe et répond aux besoins des personnes 2ELGBTQI+, bon nombre de participants ont déclaré l'être, bien qu'un certain nombre d'entre eux aient réaffirmé la nécessité de renforcer la représentation des personnes 2ELGBTQI+ à tous les échelons de l'administration publique. Lors de discussions visant à déterminer si, en tant que personnes 2ELGBTQI+ vivant au Canada, ils étaient optimistes quant à leur avenir, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, estimant que leurs communautés étaient généralement beaucoup plus sûres et mieux soutenues au Canada que dans la plupart des autres régions du globe.

Opioides (Lower Mainland de la C.-B.)

Les participants résidant du Lower Mainland de la Colombie-Britannique ont pris part à une discussion sur la consommation d'opioïdes et les dépendances au sein de leur collectivité. Tous estimaient que la dépendance aux opioïdes constituait une préoccupation majeure à l'heure actuelle et que ce problème s'était considérablement aggravé au cours des dernières années. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient bon espoir de voir des progrès dans ce domaine au cours des prochaines années, les participants étaient à peu près aussi nombreux à s'attendre à ce que la situation demeure inchangée que ceux qui étaient d'avis qu'elle s'améliorerait graduellement. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient au courant de mesures prises par le gouvernement du Canada pour lutter contre la dépendance aux opioïdes en Colombie-Britannique, un certain nombre d'entre eux ont dit croire qu'il avait financé des initiatives visant à réduire les méfaits, notamment la création de sites de consommation supervisée. En discutant de ce qui leur venait à l'esprit en entendant les termes « approvisionnement sûr » et « site de consommation supervisée », la plupart des participants ont dit croire que ces expressions étaient liées à l'objectif global consistant à réduire les méfaits et à veiller à ce que les consommateurs de drogues



consomment des substances « propres » sous la supervision de professionnels de la santé. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

L'approvisionnement sécuritaire consiste à fournir aux personnes présentant un risque élevé de surdose, des médicaments d'ordonnance comme solution de rechange plus sécuritaire à l'offre de substances illégales toxiques. Les services d'approvisionnement sécuritaire peuvent contribuer à prévenir les surdoses, à sauver des vies et à mettre les personnes aux prises avec des dépendances en contact avec d'autres services sociaux et de santé.

Les sites de consommation supervisée offrent un espace sûr et salubre permettant aux personnes concernées d'y apporter leur propre drogue à consommer sous la supervision d'un personnel formé. Cela permet d'éviter les surdoses accidentelles et de réduire la propagation de maladies infectieuses. Ces sites offrent également divers services de réduction des méfaits.

Si la plupart des participants jugeaient important que de telles initiatives de réduction des méfaits soient mises en œuvre, de l'avis général, elles devaient s'accompagner de ressources accrues pour le traitement des personnes aux prises avec des dépendances. On estimait qu'à moins que des mesures soient prises pour s'attaquer aux causes profondes de la dépendance, les problèmes de consommation de substances et de dépendance continueraient à se multiplier dans les années à venir. Les participants se sont ensuite vu présenter l'information suivante concernant les mesures que prenait le gouvernement du Canada pour réduire les méfaits liés à l'usage de substances :

Par l'intermédiaire du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances, le gouvernement finance des projets visant à contrer les méfaits associés à l'usage de substances. Plus précisément, dans le cadre de ce programme, le gouvernement du Canada finance des services d'approvisionnement et des sites de consommation plus sécuritaires, ainsi que des projets axés sur la prévention des surdoses, la sensibilisation, l'aide à la désintoxication, le soutien par les pairs, la sensibilisation, le mentorat ainsi que le soutien en matière de santé mentale, entre autres initiatives.

Dans l'ensemble, si plusieurs participants ont favorablement accueilli ces initiatives, estimant qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne direction, un grand nombre d'entre eux ont réaffirmé qu'il fallait davantage s'attacher à éliminer complètement l'usage de substances illicites et à fournir aux consommateurs de drogues les outils et les traitements dont ils ont besoin pour vaincre la dépendance. On estimait qu'avant que cet objectif soit atteint, ces mesures ne contribueraient que très peu à contrer l'usage de substances illicites au sein de leurs collectivités. Quelques-uns d'entre eux espéraient que les mesures visant à prévenir les surdoses et à accroître la sensibilisation à ces substances contribueraient à alléger la pression exercée sur le système de soins de santé. Les participants se sont ensuite vu transmettre l'information suivante :

L'année dernière, le gouvernement du Canada avait accordé une exemption à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances afin de supprimer les sanctions pénales en cas de possession d'un maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Le gouvernement fédéral a récemment approuvé la demande du gouvernement de la Colombie-Britannique de recriminaliser l'usage de drogues illicites dans les espaces publics. Les personnes d'âge adulte seront



toujours autorisées à avoir en leur possession de petites quantités de drogues illicites et à les consommer en privé, mais pourront être arrêtées si elles les consomment en public.

Bon nombre de participants se sont dit favorables à la décision du gouvernement fédéral d'approuver la demande du gouvernement de la Colombie-Britannique de recriminaliser l'usage de drogues illicites dans les espaces publics. Plusieurs d'entre eux avaient le sentiment qu'à la suite de la décision précédente de décriminaliser ces substances, la consommation de drogues en public était devenue beaucoup plus répandue dans le Lower Mainland. Un certain nombre d'entre eux ont fait part de leurs préoccupations quant à l'impact qu'aurait sur les enfants et les jeunes le fait d'être témoins de la consommation de drogues en public et estimaient inapproprié que ces derniers puissent consommer ces substances dans les espaces publics. On estimait en outre que s'il était important de ne pas accroître la stigmatisation subie par les consommateurs de drogues, il fallait toutefois également mettre en place des règlements pour empêcher la consommation de ces substances en public, et prévoir des sanctions à l'encontre de ceux qui choisiraient d'y contrevenir.

À la question de savoir quelles mesures supplémentaires ils souhaiteraient voir prendre le gouvernement du Canada pour lutter contre la consommation de substances illicites et les dépendances, tous les participants ont réaffirmé qu'ils souhaitaient que le traitement et la sensibilisation soient davantage considérés comme des priorités et que les centres de traitement et les ressources en matière de santé mentale bénéficient d'un financement plus important. Un plus petit nombre d'entre eux se sont dit d'avis qu'une plus grande priorité devait être accordée à prévenir l'afflux, au Canada, de drogues en provenance d'autres parties du monde. Ces participants estimaient que l'on s'attachait de manière disproportionnée à modifier les comportements des consommateurs de drogues plutôt qu'à cibler les personnes impliquées dans le trafic et la distribution de ces substances au Canada.

Protection et promotion du français (région des Laurentides au Québec)

Les participants d'un groupe composé de résidents de la région des Laurentides au Québec ont fait part de leurs points de vue concernant diverses initiatives en lien avec la protection et la promotion du français au Canada qui avaient été annoncées par le gouvernement fédéral. À la question de savoir dans quelle mesure ils estimaient important de protéger et de promouvoir l'usage du français au Canada, plusieurs participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'une priorité majeure et se disaient préoccupés par une diminution importante de l'usage du français parmi les générations futures si aucune mesure n'était prise à cet égard. Un plus petit nombre d'entre eux considéraient qu'il s'agissait d'une priorité « mineure », estimant que même s'il était important de protéger le français, d'autres problèmes plus urgents (comme le coût élevé de la vie) se posaient à l'heure actuelle. En discutant de l'état actuel du français au Canada, si la plupart des participants estimaient que celui-ci était parlé par une grande partie de la population québécoise et que de nombreuses ressources éducatives étaient offertes en français au Québec, ils étaient d'avis que le français n'était que très peu utilisé dans le reste



du pays. Quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il fallait redoubler d'efforts pour encourager les nouveaux immigrants du Québec à apprendre le français, estimant que c'était un apprentissage essentiel pour assurer la viabilité de cette langue à long terme.

À la question de savoir s'ils avaient entendu parler du nouveau Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement canadien, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a élaboré un Plan d'action pour les langues officielles. Le Plan d'action propose plus de 30 mesures visant à atteindre quelques objectifs clés. Une description de ces objectifs et des mesures qui seront mises en œuvre pour les atteindre est fournie ci-dessous :

- **Favoriser une plus grande immigration francophone au Canada**
 - *Élaborer une nouvelle politique d'immigration francophone;*
 - *Intensifier les activités promotionnelles et de recrutement dans les pays francophones;*
 - *Investir dans la formation linguistique des nouveaux arrivants.*

- **Promouvoir des possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie;**
 - *Élargir l'offre de programmes dans des écoles de la minorité francophone hors Québec;*
 - *Financer la mise en œuvre de programmes de français langue seconde partout au Canada.*
 - *Investir dans la création de garderies francophones partout au Canada.*

- **Soutenir les organismes communautaires francophones;**
 - *Accroître le financement d'organismes communautaires francophones;*
 - *Accorder des subventions destinées à des projets visant à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone;*
 - *Accorder des subventions aux artistes francophones.*

- **La création d'un centre au sein la Fondation Héritage Canada** *destiné à aider le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires en guise de soutien aux communautés francophones en situation minoritaire.*

Presque tous les participants ont favorablement accueilli ces mesures, certains d'entre eux louant tout particulièrement les initiatives visant à financer des garderies francophones partout au Canada, à offrir des subventions aux artistes francophones, à créer un centre de la langue française au sein de la Fondation Héritage Canada, ainsi qu'à augmenter les flux d'immigration en provenance de pays francophones. Concernant ce dernier point, on estimait que pour accroître la prévalence de la langue française, cette approche s'avérerait beaucoup plus efficace que les efforts visant à enseigner le français aux nouveaux immigrants à leur arrivée. Un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par les coûts financiers supplémentaires qu'entraîneraient ces mesures et se demandaient si elles pourraient contribuer à la protection de la langue française de manière concrète. Invités à faire part de toute autre mesure que devrait prendre le gouvernement du Canada à cet égard, certains participants ont proposé d'accroître le financement de festivals culturels francophones, tant au Québec qu'à



l'extérieur de la province. On estimait qu'il s'agirait d'un moyen efficace de communiquer et de faire connaître la culture francophone au reste du pays, et de démontrer l'importance de la langue française aux immigrants récemment arrivés au Canada.

Sécurité communautaire (Hamilton)

Les participants résidant à Hamilton ont amorcé une discussion portant sur le taux de criminalité dans leur région et sur leur perception de la sécurité générale au sein de leur collectivité. Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure ils estimaient que Hamilton était sécuritaire à l'heure actuelle, les participants considérant cette ville comme relativement sécuritaire étaient à peu aussi nombreux que ceux se disant d'un autre avis. Les participants considérant leur communauté comme peu sécuritaire ont mentionné des problèmes liés à ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation de l'activité criminelle, à savoir les cambriolages et les effractions, les voies de fait (y compris les fusillades), l'usage de drogues illicites, les dommages matériels ainsi que les problèmes croissants liés à l'itinérance. Un petit nombre d'entre eux ont précisé que s'ils se sentaient relativement en sécurité dans leurs propres quartiers, le contraire était vrai dans d'autres parties de la ville.

La quasi-totalité des participants était d'avis que le taux de criminalité avait augmenté au sein de leur collectivité ces derniers temps. À la question de savoir quels facteurs pouvaient, selon eux, être à l'origine de cette hausse, les participants ont cité un certain nombre de problèmes. Au nombre de ceux-ci figuraient le nombre croissant de personnes aux prises avec des dépendances qu'ils percevaient comme ayant augmenté et des troubles mentaux et les difficultés auxquelles celles-ci étaient confrontées pour pouvoir accéder à un traitement, une augmentation du crime organisé au Canada résultant de l'absence de sanctions pour ceux qui se livrent à des actes criminels, et le désespoir accru de certains en raison du coût élevé de la vie à l'heure actuelle.

À la question de savoir à qui revenait la principale responsabilité de lutter contre la criminalité, un grand nombre de participants étaient d'avis que les forces de l'ordre et les fonctionnaires municipaux avaient le rôle le plus important à jouer à cet égard, surtout en ce qui concerne le financement et la supervision qu'assurent les municipalités en appui aux forces de l'ordre locales. En discutant du rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada dans la lutte contre la criminalité, les participants estimaient qu'il devait avant tout assurer la sécurité des frontières, réprimer le trafic de stupéfiants au Canada, financer des programmes de santé mentale et de lutte contre les dépendances, et imposer des sanctions à ceux qui commettent des infractions criminelles.

À la question de savoir s'ils étaient au courant de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral pour lutter contre la criminalité, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Lorsqu'on leur a demandé s'ils se souvenaient d'initiatives visant à réglementer les armes à feu, un petit nombre d'entre eux ont dit croire que des règlements plus sévères avaient été promulgués quant aux types d'armes à feu, et notamment d'armes de poing, que les Canadiens étaient en droit de posséder. Quelques participants ont déclaré ne pas être en faveur de cette mesure, estimant qu'elle avait injustement impacté les propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi et qu'elle ne s'était pas



avérée très efficace pour sévir contre ceux qui commettent des crimes avec des armes à feu obtenues illégalement. En discutant des mesures supplémentaires que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour lutter contre la criminalité, les participants ont réaffirmé la nécessité d'accroître les services de santé mentale et de traitement des dépendances, et de veiller à ce que les personnes vulnérables aient accès à des logements abordables. On estimait que si l'accès à des biens de première nécessité comme le logement était renforcé, moins de personnes se retrouveraient dans des situations de vie précaires les rendant plus susceptibles de se livrer à des activités illégales. À la question de savoir si la criminalité constituait, à leur avis, une priorité importante sur laquelle le gouvernement du Canada devait se focaliser, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative.

Vol de véhicules (Hamilton)

Les participants résidant à Hamilton ont entamé une discussion portant sur le vol de véhicules et les mesures que le gouvernement fédéral avait récemment mises en œuvre dans le but de remédier à ce problème. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu parler d'initiatives du gouvernement canadien à cet effet, plusieurs ont mentionné l'annonce du Plan d'action national de lutte contre le vol de véhicules (sans toutefois pouvoir le nommer précisément). Un certain nombre de participants ont également dit croire que le gouvernement fédéral avait pris des mesures pour encourager l'industrie automobile à améliorer les fonctions de sécurité des véhicules qu'ils fabriquent, afin de les rendre plus difficiles à voler. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir l'information suivante concernant une série de mesures annoncées par le gouvernement fédéral pour lutter contre le vol de véhicules :

Le gouvernement du Canada s'attaque au vol de véhicules en rendant plus difficiles le vol de véhicules et l'exportation de véhicules volés, notamment :

- **En ayant l'intention de modifier le Code pénal, incluant :**
 - **L'ajout de nouvelles infractions pénales pour les vols de véhicules impliquant :**
 - **Le recours à la violence** ou des liens avec **le crime organisé;**
 - **La possession ou la distribution d'un appareil électronique ou numérique dans le but de commettre un vol de véhicules;**
 - **Le blanchiment de produits de la criminalité au profit d'une organisation criminelle;**
 - **Un nouveau facteur aggravant lors de la détermination de la peine si un délinquant a impliqué un jeune dans la perpétration d'une infraction au Code criminel;**
- **En ayant l'intention de modifier la Loi sur la radiocommunication pour réglementer la vente, la possession, la distribution et l'importation d'appareils utilisés pour le vol de véhicules. Cela confèrera aux organismes chargés de l'application de la loi les pouvoirs qui les habiliteront à retirer du marché canadien les appareils dont on a raison de croire qu'ils servent à voler des véhicules;**



- **Renforcer la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à détecter les conteneurs renfermant des véhicules volés et à les contrôler ainsi qu'à tester des technologies susceptibles de faciliter le travail des agents des services frontaliers;**
- **Allouer 15 millions de dollars aux corps policiers provinciaux, territoriaux et municipaux pour contrer le vol de véhicules, et renforcer les services de police pour sévir contre le crime organisé à l'échelle internationale.**

Tous les participants ont favorablement accueilli ces initiatives, plusieurs d'entre eux mentionnant la mesure visant à conférer aux agents de l'Agence des services frontaliers du Canada une capacité accrue à détecter et à fouiller les conteneurs dont on a raison de croire qu'ils contiennent des véhicules volés, comme étant particulièrement efficace. Au nombre des autres initiatives auxquelles les participants étaient favorables figuraient l'allocation de 15 millions de dollars aux services policiers pour les aider à lutter contre le vol de véhicules ainsi que l'instauration de nouvelles infractions pénales relatives au vol de véhicules, dont un nouveau facteur aggravant lors de la détermination de la peine, pour les délinquants ayant impliqué un jeune dans la perpétration d'un vol de véhicule. Quelques-uns d'entre eux considéraient également que les mesures visant à sévir contre le blanchiment d'argent au profit d'organisations criminelles impliquées dans le vol de véhicules constituaient un pas important pour remédier à ce problème. À la question de savoir s'ils estimaient que l'impact de ces mesures serait majeur, mineur ou nul dans la répression des vols de véhicules, tous les participants s'attendaient à ce qu'il soit mineur. Toutefois, de l'avis général, si ces mesures étaient convenablement mises en œuvre, elles constitueraient une assise solide pour l'adoption future de mesures plus exhaustives visant à résoudre cette problématique.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement anglais

**Privy Council Office
Recruiting Script – May 2024
English Groups**

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, May 7 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (CST)	Saskatchewan	General Population	TBW
2	Wed, May 8 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT)	New Brunswick, Nova Scotia & PEI	Millennials, Ages 28-43	DN
3	Thurs, May 9 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Calgary	Generation Z, Age 18-27	TBW
4	Tues, May 14 th	7:00-9:00 PM	6:00-8:00 (CDT)	Mid-Size & Major Centres Manitoba	Climate Supportive & Ambivalent	MP
6	Thurs, May 16 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Major Centres Alberta	Climate Supportive & Ambivalent	TBW
7	Tues, May 21 st	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EDT)	Central Ontario	Climate Supportive & Ambivalent	DN
9	Thurs, May 23 rd	4:30-6:30 PM	6:00-8:00 PM (NDT)	Newfoundland & Labrador	General Population	DN
10	Tues, May 28 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	Lower Mainland BC	General Population	TBW
12	Thurs, May 30 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EDT)	Hamilton	General Population	DN



Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. IN ALL LOCATIONS: Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Saskatchewan	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Major Centres: Population of 100,000+</p> <p>Saskatoon, Regina</p> <p>Mid-Size Centres: Population of 30,00-100,000</p> <p>Prince Albert, Moose Jaw, Lloydminster</p> <p>Small Centres: Population of <30,000</p> <p>Swift Current, Yorkton, North Battleford, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
New Brunswick, Nova Scotia & PEI	<p>Cities/regions could include (but are not limited to):</p> <p><u>Nova Scotia:</u> Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro</p> <p><u>New Brunswick:</u> Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John</p> <p><u>Prince Edward Island:</u> Charlottetown, Charlottetown Region</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.</p>	CONTINUE – GROUP 2

Calgary	<p>Cities include:</p> <p>Calgary</p> <p>PARTICIPANTS MUST RESIDE IN ABOVE NOTED CITY PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 3
Mid-Size and Major Centres Manitoba	<p>Cities include:</p> <p>Mid-Size Centres: Population of 10,000-100,000</p> <p>Brandon, Steinbach, Winkler, Thompson, Selkirk</p> <p>Major Centres: Population of 100,000+</p> <p>Winnipeg</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Major Centres Alberta	<p>Cities include:</p> <p>Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER. NO MORE THAN 3 PER CITY.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Central Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p> <p>Barrie, Orillia, Belleville, Peterborough, Quinte West, Bancroft, Cobourg, Campbellford, Penetanguishene, Midland, Madoc, Haliburton, Cardiff</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Newfoundland and Labrador	<p>Cities/regions could include (but are not limited to):</p> <p>St. John’s, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl, Labrador City, Grand Falls-Windsor, Paradise</p> <p>ENSURE A GOOD MIX.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Lower Mainland BC	<p>Cities include:</p> <p>Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New</p>	CONTINUE – GROUP 10

	Westminster, North Vancouver, Port Coquitlam, Port Moody ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	
Hamilton	Cities include: Hamilton PARTICIPANTS MUST RESIDE IN ABOVE NOTED CITY PROPER.	CONTINUE – GROUP 12
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-27	IF GROUP 2 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE
28-43	IF GROUP 3 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE
44-49	IF GROUP 2 OR GROUP 3 – THANK AND END FOR ALL OTHERS – CONTINUE
50-54	
55-64	
65+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE. GROUP 3 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 18-27. GROUP 2 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 28-43.

4. **ASK ONLY IF GROUPS 4, 6 & 7** Which one of the following five descriptions most closely resemble your own thinking?
1. I strongly believe in climate change and think it is caused by humans. I am extremely worried about it. I am committed to taking climate action and think my actions would have an effect, but I am not particularly hopeful about progress overall.
 2. I strongly believe in climate change and think it is mostly caused by humans. I am very worried about it. I am willing to take climate action, and think my actions would have some effect.
 3. I mostly believe in climate change and think it is probably caused by humans, but sometimes I feel a bit confused about the issue and am only moderately worried about it. I am somewhat willing to take climate action.
 4. I do not have strong feelings about climate change and am a bit uncertain about what causes it. I am not too worried about it. I am not particularly willing to take climate action and am unsure that my actions would have an effect.
 5. I do not believe in climate change or that it is caused by humans. I feel no confusion about the issue, and am not at all worried about it. I am very unwilling to take climate action and do not think my actions would have any effect.

2 = SUPPORTIVE, 3 = AMBIVALENT. ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO ARE SUPPORTIVE AND AMBIVALENT. GROUPS 4, 6 & 7 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE WHO SAY THEY ALIGN WITH RESPONSE 2 OR 3 AT Q4.

5. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE
Rent	
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	THANK AND END
VOLUNTEERED Don't know/not sure	

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

- 5a. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX.



6. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

7. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

8. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

9. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

10. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

11. **ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

12. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.16**



13. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

14. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

15. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

16. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

17. ASK ALL GROUPS Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Automotive

Construction

Educational Services

Finance & Insurance

Health Care

Social Assistance

Information and Cultural Industries

- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

- 18. ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2023? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

- 19. ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**
ENSURE A GOOD MIX.

20. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

21. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION ON NEXT PAGE**

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement français

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – mai 2024
Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRAT EUR
5	15 mai	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Région de la Montérégie	Population générale	MP
8	22 mai	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Ville de Montréal	Personnes 2ELGBTQI+	MP
11	29 mai	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	La région des Laurentides	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**



Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET CONCLURE
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET CONCLURE
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET CONCLURE
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Région de la Montérégie	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à):</p> <p>Boucherville, Brossard, Châteauguay, Longueuil, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-sur-Richelieu, Salaberry-de-Valleyfield and Vaudreuil-Dorion.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.</p>	CONTINUER – GROUPE 5
Ville de Montréal	<p>Ces villes peuvent comprendre :</p> <p>Ville de Montréal</p> <p>LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER À MONTRÉAL À PROPREMENT PARLER</p>	CONTINUER – GROUPE 8
La région des Laurentides	<p>Ces villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à):</p> <p>Blainville, Boisbriand, Deux-Montagnes, Lachute, Mirabel, Mont-Laurier, Rosemère, Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Doncaster, Saint-Eustache, Mont-Tremblant, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Lin-Laurentides, Saint-Colomban</p> <p>ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 11
<p>RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre</p>		REMERCIER ET CONCLURE



4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUP 8** Vous identifiez-vous comme un ou plusieurs des choix suivants? **[LIRE TOUS ET ACCEPTER PLUSIEURS RÉPONSES]**

Lesbienne
Gai.e
Hétérosexuel.le
Homme
Femme
Queer
Personne transgenre
Bisexuel.le
Bispirituel.le/deux-esprits
Personne non-binaire
En questionnement
Genre fluide
Personne intersexuée
Autre (Veuillez préciser) : _____

RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

SI LA REPONSE N'EST QUE 'HÉTÉROSEXUEL.LE' OU LA REPONSE EST UNIQUEMENT HOMME OU FEMME, REMERCIER ET CONCLURE. ASSURER UN BON MÉLANGE. LIMITER CEUX QUI DIT 'AUTRE, VEUILLEZ PRÉCISER'.

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 27 ans	CONTINUER
28 à 43 ans	
43 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.



7. Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale? **ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN** : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez précisez :	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

- 7a. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo **CONTINUER**
Appartement **CONTINUER**
Maison unifamiliale **CONTINUER**
Maison en rangée **CONTINUER**
Autre, veuillez préciser : _____ **CONTINUER**
ASSURER UN BON MÉLANGE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui **CONTINUER**
Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web



11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**
Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**
3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2023 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.



21. [NE PAS DEMANDER] Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION SAUF **GROUP 8****.

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

22. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé	TOUS LES GROUPES - CONTINUER
Administrations publiques	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	
Arts, spectacle et loisirs	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	
Services professionnels, scientifiques et techniques	
Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Transport et entreposage	
Sans emploi	
Aux études à temps plein	
À la retraite	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

23. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui **CONTINUER À L'INVITATION**

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU NO DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE MAY 2024

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

CARBON PRICING (25 minutes) Saskatchewan

- Have you heard anything about carbon pollution from the news or government announcements (either federal or provincial government announcements)?
 - PROMPT AS NEEDED: What about carbon pollution pricing? Have you heard anything about that?
 - IF YES: What have you heard?
- As far as you know, is there a price on carbon pollution in your province today? (SHOW OF HANDS FOR THOSE WHO THINK THERE IS)

SHOW ON SCREEN

The federal pollution pricing creates a financial incentive for people and businesses to pollute less.

The Canada Carbon Rebate (CCR) is a tax-free amount to help eligible individuals and families offset the cost of the federal pollution pricing.

This year, a family of 4 in Saskatchewan can expect to receive roughly \$1,500. Residents of small and rural communities receive an extra 10% top-up beyond the base rebate amount. Starting April 2024, the Government is planning to double the rural top-up to 20%, because of the increased energy needs of rural residents and their reduced access to transportation options.

- What are your reactions to this information?
- Based on what you know about the price on carbon pollution and the rebate, do you support or oppose the Government of Canada's carbon pricing system? What makes you say that?
- To the best of your knowledge, have you or someone else in your household received this rebate?

- IF YES: Do you think you get back more than you pay in carbon pricing? What makes you say that?
- The Department of Finance Canada has calculated that the average household in Saskatchewan will receive \$349 more than it pays this year. Does this affect your perspective at all?
 - IF SKEPTICAL OF CALCULATION: What makes you question this calculation? What kind of information would you need to see for you to feel that this estimate is accurate?

The Parliamentary Budget Officer (PBO) is a neutral, non-partisan individual independent of government. The PBO is responsible for providing economic and financial analysis to Parliament for the purposes of raising the quality of parliamentary debate and promoting greater budget transparency and accountability.

- The PBO has estimated that around 80% of Canadian families will receive more than they pay in carbon pricing. Does this affect your perspective at all?

BUDGET – SPECIFIC MEASURES (40 minutes) Saskatchewan

Now I'd like to discuss the federal budget...

Every year the federal government announces a budget for the coming year. This is where the government describes what it will invest in and any plans it has for new programs. The government will also make projections on things like the deficit and where the economy is headed. This year's federal budget was announced on April 16th.

- What comes to mind about this year's federal budget? It could be your overall reaction to the budget, or it could be a specific measure you remember from the budget.
 - What makes you say that?

There were many specific measures in the budget, and I want to go over some of the highlights to get your reactions, even if this is the first time you're hearing about them.

I'm going to show you a list of measures that were announced in the budget to get your reactions. Note that this is not an exhaustive list of everything in the budget.

SHOW ON SCREEN

- Stabilizing the cost of groceries by monitoring the big grocers, increasing competition and tackling shrinkflation
- Creating a National School Food Program to provide meals to 400,000 more kids every year
- Cracking down on junk fees and making things like internet and cell phone plans cheaper



- Launching a national pharmacare plan, beginning with universal coverage for birth control and diabetes medication and devices
 - Implementing healthcare agreements with every province and territory to improve access to primary care and reduce wait times
 - Implementing action on Foreign Health Care Credential Recognition to help more healthcare workers practice in Canada
 - Ensuring the wealthiest Canadians pay their fair share by asking the top 0.1% of Canadians to pay a little bit more
- **POLL:** Now I'd like you to select the ones that you think will have the most positive impact on Canadians. You can select up to 2. If you don't think any will have a positive impact, don't select any.
 - Stabilizing the cost of groceries
 - Creating a National School Food Program
 - Cracking down on junk fees and making things like internet and cell phone plans cheaper
 - Launching a national pharmacare plan
 - Implementing healthcare agreements with every province and territory
 - Implementing action on Foreign Health Care Credential Recognition
 - Asking the wealthiest 0.1% of Canadians to pay a bit more in taxes
 - MODERATOR TO GO THROUGH SELECTIONS: Why did you select this measure?
 - Is there anything in this section that the Government of Canada should not be doing?

Now, I want to talk a little bit more about government's proposal to ask the wealthiest Canadians to pay their fair share. For this, I'm going to read out a quote from the Budget speech in the House of Commons:

"In Canada and around the world, the 21st century winner-takes-all economy is making those at the very top richer, while too many middle-class Canadians are struggling just to avoid falling behind. The job of our tax system is to lean against this structural inequality—to fund investments in the middle class, especially in young Canadians, by asking those who are benefitting from the winner-takes-all economy to pay a little bit more. Today, our tax system doesn't do that. Today it is possible for a carpenter or a nurse to pay tax at a higher marginal rate than a multi-millionaire. That isn't fair. That must change. And it will. Our government is raising the inclusion rate to two-thirds on annual capital gains above \$250,000 for individuals. This new revenue will help make life cost less for millions of Canadians, particularly Millennials and Gen Z. It will help fund our efforts to turbocharge the building

of more homes. It will support investments in growth and productivity that will pay dividends for years to come.”

- Do you support or oppose the approach outlined here? Why or why not?
 - Do you have any concerns about tax evasion?
 - Can you think of any other preferred uses for the revenues raised?
- Do you think any of these measures would help ensure younger Canadians get ahead?

HOUSING (40 minutes) Saskatchewan

- Prior to today, has anyone heard of any steps the Government of Canada is taking to try to deal with housing affordability and availability?
 - IF YES: What have you heard?

In addition to what we have already discussed, the Government of Canada introduced a plan to address the housing crisis as part of the budget. The plan lays out a strategy to unlock 3.87 million new homes by 2031. The federal government’s housing plan has three parts. We will go through each part and get your reaction to a few of the specific measures included.

Here is the first part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing in the budget as part of its strategy to help build more homes.

SHOW ON SCREEN

- Signing 179 Housing Accelerator Fund agreements to date to cut red tape, fast tracking an estimated total of over 750,000 housing units over the next decade
 - Using federal lands, such as those used by Canada Post, the Department of National Defense, and federal government office buildings, to build more homes faster
 - Helping to get more rental homes built by investing more than \$15 billion through the Apartment Construction Loan Program, which helps builders get the capital they need for new projects
 - Changing how homes in Canada are built by investing in technology like prefabricated housing factories and pre-approved home design catalogues
 - Streamlining foreign credential recognition in the construction sector and helping skilled trades workers get more homes built
- What do you think of these measures?
 - Do you think they will have an impact on the supply of homes in Canada?
 - What about the affordability of homes?

Here is the second part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing to make it easier to own or rent your home.

SHOW ON SCREEN

- Cracking down on illegal short-term rentals (e.g. Airbnb)
 - Calling on fintech companies, credit bureaus, and lenders to build the ecosystem that will give renters the option to include their rental payment history in their credit scores, helping renters qualify for a mortgage and better rates
 - Creating a Canadian Renters' Bill of Rights to protect renters and provide a clear history of apartment pricing so renters can bargain fairly, crack down on renovations, and create a nationwide standard lease agreement
 - Allowing 30-year mortgages for first-time homebuyers purchasing new builds
 - Extending the ban on foreign homebuyers by two years
 - Restricting the purchase and acquisition of existing single-family homes by very large, corporate investors. The government will consult on how to go about this in the coming months.
- What do you think of these measures?
 - Do you think they will have an impact on the supply of homes in Canada?
 - What about the affordability of homes?
 - Will they make it easier to own a home?

And here is the third part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing to help those who struggle most with the cost of housing.

SHOW ON SCREEN

- Investing \$1 billion in the Affordable Housing Fund to support non-profit, co-operative, and public housing providers and respond to the needs of those most impacted by the housing crisis
 - Creating a Rental Protection Fund to help affordable housing providers buy units and preserve rents at a stable level instead of being turned into luxury condos
 - Increasing funding to support organizations that prevent and reduce homelessness
- What do you think of these measures?
 - What impact, if any, will they have on helping those who struggle to afford housing find a place to call home?



- Now that you have seen this list of highlights from the budget, I'd like you to think of a word that describes your overall reaction to the budget. That is, think of a word you would use to describe the budget overall.
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: What word did you choose and why did you pick that word?
- Now, thinking about all of the measures we have discussed today, do you think any of them will help younger Canadians, and help ensure all generations – especially young people – have access to a variety of affordable housing options?

PRIORITIES (20 minutes) Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador

- What would you say is the top priority the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about climate change? How big of a priority should climate change be?
 - Why do you feel this way?
- Does climate change affect the cost of living?
 - IF YES: In what ways? Why do you feel this way?
- What are the worst impacts of climate change?
 - IF NOT MENTIONED: What about extreme weather events, wildfires, pollution, natural disasters, or droughts?
 - How concerned are you, if at all, about these impacts?
 - What do you find most concerning?
- What do you see as being the biggest barriers to taking action against climate change?
- How important is it, if at all, for Canada as a whole and individual Canadians to take action to address climate change?
 - IF IMPORTANT: Can you explain why you feel it is important?
 - Is it important to you that Canada be a global leader when it comes to taking climate action? Why or why not?
 - How much responsibility, if any, do you feel personally to take action to help fight climate change?
 - What about protecting the environment? Do you feel any responsibility to take action to protect the environment?

On a per person basis, Canadians are among the top 10 emitters of carbon pollution in the world.

[Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Among the top carbon polluters in the world, on a per person basis, Canada has the second-highest GHG emissions.]

- How do you feel when you hear this? Does it change your feelings about whether Canada should take climate action?

CARBON PRICING (OVERVIEW) (45 minutes) Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador

- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Have you seen, read, or heard lately about a price on pollution, sometimes known as a ‘carbon tax’?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Do you know how the carbon pricing system works in Canada?
 - IF YES: How would you explain it?
 - Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador IF NOT MENTIONED: Who has heard about the Canada Carbon Rebate? (SHOW OF HANDS)
 - Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador IF YES: Can you explain how it works?

Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador I’m now going to share with you some information about the carbon pricing system.

SHOW ON SCREEN – Maritime Millennials, Calgary Generation Z

Pollution pricing, also known as carbon pricing, works by adding a levy or charge on carbon emissions.

This means there is a cost associated with polluting to encourage individuals and businesses to seek out cleaner options for things, like energy production, home heating, and transportation.

Revenues from the price on pollution are returned to Canadians each quarter through the Canada Carbon Rebate (CCR).

SHOW ON SCREEN – Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador

- The Government of Canada has put a fee on carbon pollution.
- Some people will reduce their carbon emissions to avoid paying the fee, while others may continue emitting as before.
- All the money collected from this fee, including from businesses, is pooled together and then split equally among every household in a province, through the Canada Carbon Rebate (CCR).
- This means that those who reduce their carbon emissions will benefit more, because they get the same rebate amount as everyone else in their province but have paid less in fees.
- Those who don't cut their emissions end up paying more but get the same rebate amount as everyone else in their province.
- After all the money (including from businesses) is pooled together and split equally, about 8-in-10 Canadian households get more money back through the Canada Carbon Rebate than they pay in fees.
- Over time, as more people try to pay less in fees by reducing their carbon emissions, carbon pollution will decrease overall.
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador What are your reactions to this?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Had you heard any of this information before? Is any of it new to you?



- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Is there any information that is unclear, or you have questions about?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Is there any other information you would like to know that isn't included?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z What does the term "pollution pricing" mean to you?
 - What about "carbon pricing"?
 - Are these two terms essentially the same or are they different?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z Prior to this focus group, who had heard about the Canada Carbon Rebate? (SHOW OF HANDS)
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z FOR THOSE WHO HAD HEARD OF THE CANADA CARBON REBATE: Can you explain how it works?
 - Has your household received the Canada Carbon Rebate?
 - IF RECEIVED: When did you receive it?
 - How much did you receive?
 - Do you think the amount you received from the Canada Carbon Rebate was more than the amount you paid into the price on pollution? Why or why not?
 - How much would you estimate you paid vs how much you received?
- Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Now that you've seen this information, can you summarize how the carbon pricing system works?

Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador I'd like to focus a bit more on the Canada Carbon Rebate...

- Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Do you think the Canada Carbon Rebate helps Canadians afford the things they need?



- Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador What are your reactions to the fact that 8 out of 10 households get more back than they spend on the price on pollution?
 - Do you have any questions about this number?
- Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Is this approach effective at reducing emissions? Why or why not? How do you know?
- Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Is this approach fair? Why or why not?

Maritime Millennials, Calgary Generation Z I'm now going to share with you some more information about pollution pricing.

SHOW ON SCREEN – Maritime Millennials, Calgary Generation Z

As mentioned earlier, all revenues are returned to the province or territory in which they were collected.

Most of the revenues – about 90% – are delivered to families through the Canada Carbon Rebate, paid every three months.

8 out of 10 households get back more money through these rebates than they pay.

The remaining revenues benefit Indigenous communities and small businesses.

- Maritime Millennials, Calgary Generation Z What are your reactions to this?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z Is there any information that is unclear, or you have questions about?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z Does this information make you feel better, worse, or have no impact on your impression of the price on carbon pollution?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z How do you feel about the revenues from the Canada Carbon Rebate going back to individuals, businesses, and Indigenous groups?
 - Do you think that this helps Canadians afford the things they need?



- **Maritime Millennials, Calgary Generation Z** What are your reactions to the fact that 8 out of 10 households get more back than they spend on the price on pollution?
 - Do you have any questions about this number?
- **Maritime Millennials, Calgary Generation Z** Is this approach effective at reducing emissions? Why or why not? How do you know?
- **Maritime Millennials, Calgary Generation Z** Is this approach fair? Why or why not?

Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador I'm now going to show you an argument in favour of carbon pricing...

SHOW ON SCREEN - **Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador**
Carbon pricing is an effective and cost-efficient way to tackle climate change, while still giving businesses and Canadians the flexibility to decide how to make the switch to less-polluting alternatives.

The idea is that when businesses and Canadians start to make the switch, they create demand for things like clean tech, and end up attracting new investments to our economy, which can help create jobs and growth.

Various international organizations say that putting a price on pollution is the most cost-effective and flexible way to reduce emissions, and over 200 Canadian-based economists support this system.

- **Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador** What are your reactions to this?
- **Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador** Have you heard this argument in favour of carbon pollution pricing before, or is it new to you?
- **Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador** Do you have any questions related to this argument?

- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Does this argument make you feel better, worse, or have no impact on your impression of the price on carbon pollution?

Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador I've got another argument in favour of carbon pricing I'm going to show you...

SHOW ON SCREEN - Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Carbon pricing can help protect our environment and the well-being of future generations.

It is a major part of Canada's climate plan and accounts for a third of Canada's emission reduction goals. Carbon pricing is aimed at reducing greenhouse gas emissions (GHGs) which are major contributors to increasingly intense wildfires, droughts, and floods.

- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador What are your reactions to this?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Have you heard this argument in favour of carbon pollution pricing before, or is it new to you?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Do you have any questions related to this argument?
- Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador Does this argument make you feel better, worse, or have no impact on your impression of the price on carbon pollution?



CARBON PRICING VIDEO (40 minutes) Maritime Millennials, Calgary Generation Z, Mid-Size and Major Centres Manitoba Climate Supportive & Ambivalent, Major Centres Alberta Climate Supportive & Ambivalent, Central Ontario Climate Supportive & Ambivalent, Newfoundland and Labrador

I'm now going to show you a video from the Government of Canada that informs Canadians about the carbon pricing system. I will show the video to you twice, and then we will discuss what we thought about it. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about the video.

SHOW VIDEO. MODERATOR SHOWS THE AD TWICE

- After watching this video, what are your initial reactions?
- Was the explanation clear?
 - What, if anything, was unclear or could be improved?
- Did the video introduce any new information that you did not know prior to this focus group?
 - IF YES: What information was new for you?
- Now that you've seen this video, can you summarize how the price on pollution works?
- Prior to seeing this video, were you aware of the exemptions for farmers?
 - What are your reactions to these exemptions?
- Prior to seeing this video, were you aware of the 20% bonus on the Canada Carbon Rebate for those living in rural or remote communities?
 - How do you feel about this bonus?

Now, thinking about everything we've discussed so far...

- Do you believe the price on carbon pollution is effective in creating a financial incentive to pollute less? Why or why not?
 - I'll get your opinions on other approaches shortly, but thinking about this carbon pricing system specifically, how would you improve it, if at all?
- Do you think you can change your daily habits to lower your emissions and pay less into the carbon price?
 - IF YES: What kind of changes would you consider making?
- Do you think people will look for alternatives to driving, such as driving less, carpooling, taking public transportation where it's available, biking where it's available, or things like that to pay less into the price on pollution? Why or why not?

- Based on your understanding of the carbon pricing system, would using more efficient home heating reduce your carbon price costs?
 - Are you aware of any federal government programs that assist with home heating efficiency?
 - Would your view of the carbon pricing system change if you knew the Government of Canada provided support for energy-efficient heating?

And now thinking about the various approaches to the pollution pricing system within Canada...

- Why do you think some provinces use the federal pollution pricing system while others use their own provincial systems?
- Would you rather your province be part of the federal pollution pricing, a provincial system, or no system at all? Why do you feel this way?
 - IF NO SYSTEM AT ALL: Do you think it should be free to emit carbon pollution, do you think there should be a cost imposed, or would you propose something different?
 - IF SOMETHING DIFFERENT: What would you propose instead?
 - Do you think this would be more effective than the current pollution pricing system? What makes you say that?

PERFORMANCE AND PRIORITIES – [LOCAL ISSUES/INDUSTRIES/HOUSING] (20-25 minutes)

Montréal, Montréal 2SLGBTQI+, Laurentides Quebec, Hamilton

- **Montréal, Montréal 2SLGBTQI+, Laurentides Quebec, Hamilton** What does the Government of Canada do well?
- **Montréal, Montréal 2SLGBTQI+, Laurentides Quebec, Hamilton** What does the Government of Canada need to improve on?
- **Montréal, Montréal 2SLGBTQI+, Laurentides Quebec, Hamilton** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - **Montréal** What are the top issues in your community specifically that the federal government should be prioritizing?
 - **Montréal** Has the Government of Canada done anything to address these issues?
 - **Montréal 2SLGBTQI+** IF NOT MENTIONED: What about the cost of living? **Laurentides Quebec, Hamilton** What about housing?
 - **Montréal 2SLGBTQI+** What have you seen, read, or heard lately about work the Government of Canada is doing to address the cost of living and housing?
 - **Montréal 2SLGBTQI+** How do you expect the cost of living to change a year from now? Do you think things will be better, worse, or stay the same as they are now? Why?

- **Laurentides Quebec, Hamilton** What are the biggest challenges in housing that the Government of Canada should be addressing? Why should this challenge be prioritized?
 - **Laurentides Quebec, Hamilton** IF NOT MENTIONED: What about helping Canadians buy their first homes?
 - **Laurentides Quebec, Hamilton** IF NOT MENTIONED: What about building more homes?
- **Laurentides Quebec, Hamilton** What have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada's work on housing?
 - **Laurentides Quebec, Hamilton** How do you feel about what you've seen, read, or heard?
- **Montréal** What are the most important sectors and industries for your community?
 - **Montréal** Which sectors and industries in your community do you feel need the most help?
 - **Montréal** IF NOT MENTIONED: What about agriculture?
 - **Montréal** Has the Government of Canada done anything to support these sectors and industries?
 - **Montréal** And thinking about the agriculture sector specifically, what would you like to see the Government of Canada do, if anything, to support this sector?

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5 minutes) **Montréal, Montreal 2SLGBTQI+, Lower Mainland BC, Laurentides Quebec, Hamilton**

Montréal And now thinking more broadly...

- **Montréal, Montreal 2SLGBTQI+, Lower Mainland BC, Laurentides Quebec, Hamilton** What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - **Montreal 2SLGBTQI+** What are your reactions to this news?
- **Montreal 2SLGBTQI+** What are your primary sources for news? (TV news, radio, social media, friends/family)

ELECTRIC VEHICLES (20 minutes) **Montréal**

- Has anyone heard of any news related to the Government of Canada and electric vehicles recently?

SHOW ON SCREEN:

The federal and Quebec governments announced last fall that they are investing \$7B (combined) in Northvolt Batteries North America to build a new electric vehicle battery manufacturing facility in

Saint-Basile-le-Grand and McMasterville, Quebec. The batteries produced at this facility will be among the greenest batteries in the world, and the plant will create up to 3,000 jobs in the region. This investment is also estimated to directly and indirectly create thousands of jobs across the country.

- What are your reactions to this? What do you think the impacts of this investment will be? How do you think this investment will impact Quebec's economy?
 - AS NEEDED: What about when it comes to creating jobs? Do you believe the job creation from Northvolt's new plant will have a direct or indirect impact on you, someone you know, or your community?
 - IF NO: Do you think this will impact you, someone you know, or your community in any other ways?
 - IF YES: In what ways?
- Do you have any questions or concerns about this investment?

Jobs (30 minutes) **Montréal, Hamilton**

Montréal Now I'd like to talk about the job market more broadly...

Hamilton Shifting topics...

- **Montréal** Overall, how would you rate the state of the job market in Canada? Is it good, poor, or somewhere in between? Why?
 - **Montréal** How easy is it for someone like you to find a job in the field you're interested in? Are there any challenges/barriers you've encountered when searching for work?
 - Are there enough job opportunities in your area?
 - **Montréal** Are there labour shortages in your area?
 - IF YES: What are the impacts of labour shortages in your area?
- **Hamilton** Generally, how would you describe the Government of Canada's management of the economy?
 - Are they generally on the right track or the wrong track? What makes you say that?
- **Hamilton** Which economic issues do you think are the most important?
- **Hamilton** Do you feel that your wages are keeping up with the cost of living and inflation? Why or why not?



- **Hamilton** Overall, how would you rate the state of the job market right now? Is it good, poor, or somewhere in between? Why do you feel this way?
- **Montréal, Hamilton** Thinking about five years from now, do you imagine the Canadian job market will be worse, better, or the same? What makes you say that? Why do you feel this way?
- **Montréal, Hamilton** Thinking five to ten years in the future, what do you think the job market in Canada might look like?
 - Which industries do you think will see the most growth?
 - Which skills do you think will be in demand?
 - How confident do you feel, if at all, that you will have a good job in this future economy? Why do you feel this way?
- **Montréal, Hamilton** Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to ensuring workers get the skills training they need to stay competitive?
- **Montréal, Hamilton** Would you say the Government of Canada is on the right track or wrong track when it comes to creating good jobs in Canada?
- **Montréal, Hamilton** Are you aware on any work the Government of Canada is doing to help create jobs, provide skills training, or otherwise support workers?
 - What should the Government of Canada do to help?

IMMIGRATION (25 minutes) **Montréal, Laurentides Quebec**

Changing topics again ...

- Have you seen, read, or heard any news related to immigration in Canada or Quebec recently?
 - What do you think about what you saw, read, or heard?
- Overall, how would you describe the current state of the immigration system in Canada?
- What do you think are some of the benefits of welcoming new immigrants to Canada?
- To what extent do you agree or disagree with the following statement: “Canada needs to welcome more new immigrants to fill labour shortages and grow the economy.”?
 - Why do you feel this way?



- Do you have any concerns about welcoming new immigrants?
 - IF YES: What are your concerns?
 - What should the Government of Canada do to address these concerns?
- Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
 - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?
- Before we close, do you have any other thoughts you would like to share on the Canadian immigration system?

2SLGBTQI+ (70 minutes) Montreal 2SLGBTQI+

- 2SLGBTQI+ individuals have different perspectives and lived experiences, and it can sometimes be difficult to discuss issues facing this group broadly. However, from your individual perspectives, what are some of the more pressing issues impacting 2SLGBTQI+ folks?
 - What role, if any, does the Government of Canada have in addressing these issues?
 - What work, if any, has the Government of Canada done to address these issues?
- How would you describe the level of acceptance, support, and inclusion that Canadian society has for the 2SLGBTQI+ community? Why do you feel this way?
 - Has the level of acceptance, support, and inclusion changed over time?
 - IF YES: How so? What's behind this change?
 - IF NOT MENTIONED: Has the level of hate against the 2SLGBTQI+ community changed over time?
 - IF YES: How so? What's behind this change?
 - What should be done to promote the acceptance, support, and inclusion of 2SLGBTQI+ individuals in Canadians society?
- How would you describe the current state of 2SLGBTQI+ rights and freedoms?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to 2SLGBTQI+ rights and freedoms in schools? At the workplace? In the healthcare system?
 - Has the state of 2SLGBTQI+ rights and freedoms changed more recently?
 - IF YES: How so? What do you think is behind this change?
 - What are your biggest concerns about the state of 2SLGBTQI+ rights and freedoms in Canada today?
 - What should the Government of Canada do to promote and protect 2SLGBTQI+ rights and freedoms?
- When it comes to promoting and protecting 2SLGBTQI+ rights and freedoms, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?

- IF WRONG TRACK: What could the Government of Canada do to get on the right track?
- Are you aware of any work the Government of Canada is doing to protect and promote 2SLGBTQI+ rights and freedoms in Canada?
 - More broadly, are you aware of any work the federal government has done to support the 2SLGBTQI+ community? What are your reactions, feelings, or thoughts to this?
 - IF NOT MENTIONED: What about investing \$75 million for 2SLGBTQI+ community organizations that advocate for and serve 2SLGBTQI+ communities?
 - IF NOT MENTIONED: What about passing Bill C-16, a law written to recognize gender expression and gender identity as a human right and protect gender diverse individuals from discrimination and hate propaganda?
 - IF NOT MENTIONED: What about Bill C-4, an Act to amend the Criminal Code to ban conversion therapy?
 - IF NOT MENTIONED: What about Health Canada lifting the ban on blood donations from men who have sex with men?
- What should the Government of Canada do to improve relations with the 2SLGBTQI+ community?
 - Would you agree or disagree with the statement that the Government of Canada listens, cares, and responds to the needs of folks within the 2SLGBTQI+ communities? Why or why not?
- When thinking about your future living in Canada, what makes you feel optimistic?

WILDFIRES (15 minutes) Lower Mainland BC

- IF NOT MENTIONED: Have you seen, read, or heard about the federal government's response to the wildfires?
 - How would you describe the Government of Canada's response to the wildfires?

SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada's approach to managing wildfires involves supporting communities in getting prepared, providing information through real-time monitoring, and offering support to communities and individuals impacted by wildfires.

In Budget 2024, the Government of Canada has committed to take several additional actions to help those affected by wildfires:



- **Doubling the Volunteer Firefighter and Search and Rescue Volunteer Tax Credits**, which will increase from \$3,000 to \$6,000 for 2024, saving volunteer firefighters up to an additional \$450 per year.
- **Investing \$800,000 more to expand firefighting capacity** to help expand training program for firefighters to respond to wildfires that impact urban areas. This builds on existing funding to support the federal government's commitment to train 1,000 wildland firefighters.
- Partnering with Indigenous Peoples to save lives and better protect communities against wildfires including:
 - Investing over \$145 million to help First Nations communities prepare for emergencies;
 - Providing \$20.9 million for fire prevention in First Nations communities; and,
 - Committing \$9 million to help support Indigenous governments directly affected by the 2023 wildfires in the Northwest Territories.
- What are your initial thoughts about these actions?
 - Is the Government of Canada doing enough to help communities affected by the wildfires?
 - What more should the federal government be doing?

CAPITAL GAINS (15 minutes) Lower Mainland BC

- IF NOT MENTIONED ABOVE: Have you heard anything about the proposed change to capital gains taxes?

SHOW ON SCREEN

Capital gains are the profits people make when they sell valuable assets they own for more money than they originally paid for them. Capital gains can be made from valuable assets like real estate, stocks and bonds, mutual funds, precious metals, art and collectibles, cryptocurrencies, vehicles, personal property, and more.

In Canada, capital gains are subject to taxation. When someone sells a valuable asset for more than its original cost, they'll owe taxes on the capital gain. Note that there is no capital gains tax on the sale of a primary home; that is, capital gains taxes only apply when people own multiple real estate properties and sell the ones they don't live in.

The Government of Canada is proposing to raise taxes on some of the wealthiest Canadians by increasing the tax on their capital gains above \$250,000. The government estimates that this change would only impact 0.1% of Canadians in any given year.

- What do you think of this proposed change?
- Who do you think will be impacted by this change?
- Do you think you will pay more in taxes because of this proposed change, pay less, or you won't be impacted?
 - IF EXPECT TO PAY MORE: Why do you think you will pay more in taxes?

HOUSING (40 minutes) Lower Mainland BC

- Prior to today, has anyone heard of any steps the Government of Canada is taking to try to deal with housing affordability and availability?
 - IF YES: What have you heard?

In addition to what we have already discussed, the Government of Canada introduced a plan to address the housing crisis as part of the budget. The plan lays out a strategy to unlock 3.87 million new homes by 2031. The federal government's housing plan has three parts. We will go through each part and get your reaction to a few of the specific measures included.

Here is the first part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing in the budget as part of its strategy to help build more homes.

SHOW ON SCREEN

- Signing 179 Housing Accelerator Fund agreements to date to cut red tape, fast tracking an estimated total of over 750,000 housing units over the next decade
 - Using federal lands, such as those used by Canada Post, the Department of National Defense, and federal government office buildings, to build more homes faster
 - Helping to get more rental homes built by investing more than \$15 billion through the Apartment Construction Loan Program, which helps builders get the capital they need for new projects
 - Changing how homes in Canada are built by investing in technology like prefabricated housing factories and pre-approved home design catalogues
 - Streamlining foreign credential recognition in the construction sector and helping skilled trades workers get more homes built
- What do you think of these measures?
 - Do you think they will have an impact on the supply of homes in Canada?

- What about the affordability of homes?

Here is the second part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing to make it easier to own or rent your home.

SHOW ON SCREEN

- Cracking down on illegal short-term rentals (e.g. Airbnb)
 - Calling on fintech companies, credit bureaus, and lenders to build the ecosystem that will give renters the option to include their rental payment history in their credit scores, helping renters qualify for a mortgage and better rates
 - Creating a Canadian Renters' Bill of Rights to protect renters and provide a clear history of apartment pricing so renters can bargain fairly, crack down on renovations, and create a nationwide standard lease agreement
 - Allowing 30-year mortgages for first-time homebuyers purchasing new builds
 - Extending the ban on foreign homebuyers by two years
 - Restricting the purchase and acquisition of existing single-family homes by very large, corporate investors. The government will consult on how to go about this in the coming months.
- What do you think of these measures?
 - Do you think they will have an impact on the supply of homes in Canada?
 - What about the affordability of homes?
 - Will they make it easier to own a home?

And here is the third part, which highlights some of the measures the Government of Canada is proposing to help those who struggle most with the cost of housing.

SHOW ON SCREEN

- Investing \$1 billion in the Affordable Housing Fund to support non-profit, co-operative, and public housing providers and respond to the needs of those most impacted by the housing crisis
 - Creating a Rental Protection Fund to help affordable housing providers buy units and preserve rents at a stable level instead of being turned into luxury condos
 - Increasing funding to support organizations that prevent and reduce homelessness
- What do you think of these measures?
 - What impact, if any, will they have on helping those who struggle to afford housing find a place to call home?



- Now that you have seen some highlights from the budget regarding wildfires, the proposed change to the capital gains tax, and housing, I'd like you to think of a word that describes your overall reaction to the budget. That is, think of a word you would use to describe the budget overall.
 - MODERATOR TO ASK EACH PARTICIPANT: What word did you choose and why did you pick that word?
- Now, thinking about all of the measures we have discussed today, do you think any of them will help younger Canadians, and help ensure all generations – especially young people – have access to a variety of affordable housing options?

OPIOIDS (30 minutes) Lower Mainland BC

Moving on to a different topic ...

- Would you say that opioid addiction is a major issue, a minor issue, or not an issue at all in your community?
- Briefly, how has this issue evolved over time? Has it gotten better or worse?
- Are you hopeful that there will be progress on this issue in the coming years? Why or why not?
- What, if anything, has the Government of Canada done to address opioid addiction in British Columbia?
- What comes to mind when you hear the term “safe supply”? What comes to mind when you hear “supervised consumption sites?”

CLARIFY:

Safe supply refers to providing prescribed medications as a safer alternative to the toxic illegal drug supply to people who are at high risk of overdose. Safer supply services can help prevent overdoses, save lives, and connect people who use drugs to other health and social services.

Supervised consumption sites provide a safe, clean, space for people to bring and consume their own drugs in the presence of trained staff. This prevents accidental overdoses and reduces the spread of infectious diseases. They also offer a range of harm reduction services.



- What are your reactions to hearing these definitions?
- How important, if at all, is it for those suffering with opioid addiction to have access to a safe supply and supervised consumption sites? Why do you feel this way?
- What role does the Government of Canada have in safer supply services and supervised consumption sites?

CLARIFY: Through the Substance Use and Addictions Program (SUAP), the Government of Canada is funding projects that address the harms associated with substance use.

More specifically, through this program, the Government of Canada is funding safer supply and consumption site services. They are also funding projects that focus on things like overdose prevention, education, detox support, peer support, outreach, mentorship, mental health supports, among other initiatives.

- What are your reactions to the Government of Canada investing in harm reduction projects?
 - What impacts, if any, do you expect these projects to have?

Last year, the Government of Canada granted an exemption to the Controlled Drugs and Substances Act to remove criminal penalties for possession of up to 2.5 grams of certain illegal drugs in British Columbia. Recently, the federal government approved the BC government's request to recriminalize the use of illicit drugs in public spaces. Adults will still be allowed to carry small amounts of illicit drugs and use them in private, but they could be arrested for using them in public.

- What are your reactions to this approach?
 - What impacts, if any, will this have?
 - Will this have an impact on crime in British Columbia? Why do you feel this way?

What else would you like to see the Government of Canada do to address these issues?

HEALTH CARE (20 minutes) Laurentides Quebec

- IF HEALTHCARE MENTIONED EARLIER AS A TOP ISSUE: Some of you noted that health care is one of the top issues impacting Quebeckers.



- IF HEALTHCARE NOT MENTIONED EARLIER AS A TOP ISSUE: Thinking of the issues you identified as being the top issues impacting Quebeckers, where does health care fit in? Is it more important, less important, or of the same importance?
- How would you rate the quality of the healthcare system where you live? What makes you say that?
- And what about access to healthcare services? What makes you say that?
- What are the biggest challenges facing health care in your area?
- Has anyone heard about any commitments or announcements made by the Government of Canada on healthcare?
 - PROBE: Have you heard anything about negotiations between the federal and provincial governments on funding for health care?
 - IF YES: What did you hear? What were your impressions of the negotiations?
- Would you say that when it comes to health care, the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
 - IF WRONG TRACK: What could the federal government do to get on the right track?

PROMOTING AND PROTECTING THE FRENCH LANGUAGE (35 minutes) Laurentides Quebec

Moving on to a different topic...

- How big of a priority should protecting and promoting the French language in Canada be?
- How do you feel about the state of the French language in Canada?
- What, if anything, is the Government of Canada doing to help protect and promote the French language?
 - IF NOT MENTIONED: Has anyone seen, read, or heard anything about the Government of Canada's new Action Plan for Official Languages?

The Government of Canada has an Action Plan for Official Languages. The Action Plan proposes over 30 measures aimed at achieving a few key objectives. First, I'm going to share with you the key

objectives and a few examples of the proposed measures, and then I'll ask for your thoughts.

SHOW ON SCREEN ONE AT A TIME

Encouraging more Francophone immigration to Canada

Examples of measures:

- Creating a new French immigration policy;
- Expanding global promotion and recruitment work in French-speaking countries; and
- Investing in language training for newcomers.

Promoting lifelong learning opportunities in French

Examples of measures:

- Expanding program offerings in French minority-language schools outside of Quebec;
- Investing in French second-language programs throughout Canada; and
- Investing in Francophone child care centres across Canada.

Supporting French community organizations

Examples of measures:

- Boosting funding to Francophone community organizations;
- Providing grants to projects that strengthen attachment to the French language and Francophone culture; and
- Providing grants to Francophone artists.

Creating a centre within Heritage Canada that supports the Government of Canada in taking additional steps to support French language minority communities.

- What are your reactions to each of these objectives and measures?
- Which do you feel will have the greatest impact on promoting and protecting the French language?
- Is there anything here the Government of Canada should not be doing? Why?
- What else should the Government of Canada do to promote and protect the French language?

COMMUNITY SAFETY (25 MINUTES) Hamilton

Now turning to community safety ...

- Do you feel that your community is safe? Why or why not?
- As far as you can tell, has there been an increase, decrease, or no change in the level of crime in your community?
 - IF INCREASE: What have you noticed specifically?
 - What do you think is behind the increase in crime? What are some of the causes?
- Who is most responsible for dealing with crime?
 - What role does the Government of Canada have when it comes to addressing crime?
- Do you know of anything the Government of Canada has done over the last few years to address crime? Are you aware of anything they are doing now?
 - IF NOT MENTIONED: What about any work on gun control?
 - IF AWARE: What are your reactions to this?
- Can you think of anything else the Government of Canada could do to prevent crime?
 - PROBE: What about more mental health services? Addiction treatment? Housing?
 - Would these have an impact? Why or why not?
 - Should they be a priority for the federal government?
- What else should the Government of Canada do to help reduce crime?

AUTOMOBILE THEFT (30 minutes) Hamilton

Now I'd like to focus specifically on auto theft...

- Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address auto theft?
 - IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this? What do you think about what you heard?

The federal budget announced new measures to crack down on auto theft, in addition to some actions the federal government undertook a couple of months ago.

I'm now going to show you some of these (including actions already underway) ...

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada is cracking down on auto theft to make it harder to steal vehicles and to export stolen vehicles by:

- **Intending to amend the Criminal Code**, including:
 - **New criminal offences** related to auto theft involving:
 - The **use of violence** or links to **organized crime**.
 - Possession or distribution of an **electronic or digital device** for the purposes of committing auto theft.
 - **Laundering proceeds of crime** for the benefit of a criminal organization.
 - A new aggravating factor at sentencing **if an offender involved a young person** in committing an offence under the Criminal Code.
- **Intending to amend the Radiocommunication Act** to regulate the sale, possession, distribution, and import of devices used to steal cars. This will **enable law enforcement agencies to remove devices** believed to be used to steal cars from the Canadian marketplace.
- **Strengthening the Canada Border Services Agency's (CBSA) capacity to detect and search containers** with stolen vehicles, and for **testing technologies** that could support the work of border services officers.
- **Allocating \$15 million** to provincial, territorial, and municipal police forces **to address auto theft**, and to strengthen policing to **crack down on international organized crime**.
- What are your initial reactions after seeing this?
- Are there any measures listed that you think are particularly important?
- Are there any measures listed that you do not think should be there? Why do you say that?
- Overall, do you think these actions will have a major, minor or no impact on auto theft in Canada? Why?



- Would you say you support the Government of Canada's plans to combat auto theft, oppose them, or neither? Why?

CONCLUSION (5 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide du modérateur français

GUIDE DU MODÉRATEUR – DOCUMENT MAÎTRE MAI 2024

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

TARIFICATION DU CARBONE (25 minutes) Saskatchewan

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la pollution par le carbone dans les actualités ou dans les annonces du gouvernement (qu'il s'agisse d'annonces du gouvernement fédéral ou de gouvernements provinciaux)?
 - DEMANDER AU BESOIN : Et au sujet de la tarification du carbone? Avez-vous entendu quoi que ce soit à ce sujet?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?
- À votre connaissance, la pollution par le carbone est-elle tarifée aujourd'hui dans votre province? (INVITER LES RÉPONDANTS QUI SONT D'AVIS QU'ELLE L'EST À LEVER LA MAIN)

AFFICHER À L'ÉCRAN :

La tarification de la pollution par le carbone crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à polluer moins.

La Remise canadienne sur le carbone (RCC) est un montant non imposable versé pour aider les particuliers et les familles à compenser le coût de la tarification fédérale de la pollution.

Le montant que peut s'attendre à recevoir une famille de 4 personnes en Saskatchewan est de 1 500 dollars. Les résidents de petites collectivités ou de collectivités rurales reçoivent un supplément de 10 % en plus du montant de base de la remise. À compter d'avril 2024, le gouvernement doublera le supplément rural, qui passera à 20 %, en raison des besoins énergétiques accrus des populations rurales et de leur accès limité à des moyens de transport.

- Quelles sont vos réactions à cette information?



- D'après ce que vous savez sur la tarification de la pollution par le carbone et la remise, êtes-vous pour ou contre le système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement du Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- À votre connaissance, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez reçu ce paiement?
 - SI OUI : Pensez-vous que la tarification du carbone vous rapporte plus qu'elle ne vous coûte? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Le ministère des Finances du Canada a calculé que le ménage moyen en Saskatchewan recevra 349 \$ de plus que ce qu'il aura payé cette année. Cela change-t-il votre point de vue?
 - EN CAS DE SCEPTICISME QUANT AU CALCUL : Qu'est-ce qui vous fait mettre en doute ce calcul? Quels sont les éléments d'information dont vous auriez besoin pour considérer cette estimation comme étant exacte?

Le directeur parlementaire du budget (DPB) est une personne neutre, non partisane et indépendante du gouvernement. Le DPB est chargé de fournir au Parlement des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir la transparence et la responsabilité budgétaire.

- Le DPB a estimé qu'environ 80 % des ménages recevront plus en transferts que la taxe carbone qu'ils auront payée ». Cela change-t-il dans une quelconque mesure votre point de vue?

BUDGET – MESURES PARTICULIÈRES (40 minutes) Saskatchewan

J'aimerais maintenant que nous discutons du budget fédéral...

Chaque année, le gouvernement fédéral annonce un budget pour l'année à venir. C'est à cette occasion que le gouvernement décrit les investissements qu'il entend réaliser et les nouveaux programmes qu'il envisage de mettre en place. Le gouvernement fait également des projections concernant le déficit et l'évolution de l'économie. Le budget fédéral prévu pour cette année a été annoncé le 16 avril.

- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit au sujet du budget fédéral de cette année? Vous pouvez réagir de manière générale au budget ou mentionner une mesure budgétaire précise dont vous vous souvenez.
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Le budget comporte de nombreuses mesures particulières et je souhaite en évoquer les grandes lignes afin de recueillir vos réactions, même si c'est la première fois que vous en entendez parler.

Je vais vous montrer une liste de mesures annoncées dans le budget, après quoi je vous inviterai à me faire part de vos réactions. Notez qu'il ne s'agit pas d'une liste exhaustive de tout ce que contient le budget.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Stabiliser le prix des produits d'épicerie en encadrant les grands épiciers, en augmentant la concurrence et en s'attaquant à la réinflation
 - Créer un programme national d'alimentation scolaire dans l'objectif de fournir des repas à 400 000 enfants de plus chaque année
 - Sévir contre les frais indésirables et rendre les services Internet et de téléphonie cellulaire plus abordables
 - Lancer un régime national d'assurance médicaments, en commençant par une couverture universelle pour les médicaments et les dispositifs de contrôle des naissances et du diabète
 - Mettre en œuvre les accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire afin d'améliorer l'accès à des soins primaires et de réduire les temps d'attente
 - Mettre en application les mesures relatives à la reconnaissance des titres de compétences étrangers afin d'aider un plus grand nombre de professionnels de la santé à exercer au Canada
 - Veiller à ce que les Canadiens les plus fortunés paient leur juste part en demandant aux 0,1 % de Canadiens les plus aisés de payer un peu plus
- **SONDAGE :** J'aimerais maintenant que vous sélectionniez les mesures qui auront, selon vous, l'impact le plus positif sur les Canadiens. Vous pouvez en choisir jusqu'à deux. Si vous jugez qu'aucune d'entre elles n'aura un impact positif, n'en sélectionnez aucune.
- Stabiliser le coût des produits d'épicerie
 - Créer un programme national d'alimentation scolaire
 - Sévir contre les frais indésirables et rendre les services Internet et de téléphonie cellulaire plus abordables
 - Lancer un régime national d'assurance médicaments
 - Mettre en œuvre les accords en matière de soins de santé avec chaque province et territoire
 - Mettre en application les mesures relatives à la reconnaissance des titres de compétences étrangers de professionnels de la santé.
 - Demander aux 0,1 % de Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus d'impôts
- LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX : Pourquoi avez-vous choisi cette mesure?
- Y a-t-il quelque chose dans cette section que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire?



Je voudrais maintenant vous parler un peu plus en détail de la proposition du gouvernement de demander aux Canadiens les plus fortunés de payer leur juste part. Pour ce faire, je vais vous lire une citation tirée du discours du budget à la Chambre des communes :

<< Dans l'économie canadienne et d'autres pays du monde, la philosophie du 21e siècle selon laquelle le gagnant remporte tout rend les riches très riches, pendant que trop de Canadiennes et des Canadiens de la classe moyenne arrivent à peine à garder la tête hors de l'eau. Notre régime fiscal doit combattre ces inégalités structurelles : financer des investissements dans la classe moyenne, et en particulier dans les jeunes, en demandant à ceux qui bénéficient de la philosophie du gagnant qui remporte tout de contribuer un peu plus. En ce moment, notre régime d'imposition ne permet pas de faire cela. En ce moment, un menuisier ou une infirmière peut avoir un taux d'imposition (marginal) plus élevé que celui d'un multimillionnaire. Ce n'est pas juste. Il faut que cela change. Et cela va changer. Notre gouvernement porte le taux d'inclusion aux deux tiers sur les gains en capital supérieurs à 250 000 \$ réalisés en une année par un individu. Les nouvelles recettes générées vont contribuer à rendre la vie moins coûteuse pour des millions de Canadiennes et de Canadiens, en particulier les millénariaux et la génération Z. Elles vont aider à financer nos efforts pour accélérer la construction de nouveaux logements. Elles vont soutenir les investissements dans la croissance et la productivité qui vont donner lieu à des retombées dont nous allons profiter dans les années à venir. >>

- Êtes-vous pour ou contre l'approche décrite ici? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Avez-vous des préoccupations concernant l'évasion fiscale?
 - Pensez-vous à d'autres utilisations préférables pour les revenus générés?
- Pensez-vous que l'une ou l'autre de ces mesures permettrait aux jeunes Canadiens de prospérer?

LOGEMENT (40 minutes) Saskatchewan, Lower Mainland C.-B.)

- Avant aujourd'hui, quelqu'un parmi vous avait-il entendu parler de mesures prises par le gouvernement du Canada pour tenter de remédier au problème de l'accessibilité et de la disponibilité des logements?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

En plus des mesures dont nous avons déjà discuté, le gouvernement du Canada a présenté, dans le cadre de son budget, un plan pour résoudre la crise du logement. Ce plan définit une stratégie visant à stimuler la construction de 3,87 millions de nouveaux logements d'ici 2031. Le plan du gouvernement fédéral sur logement comporte trois volets. Nous allons passer en revue chacune d'entre elles et recueillir vos réactions quant à quelques-unes des mesures spécifiques qu'ils comportent.

Voici le premier volet, qui met en lumière certaines des mesures budgétaires que propose le gouvernement du Canada dans le cadre de sa stratégie visant à favoriser la construction de nouveaux logements.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- Signature de 179 ententes dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements jusqu'à présent afin de réduire les formalités administratives et d'accélérer la construction d'un nombre total approximatif de 750 000 logements au cours de la prochaine décennie.
 - Utilisation de biens fonciers fédéraux, tels que ceux utilisés par Postes Canada, le ministère de la Défense nationale, et les immeubles à bureaux du gouvernement fédéral, pour la construire plus de logements plus rapidement.
 - Favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements locatifs en investissant plus de 15 milliards de dollars dans le cadre du Programme de prêts pour la construction d'appartements, qui vise à aider les constructeurs à obtenir les fonds dont ils ont besoin pour réaliser de nouveaux projets.
 - Changer la façon dont les logements sont construits au Canada en investissant dans des technologies comme les usines de logements préfabriqués et des catalogues de conceptions de logements préapprouvés.
 - Rationaliser la reconnaissance des titres de compétences étrangers dans le secteur de la construction et aider les travailleurs qualifiés à construire davantage de logements.
- Que pensez-vous de ces mesures?
 - Pensez-vous que ces mesures auront un impact sur l'offre de logements au Canada?
 - Et sur l'abordabilité des logements?

Voici le deuxième volet qui met en lumière quelques-unes des mesures que propose le gouvernement du Canada pour faciliter votre accès à la propriété ou la location d'un logement.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- Sévir contre les locations illégales de courte durée (p.ex., Airbnb)
- Convier les entreprises de technologie financière, les agences d'évaluation du crédit et les prêteurs à élaborer l'écosystème qui donnera aux locataires la possibilité d'inclure leurs antécédents de paiement de loyer dans leur cote de crédit, pour les aider à se qualifier pour un prêt hypothécaire et à obtenir de meilleurs taux d'intérêt.
- Établir une Charte canadienne des droits des locataires afin de protéger les locataires, exiger des propriétaires qu'ils fournissent un historique clair des loyers d'un appartement, sévir contre les rénovictions et établir un contrat de location standard à l'échelle nationale

- Permettre une période d'amortissement de 30 ans pour les acheteurs d'une première propriété nouvellement construite.
 - Prolonger de deux ans l'interdiction d'achat de logements canadiens par des étrangers
 - Limiter l'achat et l'acquisition de maisons unifamiliales existantes par de grandes sociétés d'investissement. Le gouvernement mènera des consultations sur la manière de procéder au cours des prochains mois.
- Que pensez-vous de ces mesures?
 - Auront-elles à votre avis un impact sur l'offre de logements au Canada?
 - Et sur l'abordabilité des logements?
 - Favoriseront-elles l'accès à la propriété?

Et voici le troisième volet qui met en lumière quelques-unes des mesures que propose le gouvernement du Canada pour venir en aide à ceux qui peinent le plus à faire face au coût de la vie.

AFFICHER À L'ÉCRAN

- Fournir 1 milliard de dollars au Fonds pour le logement abordable pour soutenir les fournisseurs de logements sans but lucratif, coopératifs et publics et répondre aux besoins des personnes les plus touchées par la crise du logement
 - Créer un Fonds canadien de protection des loyers pour aider les fournisseurs de logements abordables à acheter des logements et à préserver leur abordabilité à long terme pour éviter qu'ils ne soient reconvertis en condominiums de luxe.
 - Augmenter le financement pour soutenir les organisations ayant pour vocation de prévenir et de réduire l'itinérance
- Que pensez-vous de ces mesures?
 - Quel impact, le cas échéant, ces mesures auront-elles sur l'aide apportée à ceux qui peinent à se loger et à trouver un endroit où se sentir chez eux?
 - Maintenant que vous avez pris connaissance de cette liste des points saillants du budget, j'aimerais que vous pensiez à un mot qui décrit votre réaction générale à l'égard du budget. En d'autres termes, pensez à un mot que vous utiliseriez pour décrire le budget dans son ensemble.
 - LE MODÉRATEUR POSERA LA QUESTION SUIVANTE À CHAQUE PARTICIPANT : Quel mot avez-vous choisi et pourquoi avez-vous choisi ce mot?

Maintenant, en pensant à toutes les mesures dont nous avons discuté aujourd'hui, croyez-vous que l'une d'entre elles puisse aider des particuliers cherchant à acheter leur première propriété et faire

en sorte que toutes les générations – en particulier les jeunes — aient accès à une diversité d’options abordables en matière de logement?

PRIORITÉS (20 minutes) Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, climatofervents et climatosceptiques résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, climatofervents et climatosceptiques résidant dans de grands centres de l’Alberta, climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l’Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador

- Quelle devrait, selon vous, être la priorité absolue du gouvernement du Canada?
 - SI CE N’EST PAS MENTIONNÉ : Qu’en est-il en matière de changement climatique? Quel degré de priorité le gouvernement du Canada devrait-il accorder au changement climatique?
 - Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Le changement climatique a-t-il des répercussions sur le coût de la vie?
 - SI OUI : Quelles sont-elles? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Quels sont les pires impacts du changement climatique?
 - SI AUCUN IMPACT N’EST MENTIONNÉ : Que dire des phénomènes météorologiques extrêmes, des feux de forêt, de la pollution, des catastrophes naturelles ou des sécheresses?
 - Dans quelle mesure ces impacts vous préoccupent-ils, le cas échéant?
 - Qu’est-ce qui vous préoccupe le plus?
- Quels sont, selon vous, les principaux obstacles à la prise de mesures pour lutter contre le changement climatique?
- Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, que le Canada, en tant que tel, et que les Canadiens, à titre individuel, prennent des mesures pour lutter contre le changement climatique?
 - SI IMPORTANT: Pouvez-vous expliquer pourquoi vous estimez cela important?
 - Selon vous, est-il important que le Canada soit un leader mondial en matière de lutte contre le changement climatique? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Dans quelle mesure vous sentez-vous personnellement responsable, le cas échéant, de prendre des mesures pour contribuer à la lutte contre le changement climatique?
 - Et pour protéger l’environnement? Vous sentez-vous responsable, le cas échéant, de prendre des mesures pour protéger l’environnement?

Par habitant, les Canadiens figurent parmi les dix premiers émetteurs de pollution par le carbone dans le monde.



[Climatofervents et climatosceptiques résidant dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador - De tous les principaux émetteurs de gaz carbonique dans le monde, le Canada se classe au deuxième rang pour ce qui est des émissions de gaz à effet de serre par habitant].

- Comment réagissez-vous à cette information? Cela vous fait-il changer d'avis sur la nécessité pour le Canada d'agir pour le climat?

TARIFICATION DU CARBONE (APERÇU) (45 minutes) Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador

- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador
- Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la tarification de la pollution par le carbone, parfois connue sous le nom de « taxe carbone »?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Savez-vous comment fonctionne le système de tarification du carbone au Canada?
 - SI OUI : Comment l'expliqueriez-vous?
- Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Qui parmi vous a entendu parler de la Remise canadienne sur le carbone? (À MAIN LEVÉE)
- Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Pouvez-vous en expliquer le fonctionnement?



Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Je vais maintenant vous fournir des informations concernant le système de tarification du carbone.

AFFICHER À L'ÉCRAN – Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary

La tarification de la pollution, également connue sous le nom de tarification du carbone, consiste à imposer un prix ou une redevance sur les émissions de carbone.

Cela signifie par conséquent qu'un coût est associé à la pollution dans le but d'encourager les particuliers et les entreprises à rechercher des solutions plus propres, notamment en matière de production énergétique, de chauffage domestique et de transport.

Les recettes résultant de la tarification de la pollution sont reversées aux Canadiens chaque trimestre par le biais de la Remise canadienne sur le carbone (RCC).

- **AFFICHER À L'ÉCRAN** – Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador
 - Le gouvernement du Canada a tarifié la pollution par le carbone.
 - Certains réduiront leurs émissions de carbone pour éviter de payer la redevance, tandis que d'autres continueront à émettre comme avant.
 - Tous les fonds recueillis dans le cadre de cette tarification, y compris auprès d'entreprises, sont regroupés et répartis à parts égales entre tous les ménages d'une province, par l'intermédiaire de la Remise canadienne sur le carbone (RCC).
 - Cela signifie que ceux qui réduisent leurs émissions de carbone seront plus avantagés, car ils recevront une remise équivalente à celle accordée à tous les autres habitants de leur province, mais auront payé moins en redevances.
 - Ceux qui ne réduisent pas leurs émissions finissent par payer plus, mais le montant de la remise qu'ils reçoivent est le même que pour tous les autres habitants de leur province.
 - Une fois toutes les recettes (y compris celles provenant d'entreprises) regroupées et réparties à parts égales, environ huit ménages canadiens sur dix obtiennent plus d'argent au titre de la Remise canadienne sur le carbone qu'ils n'en paient en redevances.



- Au fil du temps, alors que de plus en plus de gens chercheront à payer moins en réduisant leurs émissions de carbone, nous assisterons à une diminution globale de la pollution par le carbone.
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Quelles sont vos réactions à ces informations?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Aviez-vous déjà connaissance de ces informations? Avez-vous appris quelque chose de nouveau?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Y a-t-il des informations qui ne sont pas claires ou au sujet desquelles vous avez des questions?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Y a-t-il d'autres informations que vous souhaiteriez avoir, mais qui n'ont pas été fournies?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary Que signifie, à votre avis, le terme « tarification de la pollution »?
 - Et le terme « tarification du carbone »?
 - Ces deux termes ont-ils essentiellement le même sens ou un sens différent?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary Avant de participer à ce groupe de discussion, qui parmi vous avait entendu parler de la Remise canadienne sur le carbone? (À MAIN LEVÉE)

- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary À CEUX QUI AVAIENT ENTENDU PARLER DE LA REMISE CANADIENNE SUR LE CARBONE : Pouvez-vous en expliquer le fonctionnement?
 - Votre ménage a-t-il bénéficié de la Remise canadienne sur le carbone?
 - S'IL EN A BÉNÉFICIÉ : Quand en avez-vous bénéficié?
 - Quel en était le montant?
 - Estimez-vous que le montant qui vous a été versé en vertu de la Remise canadienne sur le carbone était plus élevé que le montant de la redevance que vous avez versée? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Combien estimez-vous avoir payé par rapport à ce que vous avez reçu?
- Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Maintenant que vous avez pris connaissance de cette information, pouvez-vous nous dire en résumé comment fonctionne le système de tarification du carbone?

Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Concentrons-nous un peu plus sur la Remise canadienne sur le carbone...

- Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Pensez-vous que la Remise canadienne sur le carbone aide les Canadiens à assumer leurs dépenses essentielles?
- Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Que pensez-vous du fait que huit ménages sur dix reçoivent plus d'argent dans le cadre de la Remise canadienne sur le carbone que ce qu'ils paient en redevance dans le cadre de la tarification du carbone?
 - Avez-vous des questions concernant ces chiffres?
- Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador S'agit-il d'une approche efficace pour les réduire les émissions? Pourquoi ou pourquoi pas? Comment le savez-vous?



- Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador S'agit-il d'une approche équitable? Pourquoi ou pourquoi pas?

Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary Je vais maintenant vous afficher d'autres informations au sujet de la tarification de la pollution.

AFFICHER À L'ÉCRAN – Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary

Comme nous l'avons précédemment mentionné, toutes les recettes sont reversées à la province ou au territoire dans lesquels elles ont été perçues.

La plus grande partie des recettes (environ 90 %) est distribuée aux familles par le biais de la Remise canadienne sur le carbone, versée tous les trois mois.

Ces remises permettent à huit ménages sur dix de récupérer plus d'argent qu'ils n'en paient.

Les recettes restantes sont versées aux communautés autochtones et à de petites entreprises.

- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary Quelles sont vos réactions à ces informations?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary Y a-t-il des informations qui ne sont pas claires ou au sujet desquelles vous avez des questions?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary Ces informations vous donnent-elles une meilleure opinion, une moins bonne opinion ou n'ont-elles aucun impact sur votre opinion concernant la tarification de la pollution par le carbone?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary Que pensez-vous du fait que les recettes de la Remise canadienne sur le carbone soient reversées aux particuliers, aux entreprises et aux populations autochtones?
 - Pensez-vous que ce système aide les Canadiens à assumer leurs dépenses essentielles?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary Que pensez-vous du fait que huit ménages sur dix récupèrent plus d'argent qu'ils n'en dépensent en vertu de la tarification de la pollution?
 - Avez-vous des questions concernant ces chiffres?



- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary S'agit-il d'une mesure efficace pour réduire les émissions? Pourquoi ou pourquoi pas? Comment le savez-vous?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary S'agit-il d'une approche équitable? Pourquoi ou pourquoi pas?

Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Je vais maintenant vous montrer un argument en faveur de la tarification du carbone...

AFFICHER À L'ÉCRAN — Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador La tarification du carbone constitue un moyen efficace et rentable de lutter contre le changement climatique, tout en laissant aux entreprises et aux Canadiens la possibilité de décider comment opérer leur transition vers des solutions moins polluantes.

L'idée étant que lorsque les entreprises et les Canadiens commenceront à opérer cette transition, ils créeront une demande en technologies propres, ce qui finira par attirer de nouveaux investissements au sein de notre économie, et contribuera ainsi à la création d'emplois et à une croissance économique plus forte.

Diverses organisations internationales affirment que la tarification de la pollution constitue le moyen le plus rentable et le plus soupagement applicable pour réduire les émissions, et plus de 200 économistes basés au Canada soutiennent ce système.

- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Que pensez-vous de cet argument?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de

l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Aviez-vous déjà entendu cet argument en faveur de la tarification du carbone, ou est-ce la première fois?

- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Avez-vous des questions concernant cet argument?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, Personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Cet argument vous donne-t-il une meilleure opinion, une moins bonne opinion ou n'a-t-il aucun impact sur votre opinion concernant la tarification de la pollution par le carbone?

Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Il y a un autre argument en faveur de la tarification du carbone dont j'aimerais vous faire part...

AFFICHER À L'ÉCRAN — Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador

La tarification du carbone peut contribuer à protéger notre environnement et le bien-être de générations à venir.

Elle est une composante essentielle du plan climatique du Canada et représente un tiers des objectifs du Canada en matière de réduction des émissions. La tarification du carbone vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), qui sont les principaux responsables des feux de forêt, des sécheresses et des inondations de plus en plus intenses.

- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de



grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Que pensez-vous de cet argument?

- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Aviez-vous déjà entendu cet argument en faveur de la tarification du carbone, ou est-ce la première fois?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Avez-vous des questions concernant cet argument?
- Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente quant à l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador Cet argument vous donne-t-il une meilleure opinion, une moins bonne opinion ou n'a-t-il aucun impact sur votre opinion concernant la tarification de la pollution par le carbone?

MISE À L'ESSAI DE LA TARIFICATION DU CARBONE (40 minutes) Millénariaux résidant dans les Maritimes, membres de la génération Z résidant à Calgary, personnes favorables à la lutte au changement climatique et personnes ayant une position ambivalente à l'égard de l'urgence climatique résidant dans des centres de taille moyenne et de grands centres du Manitoba, de grands centres de l'Alberta et dans le secteur du centre de l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador

Je vais vous présenter une vidéo du gouvernement du Canada destinée à informer les Canadiens au sujet du système de tarification du carbone. Je vais vous montrer la vidéo deux fois et nous discuterons ensuite de nos opinions à son sujet. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous souvenir des aspects de la vidéo qui vous ont plu ou déplu.

MONTER LA VIDÉO. LE MODÉRATEUR MONTRE LA VIDÉO À DEUX REPRIS.

- Après avoir visionné cette vidéo, quelles sont vos premières impressions?
- L'explication était-elle claire?
 - Qu'est-ce qui n'était pas clair ou pourrait être amélioré, le cas échéant?

- La vidéo vous a-t-elle fourni de nouvelles informations dont vous n'aviez pas connaissance avant la tenue de ce groupe de discussion?
 - SI OUI : Qu'avez-vous appris de nouveau?
- Maintenant que vous avez visionné cette vidéo, pouvez-vous résumer le fonctionnement de la tarification de la pollution?
- Avant de visionner cette vidéo, étiez-vous au courant des exemptions accordées aux agriculteurs?
 - Que pensez-vous de ces exemptions?
- Avant de visionner cette vidéo, saviez-vous que les Canadiens vivant au sein de collectivités rurales ou éloignées bénéficient d'un supplément rural de 20 % sur la remise canadienne sur le carbone?
 - Que pensez-vous de cette prime?

Maintenant, en pensant à tout ce dont nous avons discuté jusqu'à présent...

- Êtes-vous d'avis que le prix de la pollution par le carbone constitue un incitatif financier efficace à moins polluer? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Je vous demanderai votre avis concernant d'autres approches dans quelques instants, mais en ce qui concerne le système de tarification du carbone en tant que tel, quelles améliorations y apporteriez-vous, le cas échéant?
- Pensez-vous pouvoir changer vos habitudes quotidiennes afin de réduire vos émissions et donc réduire vos redevances en vertu de la tarification du carbone?
 - SI OUI : Quels types de changements envisageriez-vous?
- Croyez-vous que les gens chercheront des options de rechange aux déplacements en voiture, par exemple en conduisant moins, en faisant du covoiturage, en prenant les transports en commun lorsqu'ils y ont accès, en faisant du vélo lorsque possible, ou d'autres moyens de ce genre pour de réduire leur contribution à la taxe sur la pollution? Pourquoi ou pourquoi pas?
- D'après votre compréhension du système de tarification du carbone, le recours à un système de chauffage domestique plus efficace réduirait-il vos coûts liés à la tarification du carbone?
 - Connaissez-vous des programmes du gouvernement fédéral visant à améliorer l'efficacité du chauffage domestique?
 - Votre opinion du système de tarification du carbone changerait-elle si vous saviez que le gouvernement du Canada subventionnait le chauffage à haut rendement énergétique?

Et maintenant, en pensant aux différentes approches du système de tarification de la pollution au Canada...



- Pourquoi croyez-vous que certaines provinces appliquent le système de tarification de la pollution du gouvernement fédéral alors que d'autres adoptent leur propre système provincial?
- Préfereriez-vous que votre province adhère au système fédéral de tarification de la pollution, ait son propre système de tarification provincial ou n'ait aucun système? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - À CEUX QUI ONT RÉPONDU « AUCUN SYSTÈME » : Estimez-vous qu'on devrait pouvoir émettre du carbone gratuitement, qu'une taxe devrait être imposée, ou avez-vous d'autres solutions à proposer?
 - À CEUX QUI ONT RÉPONDU « QUELQUE CHOSE D'AUTRE » : Quelles solutions de rechange proposeriez-vous?
 - Pensez-vous que ce système serait plus efficace que le système de tarification de la pollution actuel? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

PRIORITÉS ET PERFORMANCE – [ENJEUX ET INDUSTRIES LOCAUX /LOGEMENT] (20-25 minutes)

Montérégie, Montréal 2ELGBTQI+, Laurentides Québec, Hamilton

- **Montérégie, Montréal 2ELGBTQI+, Laurentides Québec, Hamilton** Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- **Montérégie, Montréal 2ELGBTQI+, Laurentides Québec, Hamilton** Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer?
- **Montérégie, Montréal 2ELGBTQI+, Laurentides Québec, Hamilton** À votre avis quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - **Montérégie** Quels sont les principaux enjeux au sein de votre communauté auxquels le gouvernement devrait tout particulièrement accorder la priorité?
 - **Montérégie** Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour résoudre ces problèmes?
 - **Montréal 2ELGBTQI+, SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ** : Qu'en est-il du coût de la vie?
Laurentides Québec, Hamilton Qu'en est-il du logement?
 - **Montréal 2ELGBTQI+** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du travail accompli par le gouvernement du Canada pour faire face au coût de la vie et à la pénurie de logements?
 - **Montréal 2ELGBTQI+** Comment pensez-vous que le coût de la vie aura évolué dans un an? Pensez-vous que la situation sera meilleure, pire ou la même qu'à l'heure actuelle? Pourquoi?
 - **Laurentides Québec, Hamilton** Quels sont les principaux enjeux en matière de logement sur lesquels devrait se pencher le gouvernement du Canada?



- **Laurentides Québec, Hamilton** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Aider les Canadiens à acheter leur première propriété fait-il partie des principaux enjeux?
- **Laurentides Québec, Hamilton** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et la construction d'un plus grand nombre de logements?
- **Laurentides Québec, Hamilton** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du récent travail effectué par le gouvernement du Canada en matière de logement?
 - **Laurentides Québec, Hamilton** Que pensez-vous de ce que vous avez vu, lu ou entendu?
- **Montréal** Quels sont les secteurs d'activité et les industries les plus importants pour votre communauté?
 - **Montréal** Quels sont les secteurs et les industries de votre communauté qui, pour vous, ont le plus besoin d'aide?
 - **Montréal** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de l'agriculture?
 - **Montréal** Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit pour soutenir ces secteurs d'activité et ces industries?
 - **Montréal** Et en pensant au secteur agricole en particulier, quelles sont les initiatives que vous souhaiteriez que prenne le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour venir en aide à ce secteur?

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 minutes) **Personnes 2ELGBTQI+ résidant en Montréal et à Montréal, Lower Mainland C.-B., Laurentides (Québec), Hamilton**

Montréal Et pensons de manière plus générale...

Personnes 2ELGBTQI+ résidant en Montréal et à Montréal, Lower Mainland C.-B., Laurentides (Québec), Hamilton Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?

- **Personnes 2ELGBTQI+ résidant à Montréal** Quelles sont vos réactions à ces nouvelles?
- **Personnes 2ELGBTQI+ résidant à Montréal** Quelles sont vos principales sources d'actualités? (Nouvelles télévisées, radio, médias sociaux, ami ou famille)

VÉHICULES ÉLECTRIQUES (20 minutes) **Montréal**

- Quelqu'un a-t-il eu connaissance de nouvelles d'actualité concernant le gouvernement du Canada et les véhicules électriques?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les gouvernements fédéral et du Québec ont annoncé l'automne dernier un investissement conjoint de 7 milliards de dollars dans la société Northvolt Batteries North America pour la construction d'une nouvelle usine de fabrication de batteries pour véhicules électriques à Saint-Basile-le-Grand et à McMasterville, au Québec. Les batteries produites dans ces installations seront parmi les plus écologiques au monde, et l'usine créera jusqu'à 3 000 emplois dans la région. On estime également que cet investissement créera directement et indirectement des milliers d'emplois partout au pays.

- Quelles sont vos réactions à cela? Quels seront, selon vous, les impacts de cet investissement? En quoi cet investissement impactera-t-il l'économie du Québec?
 - AU BESOIN : Et sur le plan de la création d'emplois? Croyez-vous que vous, quelqu'un que vous connaissez ou votre collectivité bénéficiez, directement ou indirectement, de la création d'emplois liée à l'implantation de la nouvelle usine de Northvolt?
 - SI NON : Croyez-vous que vous, que quelqu'un que vous connaissez, ou que votre collectivité puissiez en bénéficier autrement?
 - SI OUI : Comment?
- Avez-vous des questions concernant cet investissement?

EMPLOI (30 minutes) Montérégie, Hamilton

Montérégie J'aimerais parler du marché de l'emploi de manière plus générale...

Hamilton Passons à un autre sujet...

- **Montérégie** Comment évalueriez-vous la situation sur le marché de l'emploi au Canada? Est-elle bonne, mauvaise ou entre les deux? Pourquoi?
 - **Montérégie** Dans quelle mesure a-t-il été facile de vous trouver un emploi dans le domaine qui vous intéresse? Avez-vous été confronté(e) à des difficultés ou à des obstacles lorsque vous cherchiez un emploi ou pendant que vous travailliez?
 - Existe-t-il suffisamment de possibilités d'emploi dans votre région?
 - **Montérégie** Les pénuries de main-d'œuvre posent-elles problème au sein de votre collectivité?
 - SI OUI : Quels sont les impacts de ces pénuries de main-d'œuvre dans votre région?
- **Hamilton** Comment décririez-vous généralement la gestion du gouvernement du Canada de l'économie?
 - Est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?



- **Hamilton** Quels sont, à votre avis, les enjeux économiques les plus importants?
- **Hamilton** Considérez-vous que vos salaires suivent l'évolution du coût de la vie et de l'inflation? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Hamilton** Globalement, comment évalueriez-vous la situation sur le marché de l'emploi à l'heure actuelle? Est-elle bonne, mauvaise ou ni bonne ni mauvaise? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Montréal, Hamilton** En pensant à ce que sera la situation sur le marché de l'emploi dans cinq ans, pensez-vous qu'elle sera pire, meilleure ou la même? Qu'est-ce qui vous fait dire cela? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Montréal, Hamilton** Vous projetant dans cinq à dix ans, quelle sera, selon vous, la situation sur le marché de l'emploi au Canada?
 - Quels seront, selon vous, les secteurs qui connaîtront la plus forte croissance?
 - Quelles sont les compétences qui, selon vous, seront les plus recherchées?
 - Dans quelle mesure êtes-vous confiant(e), le cas échéant, de pouvoir avoir un bon emploi à l'avenir? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Montréal, Hamilton** Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie lorsqu'il s'agit de s'assurer que les travailleuses et les travailleurs obtiennent les formations axées sur les compétences nécessaires au maintien de leur compétitivité?
- **Montréal, Hamilton** Diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en ce qui concerne la création d'emplois de qualité au Canada?
- **Montréal, Hamilton** Avez-vous connaissance de ce que fait le gouvernement du Canada pour aider à créer des emplois, à fournir des formations axées sur des compétences ou pour soutenir les travailleurs?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour aider?

IMMIGRATION (25 minutes) Montréal, Laurentides (Québec)

Passons encore à un autre sujet...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet de l'immigration au Canada ou au Québec?
 - Que pensez-vous de ce que vous avez vu, lu ou entendu?



- Globalement, comment décririez-vous l'état actuel du système d'immigration au Canada?
- Quels sont, selon vous, les avantages liés au fait d'accueillir de nouveaux immigrants au Canada?
- Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant :
« Le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants pour contrer les pénuries de main-d'œuvre et contribuer à la croissance de l'économie. »?
 - Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Avez-vous de quelconques appréhensions concernant l'accueil de nouveaux immigrants?
 - SI OUI : Quelles sont vos appréhensions?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour répondre à ces préoccupations?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
 - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada, que ce soit sur le plan social ou économique?
- Avant de conclure, avez-vous d'autres réflexions dont vous voudriez nous faire part concernant le système d'immigration canadien?

2ELGBTQI+ (70 minutes) Personnes 2ELGBTQI+ résidant à Montréal

- Les personnes 2ELGBTQI+ ont différentes opinions et expériences de vie, et il peut parfois être difficile d'aborder de manière générale les enjeux qui les concernent. Cela dit, de votre point de vue personnel, quels sont certains des problèmes les plus pressants qui ont un impact sur les personnes 2ELGBTQI+?
 - Le cas échéant, quel est le rôle du gouvernement du Canada dans la résolution de ces problèmes?
 - Le cas échéant, quel travail le gouvernement du Canada a-t-il accompli en vue de résoudre ces problèmes?
- Comment qualifieriez-vous le niveau d'acceptation, de soutien et d'inclusion de la société canadienne à l'égard de la communauté 2ELGBTQI+? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
 - Les niveaux d'acceptation, de soutien et d'inclusion ont-ils changé au fil du temps?
 - SI OUI : En quoi ont-ils changé? À quoi ce changement est-il dû?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le niveau de haine à l'égard des membres de la communauté 2ELGBTQI+ a-t-il changé au fil du temps?

- SI OUI : En quoi a-t-il changé? À quoi ce changement est-il dû?
 - Que faudrait-il faire pour promouvoir l'acceptation, le soutien et l'inclusion des personnes 2ELGBTQI+ au sein de la société canadienne?
- Comment décririez-vous la situation actuelle concernant les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+ en milieu scolaire? En milieu de travail? Au sein du système de soins de santé?
 - La situation concernant les droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+ a-t-elle changé plus récemment?
 - SI OUI : En quoi a-t-elle changé? À quoi ce changement est-il dû selon vous?
 - Quelles sont vos plus grandes préoccupations concernant la situation en matière de droits et de libertés des personnes 2ELGBTQI+ au Canada aujourd'hui?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger les droits et libertés des membres de la communauté 2ELGBTQI+?
- En ce qui concerne la promotion et la protection des droits et libertés des personnes 2ELGBTQI+, diriez-vous que le gouvernement du Canada est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
 - SI SUR LA MAUVAISE VOIE : Que pourrait faire le gouvernement du Canada pour se remettre sur la bonne voie?
- Avez-vous connaissance de démarches entreprises par le gouvernement du Canada pour protéger et promouvoir les droits et libertés des membres de la communauté 2ELGBTQI+ au Canada?
 - Plus généralement, avez-vous connaissance de démarches entreprises par le gouvernement fédéral pour soutenir la communauté 2ELGBTQI+? Quels sont vos réactions, vos sentiments ou vos réflexions à ce sujet?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Êtes-vous au courant de l'investissement de 75 millions de dollars pour les organisations qui défendent les droits et offrent des services aux communautés 2ELGBTQI+?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et de l'adoption du projet de loi C-16, une loi visant à reconnaître l'expression et l'identité de genre comme un droit de la personne et à protéger les personnes de genre différent contre la discrimination et la propagande haineuse?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et du projet de loi C-4, une loi visant à modifier le Code criminel dans le but d'interdire la thérapie de conversion?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et que Santé Canada a levé l'interdiction du don de sang qui visait les hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes?

- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer ces relations avec la communauté 2ELGBTQI+?
 - Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé selon lequel le gouvernement du Canada est à l'écoute, se préoccupe et répond aux besoins des membres de communautés 2ELGBTQI+? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Lorsque vous pensez à votre avenir au Canada, qu'est-ce qui vous rend optimiste?

FEUX DE FORÊT (15 minutes) Lower Mainland, en Colombie-Britannique

- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt?
 - Comment décririez-vous la réponse du gouvernement du Canada aux feux de forêt?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

L'approche du gouvernement du Canada en matière de gestion des feux de forêt consiste à aider les communautés à se préparer, à fournir des informations par le biais d'une surveillance en temps réel et à offrir un soutien aux collectivités et aux personnes impactées par les feux de forêt.

Dans le budget 2024, le gouvernement du Canada s'est engagé à prendre plusieurs mesures supplémentaires pour venir en aide aux personnes impactées par les feux de forêt, à savoir :

- **Doubler les crédits d'impôt pour les pompiers volontaires et les volontaires en recherche et sauvetage**, qui passeront de 3 000 dollars à 6 000 dollars en 2024, ce qui permettra aux pompiers volontaires d'économiser jusqu'à 450 dollars supplémentaires par année.
- **Investir 800 000 dollars de plus pour renforcer la capacité de lutte contre les feux de forêt** et contribuer à élargir le programme de formation aux pompiers afin que ces derniers puissent lutter contre les feux de forêt qui touchent des zones urbaines. Ce financement s'ajoute aux fonds déjà alloués pour soutenir l'engagement du gouvernement fédéral à former 1 000 pompiers forestiers.
- Travailler en partenariat avec les Autochtones pour sauver des vies et mieux protéger les collectivités contre les feux de forêt en plus des mesures suivantes :
 - Investir plus de 145 millions de dollars pour aider les communautés des Premières Nations à se préparer à des situations d'urgence.
 - Investir 20,9 millions de dollars pour la prévention des incendies dans les communautés autochtones.

- Engager 9 millions de dollars pour venir en aide aux gouvernements autochtones directement impactés par les feux de forêt survenus dans les Territoires du Nord-Ouest en 2023.
- Quelles sont vos réflexions initiales au sujet de ces mesures?
 - Le gouvernement du Canada en fait-il assez pour venir en aide aux collectivités impactées par des feux de forêt?
 - Que devrait encore faire le gouvernement du Canada?

GAINS EN CAPITAL (15 minutes) Lower Mainland C.-B.

- SI AUCUNE MENTION DES GAINS EN CAPITAL N’A ÉTÉ FAITE CI-DESSUS, POSER LA QUESTION SUIVANTE : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la proposition de modifier l’impôt sur les gains en capital?

AFFICHER À L’ÉCRAN

Les gains en capital sont les profits que réalisent les gens en vendant des actifs de valeur pour un montant supérieur à celui qu’ils ont initialement payé pour les acquérir. Des gains en capital peuvent être réalisés suivant la vente ou l’achat de biens de valeur, comme des biens immobiliers, des actions et obligations, des fonds communs de placement, des métaux précieux, des œuvres d’art et objets de collection, des cryptomonnaies, des véhicules ainsi que des biens personnels, entre autres.

Au Canada, les gains en capital sont imposables. Toute personne qui vend un bien de valeur à un prix supérieur à son coût initial doit payer des impôts sur le gain en capital. Il convient de noter que la vente d’une résidence principale n’est pas assujettie à l’impôt sur les gains en capital; en d’autres termes, l’impôt sur les gains en capital ne s’applique que lorsqu’une personne possède plusieurs biens immobiliers et vend ceux qu’elle n’habite pas.

Le gouvernement du Canada propose de taxer davantage certains des Canadiens les plus fortunés en augmentant l’impôt sur les gains en capital supérieurs à 250 000 dollars. Le gouvernement estime que ce changement ne concernerait que 0,1 % des Canadiens chaque année.

- Que pensez-vous de ce changement proposé?
- Qui ce changement impactera-t-il, selon vous?



- Pensez-vous que ce changement proposé vous fera payer plus d'impôts, moins d'impôts ou qu'il ne vous impactera pas?
 - À CEUX QUI S'ATTENDENT À PAYER PLUS : Pourquoi pensez-vous payer plus d'impôts?

OPIOÏDES (30 minutes) Lower Mainland C.-B.

Passons à un autre sujet ...

- Diriez-vous que la dépendance aux opioïdes constitue un problème important, un problème mineur ou un problème inexistant dans votre communauté?
- Comment ce problème a-t-il évolué au fil du temps? S'est-il amélioré ou a-t-il empiré?
- Avez-vous bon espoir qu'il y aura des progrès dans ce dossier au cours des prochaines années? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Qu'a fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour lutter contre la dépendance aux opioïdes en Colombie Britannique?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant les termes « approvisionnement plus sécuritaire » et « sites de consommation supervisée »?

CLARIFIER:

L'approvisionnement plus sécuritaire consiste à fournir des médicaments prescrits aux personnes qui présentent un risque élevé de surdose. Des services d'approvisionnement plus sûrs peuvent contribuer à prévenir les surdoses, à sauver des vies et à mettre les personnes faisant usage de drogues en contact avec d'autres services sociaux et de santé.

Les sites de consommation supervisée offrent un espace sûr et propre où les personnes qui consomment peuvent apporter leur propre drogue et en faire usage sous la supervision d'un personnel formé. Ils permettent ainsi d'éviter les surdoses accidentelles et de réduire la propagation de maladies infectieuses. Ils proposent également des services de réduction des méfaits

- Quelles sont vos réactions en entendant ces définitions?
- Dans quelle mesure est-il important, le cas échéant, que les personnes aux prises avec une dépendance aux opioïdes puissent avoir accès à des sites d'approvisionnement et de consommation sûrs ? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

- Selon vous, le gouvernement du Canada a-t-il un rôle à jouer en ce qui concerne les services d'approvisionnement plus sécuritaire et les sites de consommation supervisée?

CLARIFIER: Par l'intermédiaire du Programme sur l'usage et les dépendances aux substances (PUDS), le gouvernement du Canada finance des projets visant à contrer les méfaits associés à l'usage de substances.

Dans le cadre de ce programme, le gouvernement du Canada finance plus particulièrement des sites d'approvisionnement et de consommation plus sûrs, ainsi que des projets axés sur la prévention des surdoses, la sensibilisation, le soutien à la désintoxication, le soutien par les pairs, l'action sociale, le mentorat et le soutien en matière de santé mentale, entre autres initiatives.

- Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada investisse dans des projets de réduction des méfaits ?
 - Quels seront, à votre avis, les impacts de ces projets, le cas échéant?

L'année dernière, le gouvernement du Canada a accordé une exemption à la Loi réglementant certaines drogues et autres substances afin de supprimer les sanctions pénales en cas de possession d'un maximum de 2,5 grammes de certaines drogues illégales en Colombie-Britannique. Le gouvernement fédéral a récemment approuvé la demande de la Colombie-Britannique de récriminaliser l'usage de drogues illicites dans les lieux publics. Les adultes seront toujours autorisés à avoir en leur possession de petites quantités de drogues illicites et à les consommer en privé, mais pourront être arrêtés s'ils les consomment en public.

- - Quels seront les impacts, le cas échéant?
 - Cette approche contribuera-t-elle à réduire la criminalité en Colombie-Britannique ?? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Quelles sont les autres mesures que vous souhaiteriez que prenne le gouvernement du Canada pour résoudre ces problèmes?

SOINS DE SANTÉ (20 minutes) Laurentides (Québec)

- SI LES SOINS DE SANTÉ ONT PRÉCÉDEMMENT ÉTÉ MENTIONNÉS COMME PRINCIPAL ENJEU : Certains d'entre vous ont indiqué que les soins de santé sont l'un des principaux enjeux auxquels sont confrontés les Québécois.



- **SI LES SOINS DE SANTÉ N'ONT PAS PRÉCÉDEMMENT ÉTÉ MENTIONNÉS COMME PRINCIPAL ENJEU** : Parmi les principaux enjeux que vous avez identifiés comme étant les plus importants aux yeux des Québécois, quelle importance accordez-vous à la santé? Est-elle plus importante, moins importante ou tout aussi importante que les autres enjeux mentionnés?
- Comment évalueriez-vous la qualité du système de soins de santé là où vous résidez? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Et comment évalueriez-vous l'accès aux services de soins de santé? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Quels sont les plus grands défis liés aux soins de santé dans votre région?
- Est-ce que quelqu'un a entendu parler de récents engagements ou d'annonces faites par le gouvernement du Canada en matière de soins de santé?
 - **SONDER** : Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des négociations entre les gouvernements fédéral et provinciaux sur le financement des soins de santé?
 - **SI OUI** : Qu'avez-vous entendu? Quelles ont été vos impressions concernant ces négociations?
- En ce qui concerne les soins de santé, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
 - **SI SUR LA MAUVAISE VOIE** : Que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?

PROTECTION ET PROMOTION DE LA LANGUE FRANÇAISE (35 minutes) Laurentides (Québec)

Passons à un autre sujet...

- Dans quelle mesure la protection et la promotion de la langue française devraient-elles constituer une priorité majeure?
- Que pensez-vous de la situation concernant la langue française au Canada?
- Que fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour aider à protéger et à promouvoir la langue française?



- SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Est-ce que quelqu'un a vu, lu ou entendu quelque chose au sujet du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement du Canada?

Le gouvernement du Canada a annoncé son Plan d'action pour les langues officielles. Le Plan d'action propose plus de 30 mesures visant à atteindre quelques objectifs clés. Je vais d'abord vous faire part des principaux objectifs du Plan et vous donner quelques exemples des mesures proposées, et je vous demanderai ensuite de me faire part de vos impressions.

AFFICHER À L'ÉCRAN UNE À LA FOIS :

Favoriser une plus grande immigration francophone au Canada

Exemples de mesures :

- Créer une nouvelle politique d'immigration francophone;
- Élargir le travail de promotion et de recrutement à l'échelle mondiale dans les pays francophones; et
- Investir dans la formation linguistique des nouveaux arrivants.

Favoriser des possibilités d'apprentissage du français tout au long de la vie

Exemples de mesures :

- Élargir l'offre de programmes dans les écoles francophones en milieu minoritaire à l'extérieur du Québec;
- Investir dans les programmes de français langue seconde partout au Canada;
- Investir dans des centres de la petite enfance francophones partout au Canada.

Appuyer les organismes communautaires francophones

Exemples de mesures :

- Bonifier le financement des organismes communautaires francophones;
- Accorder des subventions pour des projets qui visent à renforcer l'attachement à la langue française et à la culture francophone;
- Accorder des subventions aux artistes francophones.

Créer un centre au sein de Patrimoine Canada pour appuyer le gouvernement du Canada à prendre des mesures supplémentaires pour soutenir les communautés francophones en situation minoritaire.

- Quelles sont vos réactions quant à chacun de ces objectifs et chacune de ces mesures?
- Lesquels auront, selon vous, le plus d'impact sur la promotion et la protection de la langue française? Pourquoi?



- Parmi ces éléments, y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi?
- Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour promouvoir et protéger la langue française?

SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE (25 MINUTES) Hamilton

Passons maintenant à la sécurité communautaire...

- Direz-vous que votre communauté est sécuritaire? Pourquoi ou pourquoi pas?
- D'après ce que vous savez, le taux de criminalité dans votre communauté a-t-il augmenté, diminué ou s'il est demeuré stable?
 - S'IL A AUGMENTÉ : Qu'avez-vous remarqué plus particulièrement?
 - À quoi attribuez-vous la hausse de la criminalité? Quelles sont les causes?
- À qui revient principalement la responsabilité de lutter contre la criminalité?
 - Quel est le rôle du gouvernement du Canada en matière de lutte contre la criminalité?
- Le gouvernement du Canada a-t-il fait quoi que ce soit dans les dernières années pour lutter contre la criminalité? Fait-il quelque chose maintenant?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : A-t-il fait quelque chose en matière de contrôle des armes à feu?
 - SI AU COURANT : Que pensez-vous de ces initiatives?
- Pensez-vous à d'autres mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre pour prévenir la criminalité?
 - SONDER : Augmenter les services en santé mentale? Donner accès à des traitements contre les dépendances? Augmenter l'offre de logements?
 - De telles mesures auraient-elles un impact? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Devraient-elles constituer une des priorités du gouvernement fédéral?
- Que devrait encore faire le gouvernement du Canada pour contribuer à réduire la criminalité?

VOL DE VÉHICULES (30 minutes) Hamilton

J'aimerais maintenant que nous nous concentrons tout particulièrement sur le vol de véhicules...

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de mesures du gouvernement du Canada visant à lutter contre le vol de véhicules?
 - SI OUI : Qu'avez-vous, vu, lu ou entendu à ce sujet? Où avez-vous vu, lu ou entendu cette information? Que pensez-vous de ce que vous avez appris à ce sujet?

En plus des mesures prises par le gouvernement fédéral il y a quelques mois, de nouvelles mesures ont été annoncées dans le budget fédéral.

Je vais maintenant vous en montrer quelques-unes (incluant celles qui sont déjà mises en œuvre)...

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada s'attaque au vol de véhicules en rendant plus difficiles les vols de ce type ainsi que l'exportation de véhicules volés, notamment :

- **En ayant l'intention de modifier le Code pénal**, y compris :
 - **En y ajoutant de nouvelles infractions pénales** liées au vol de véhicules impliquant :
 - Le **recours à la violence** ou des liens avec le **crime organisé**.
 - La possession ou la distribution d'un **appareil électronique ou numérique** dans le but de commettre des vols de véhicules;
 - Le **blanchiment de produits de la criminalité** au profit d'une organisation criminelle.
 - L'introduction d'un nouveau facteur aggravant lors de la détermination de la peine **si un délinquant a impliqué un jeune** dans la perpétration d'une infraction au Code criminel.
- **En ayant l'intention de modifier la *Loi sur la radiocommunication*** pour réglementer la vente, la possession, la distribution et l'importation d'appareils utilisés pour le vol de véhicules. Cela **conférera aux organismes d'application de la loi les pouvoirs qui l'habiliteront à retirer du marché canadien les appareils** dont on a raison de croire qu'ils servent à voler des véhicules.
- **Renforcer la capacité de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à détecter les conteneurs renfermant des véhicules volés et à les contrôler** ainsi qu'à **tester des technologies** susceptibles de faciliter le travail des agents des services frontaliers.
- **Allouer 15 millions de dollars** aux corps policiers provinciaux, territoriaux et municipaux **pour sévir contre le vol de véhicules**, et renforcer les mécanismes de maintien de l'ordre pour **réprimer le crime organisé international**.
- Quelles sont vos premières réactions à la lecture de ces mesures?
- Parmi les mesures énumérées, y en a-t-il qui, selon vous, sont particulièrement importantes?



- Parmi les mesures mentionnées dans la liste, y en a-t-il qui, selon vous, ne devraient pas y figurer? Pourquoi dites-vous cela?
- Dans l'ensemble, prévoyez-vous que ces mesures auront un impact majeur, mineur ou aucun impact dans la lutte au vol de véhicules au Canada? Pourquoi?
- Diriez-vous que vous êtes pour, contre, ou ni pour ni contre les plans du gouvernement du Canada pur lutter contre le vol de véhicules? Pourquoi?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Annexe C – Concepts publicitaires

Mise à l'essai de la tarification du carbone



Tarification du
carbone.mp4

Le vidéoclip ci-dessus consiste en une animation vidéo d'une durée de 1 minute et 23 secondes. La transcription textuelle de la vidéo est la suivante :

La tarification du carbone. En quoi consiste-t-elle? Comment fonctionne-t-elle? L'émission de gaz à effet de serre ou d'oxyde de carbone a pour effet d'emprisonner de la chaleur dans l'atmosphère. Cette chaleur entraîne un réchauffement de la planète ainsi que des changements climatiques. La tarification de la pollution par le carbone crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à moins polluer. Plusieurs provinces et territoires ont instauré leur propre système de tarification de la pollution conformément aux normes canadiennes et en fonction de leurs besoins particuliers. Dans d'autres provinces et territoires, le système fédéral est appliqué seul ou en combinaison avec un autre système. Tout l'argent recueilli dans le cadre du système de redevance sur les combustibles est directement remboursé à la province ou au territoire où il a été recueilli, au profit des Canadiens, de leurs familles, d'entreprises et de gouvernements autochtones.

Là où le système fédéral est appliqué, huit ménages sur dix récupèrent en fait plus d'argent qu'ils n'en dépensent conformément à la redevance sur les combustibles, les ménages à faible revenu étant ceux qui en bénéficient le plus. Des exemptions et soutiens financiers sont également prévus pour les agriculteurs, ainsi qu'un supplément pour les populations vivant en région rurale ou éloignée.

En se déplaçant à vélo, en voiture électrique ou en adoptant un mode de chauffage domestique plus efficace, les Canadiens peuvent en bénéficier encore plus. La tarification de la pollution au Canada; pour remettre de l'argent dans les poches des particuliers et des familles tout en luttant contre le changement climatique. Pour en savoir plus, consulter le site suivant :

<https://www.canada.ca/fr/services/environnement/meteo/changementsclimatiques/plan-climatique.html>.